

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune préside la réunion du Conseil des ministres

P. 24

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

L'ANIE fixe les règles d'organisation des réunions et manifestations

P. 3

Le processus d'amendement de la Constitution "a de tout temps été transparent" (Belhimer)

P. 24

CONFÉRENCE NATIONALE DES START-UP "ALGERIA DISRUPT 2020"

Les start-up locomotive du nouveau modèle économique

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis en avant samedi à Alger l'importance des start-up pour en faire la "locomotive" d'un nouveau modèle économique, basé sur la connaissance et l'innovation. Dans une allocution à l'ouverture de la Conférence nationale des start-up "Algeria Disrupt 2020", le Président de la République a affirmé que l'organisation de cette manifestation "témoigne de notre foi absolue en un nouveau modèle économique pour notre pays, un modèle basé sur la connaissance et où les start-up seront érigées en locomotive". Soulignant que cette conférence "n'est pas moins importante" que celle sur la relance économique organisée il y a près d'un mois et qui a regroupé les représentants des opérateurs économiques, M. Tebboune a assuré que cette manifestation "vient en prélude de mesures pour la concrétisation d'un objectif ultime, à savoir investir dans les capacités et les projets de nos jeunes et leur mobilisation au service de l'économie nationale". P.p 6-24

APS



CONCESSIONNAIRES AUTOMOBILE

184 pré-inscriptions à la plateforme numérique des demandeurs d'agrément

P. 4

RÉOUVERTURE DE L'ESPACE AÉRIEN

Benbouzid : «"une décision souveraine" tributaire de l'évolution de la pandémie de Covid-19»

P. 4

START-UP

Création d'un compartiment de financement au sein de la Bourse d'Alger

P. 6

SANTÉ

ANTI-DÉPRIME, ANTI-STRESS

Le top des aliments riches en oméga 3

P.p 12-13

FOOTBALL

ALGÉRIE-MEXIQUE

"L'Algérie répond au profil d'adversaire recherché"

P. 21



LIVRE - DIFFUSION

Nadji Mega Bookstore : ouverture de la plus grande librairie en Algérie

P. 16

IMPORTATIONS DE VÉHICULES DE MOINS DE TROIS ANS

Ferhat Aït Ali : «la mesure a été "gelée"»

P. 2

MÉDÉA

Le parc de transport scolaire renforcé par une cinquantaine d'autobus



Le parc de transport scolaire dans la wilaya de Médéa s'est renforcé récemment par un quota de cinquante autobus, appelé à améliorer la couverture en matière de transport scolaire dans les localités enregistrant un déficit, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Deux précédents quotas, composés respectivement de 18 et 40 autobus, de fabrication locale, avaient été affectés à différentes communes, au cours des derniers mois, portant à 108 le nombre global d'autobus distribués aux communes, depuis le début de l'année, a-t-on indiqué. Une autre dotation constituée de 79 autobus sera réceptionnée "prochainement", selon la même source, et affectée, au fur et à mesure, des arrivages, aux localités où est recensé le plus grand nombre d'élèves nécessitant une prise en charge, notamment ceux issus des zones enclavées, a-t-on ajouté. Avec ces nouvelles dotations, les 64 communes que compte la wilaya auront à leur disposition pas moins de 359 autobus pour assurer, dans de meilleures conditions, le transport des élèves, lors de la prochaine rentrée scolaire, en particulier pendant la période hivernale, a-t-on conclu.

ADRAR

Un soutien financier de 20 millions DA aux clubs sportifs

Un soutien financier de 20 millions DA est réparti par la wilaya d'Adrar aux clubs sportifs comme soutien pour les aider à entamer leur saison, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.

Ce soutien financier, octroyé par le groupe Sonatrach, est un premier apport visant à aider les clubs, évoluant dans différentes divisions, à amorcer la nouvelle saison sportive dans des conditions "financièrement confortables", a affirmé le wali d'Adrar lors d'une rencontre avec les représentants de la famille sportive. Cet accompagnement des clubs sportifs englobe aussi une prise en charge par la wilaya du transport des clubs dans leurs déplacements pour les compétitions hors wilaya, a ajouté M. Larbi Bahloul.

Les présidents de clubs, relevant de différentes ligues sportives, ont salué l'initiative, tout en exprimant leur détermination à faire honneur à leur public lors des prochaines compétitions. L'opportunité a été saisie par les représentants de la famille sportive pour faire part de leurs préoccupations liées à l'accompagnement efficace des activités sportives, notamment dans le domaine de l'athlétisme et des sports individuels dont la wilaya renferme de nombreuses potentialités.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

3 morts et 160 blessés en 24 heures (Protection civile)

Trois personnes (3) ont trouvé la mort et 160 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public dimanche par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tissemsilt avec un mort et douze blessés suite à deux accidents de la circulation, note la même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 24 opérations de sensibilisation à travers 5 wilayas, pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique.

Elles ont également effectué 6 opérations de désinfection générale à travers 4 wilayas, touchant les infrastructures et édifices publiques et privés, quartiers et ruelles, précise le même bilan.

CRIMINALITÉ

Arrestation de 3 individus impliqués dans le vol de tampons de regard et de bacs à ordures à Alger



La brigade de la police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Cheraga a mis un terme à l'activité d'un groupe criminel composé de trois individus spécialisé dans le vol de tampons de regard et de bacs à ordures, a indiqué, un communiqué de la Sûreté d'Alger.

L'opération a eu lieu immédiatement après le signalement de 3 individus à bord d'une camionnette, se livrant au vol de tampons de regard et d'un couvercle en plastique d'un bac à ordures dans un quartier de la ville de Cheraga (Ouest d'Alger).

Les suspects ont été, par la suite, arrêtés et soumis au contrôle sécuritaire et administratif qui s'est soldé par la saisie des objets volés qui étaient à bord du camion.

Après parachèvement des formalités légales, les mis en cause ont été déférés devant les juridictions compétentes.

TIZI-OUZOU

La promotion de la culture du Safran au cœur d'une journée de vulgarisation à Ath Yenni



La promotion de la culture de safran en zone de montagne a été au cœur d'une journée de vulgarisation sur l'économie et la culture de cette épice la plus chère au monde, organisée samedi à Ath Yenni, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, a-t-on appris des organisateurs.

Organisée par des agriculteurs de cette localité en collaboration avec l'Association nationale des producteurs de safran (ANPS), au centre culturel Mouloud Mammeri, cette journée a été l'occasion pour les agriculteurs de la région de connaître les conditions de mise en place d'une safranerie et l'itinéraire technique de culture de ce bulbe, a-t-on ajouté.

La présidente de l'ANPS, Sidi Haket Louisa, a expliqué comment se pratique cette culture, le choix des bulbes qui doivent être plutôt de gros calibre pour une meilleure production, la période de plantation située entre fin août et septembre, voir jusqu'à début octobre, l'entretien des parcelles, la récolte et le séchage des pistils de Safran, leur conservation et commercialisation, tout en préconisant une culture biologique, afin d'obtenir un produit de qualité qui gardera toutes ses vertus nutritionnelles et médicinales, mais aussi qui aura sa place sur le marché extérieur.

Trois agriculteurs d'Ath Yenni se sont déjà lancés dans la culture de l'orange, à savoir MM Hamani et Metref, qui cultive le safran depuis deux ans, et cette année M.

Djenane Abderrahmane, a-t-on appris des organisateurs.

AUTOMOBILE

Importations de véhicules de moins de trois ans : la mesure a été « gelée » (Ferhat Aït Ali)



L'importation des voitures de moins de trois, introduite par la loi de finances de 2020, a été « gelée », a annoncé samedi à Alger le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali. « L'importation des voitures de moins de trois ans a été gelée () nous ne voulons pas importer de la ferraille (..) et nous ne voulons pas encourager le marché informel de la devise », a-t-il déclaré à la presse, en marge de la Conférence nationale des startups, ouverte samedi à Alger.

Le ministre a d'abord fait remarquer qu'une voiture de moins de dix ans à la place de ceux de moins de trois ans, comme ça été fait dans le passé, la ferraille ne nous intéresse pas », a-t-il soutenu.

Ensuite, soutient le ministre, « lorsque cette mesure a été introduite dans la loi de finances de 2020, il n'y avait pas la possibilité d'importer des véhicules neufs ». Enfin, l'autre motif qui a poussé le Gouvernement à renoncer à l'importation des véhicules d'occasion est le risque d'encourager le recours au marché informel de la devise.

« Pour se payer des voitures d'occasion, les gens iront au marché informel, alors que l'Etat ne peut en aucun cas encourager ce marché », a-t-il encore argué.

FORÊTS-FAUNE-PATRIMOINE

Oran: découverte de la genette pour la première fois à la forêt de Boutlélis

La genette, mammifère menacé de disparition, a été découverte pour la première fois au niveau de la forêt de Boutlélis (ouest d'Oran), a-t-on appris samedi auprès de l'Association locale d'ornithologie et de protection de l'environnement et de la faune "Chafiallah". Cet animal rare a été aperçu la nuit par hasard dans le cadre d'un inventaire de la faune, lancé jeudi dernier par les responsables de cette zone forestière relevant de la Conservation des forêts en coordination avec l'Association "Chafiallah", selon son président.

Connu sous le nom de "Zirid", ce mammifère a été reconnu par le dispositif de caméra de la Direction des forêts dans l'espace boisé de M'sila, avec la participation de l'Association "Chafiallah".

La genette est classée dans la liste des animaux sauvages protégés par le décret exécutif n 12-235 du 24 mai 2012, a noté Maamar Chafiallah.

La "genette" est un animal nocturne "timide" de couleur noire avec des rayures grises, avec une longue queue égale à sa taille et couvert de poils.

L'animal a une ressemblance avec le chat, l'a-t-on décrit, soulignant que c'est un animal n'on prédateur, qui est chassé de nuit par des chasseurs pour le plaisir ou par les éleveurs de poulets de peur qu'il mange les œufs et les poussins.

Or, il se nourrit d'insectes et de reptiles, selon la même source.

Par ailleurs, le programme d'inventaire faunique dans la forêt de M'sila, qui concerne aussi la forêt de Sidi Bakhti, inclura dans une première phase les animaux nocturnes, suivis de ceux qui apparaissent pendant la journée.

Une deuxième phase sera consacrée aux oiseaux, a-t-on fait savoir.

PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

L'ANIE fixe les règles d'organisation des réunions et manifestations

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a publié, samedi, un arrêté portant fixation des règles d'organisation des réunions et des manifestations publiques dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle qui sera soumis au référendum, le 1er novembre prochain.

L'arrêté stipule ce qui suit : " Article premier : En application des dispositions des articles 7 et 8 de la Loi organique n° 19-07 du 14 Moharram 1441 correspondant au 14 septembre 2019, relative à l'Autorité nationale indépendante des élections, le présent arrêté a pour objet, de définir l'organisation des réunions et rassemblements publics dans le cadre de la campagne de sensibilisation autour du référendum sur l'amendement de la Constitution.

Art.2: La campagne de sensibilisation autour du référendum sur le projet d'amendement de la Constitution est ouverte, tout au long de la période s'étalant de mercredi le 07 octobre 2020 à 08h00, au mercredi le 28 octobre 2020, à 00h00.

Art.3 : Les rassemblements et meetings dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle, peuvent être organisés par les parties citées dans l'article 3 de l'arrêté daté du 28 septembre 2020, fixant les critères de la campagne électorale dans le cadre de la consultation référendaire sur le projet de révision de la Constitution.

Art.4 : Les rassemblements et

meetings dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle, peuvent être organisés par les associations nationales et locales, dont les associations communales, de wilaya et associations inter-wilayas, ainsi que par les associations à caractère spécifique, dont les fondations, les amicales et les associations estudiantines et sportives.

Art.5 : Les rassemblements et meetings dans le cadre de la campagne de sensibilisation autour du projet d'amendement de la Constitution sont soumis aux mêmes dispositions énoncées dans la législation et la réglementation en vigueur, notamment les dispositions de la Loi n° 89-28 modifiée et complétée du 3 Joumada Ethanni 1410 correspondant au 31 décembre 1989, relative aux réunions et manifestations publiques.

Art.6 : En application des dispositions de l'article 8 de la Loi organique n° 19-07 datée du 14 septembre 2019 précitée, la partie organisatrice du rassemblement et/ou du meeting dans le cadre de la campagne de sensibilisation autour du référendum sur le projet d'amendement de la Constitution, doit saisir le coordinateur de wilaya relevant



de l'ANIE territorialement compétent, au moins trois (3) jours avant la date d'organisation de cette activité, dans le but de répartir les salles de réunions et les infrastructures d'une manière juste et équitable, le cas échéant, de recourir au tirage au sort.

Les délais sus-indiqués sont réduits à quarante-huit (48) heures pour les activités programmées les 7 et 8 octobre 2020.

Article 7: La partie organisatrice d'un meeting ou d'un rassemblement dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle doit appli-

quer strictement les mesures édictées par la réglementation en vigueur en vue de prévenir contre le risque de la propagation de la pandémie du coronavirus (COVID-19).

Article 8: Dans le cadre de la campagne référendaire, il est interdit: l'utilisation d'une quelconque méthode publicitaire commerciale ou de langues étrangères, tout discours contraire à la sécurité publique et aux bonnes mœurs et l'organisation de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle en dehors de la période fixée dans l'article 173 de la

loi organique 16-10 du 25 août 2016, modifiée et complétée.

Article 9: Tout intervenant dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle doit veiller à ce qui suit: le bon déroulement du meeting ou du rassemblement dans le cadre de la réglementation et du respect de la loi et la préservation du caractère et de l'objectif du meeting ou du rassemblement.

Article 10: Tout intervenant dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle doit s'abstenir de tout mouvement, position, action ou comportement illicite, déshonorant, illégal ou immoral. Le bon déroulement de la campagne référendaire est de mise.

Article 11: La partie chargée de la campagne référendaire assume la responsabilité de ses actes à partir du début du meeting ou du rassemblement jusqu'à sa fin.

Article 12: Tout intervenant dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle se doit d'appliquer les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Article 13: Le présent arrêté sera publié par tout moyen utile.

Le mouvement associatif autorisé à animer des meetings populaires (Chorfii)

Le mouvement associatif "est autorisé à animer des meetings populaires", en prévision du référendum sur le projet d'amendement de la Constitution, a annoncé, samedi à Médéa, le président de l'autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Chorfi.

"Le mouvement associatif sera autorisé, pour la première fois, à animer des meetings populaires, destinés à sensibiliser les citoyens de l'importance de la large participation au référendum sur la nouvelle Constitution, d'organiser et d'encadrer toutes les activités rentrant dans le cadre de la campagne pour le rendez-vous du 1er novembre" prochain, a déclaré, M. Chorfi, en marge d'une rencontre sur "la conscience démocratique et l'essor de la société", organisée par l'Observatoire national de développement des parcours électoraux et le renforcement de la démocratie, au musée régional du moudjahid. Le président de l'ANIE a exprimé, dans ce contexte, son souhait que l'ouverture du champ d'animation de la campagne pour le référendum du 1er novembre soit une opportunité pour le mouvement associatif pour "apporter sa contribution à la réussite de ce rendez-vous", insistant, par ailleurs, sur le "respect des règles d'éthique et morales", lors ladite campagne. "Je lance un appel solennel à l'ensemble des acteurs du mouvement associatif de s'éloigner, autant que possible, des pratiques anciennes et d'éviter de reproduire les erreurs du passé", a indiqué M. Chorfi devant les délégués communaux de l'ANIE de la wilaya de Médéa, mettant en garde contre "d'éventuels abus ou de compromettre la campagne en recourant à des pratiques décrites par les citoyens". La participation du mouvement associatif à la campagne "ne doit pas être exploitée par ce dernier pour devenir des formations politiques bis", mais un acteur dont l'action est consacrée exclusivement au service du pays et du citoyen", a-t-il affirmé. Il a exhorté, dans le même sillage, les délégués communaux à "préserver l'image et la réputation de l'ANIE", d'éviter de "contribuer à polluer davantage la scène politique", en s'éloignant de tous ce qui peut porter atteinte à son image, a-t-il averti.

Ghouini appelle les membres du mouvement El Islah à se mobiliser pour la réussite du référendum

Le président du Mouvement El-Islah, Filali Ghouini a appelé, samedi à Alger, les responsables des bureaux de wilayas à se mobiliser, en votant en faveur de la révision de la Constitution, exhortant les partenaires politiques à coordonner pour la réussite de l'échéance du 1er novembre.

Animant une conférence politique, en préparation du référendum sur la révision de la Constitution consacrée à l'encadrement des responsables des bureaux du mouvement dans les wilayas du centre pour discuter l'étape qui précédera ce rendez-vous électoral, M. Ghouini a souligné que "l'Algérie se prépare pour une Constitution consensuelle et durable qui sera à la hauteur des aspirations de son peuple", indiquant que son mouvement "est à l'abri des surenchères politiques et refuse toutes les voies proposées en dehors de la volonté populaire". Réitérant la position du mouvement en faveur de la révision de la Constitution, M. Ghouini a appelé les responsables des bureaux communaux et de wilayas ainsi

que les élus du mouvement dans les différentes assemblées à "organiser la campagne électorale et à œuvrer pour une mobilisation dans ce sens à travers des meetings populaires et des sorties de proximité à travers tout le pays, particulièrement dans l'Algérie profonde pour la réussite de la prochaine révision de la Constitution". M. Ghouini a appelé tous les partenaires politiques, les partis politiques, les personnalités nationales, les organisations, les syndicats, les associations et les citoyens à "une coordination collective durant la campagne électorale pour la réussite de la prochaine échéance". Dans ce contexte, il a relevé "une dynamique" notable sur la scène politique, notamment en ce qui concerne la révision de la Constitution qui est à la tête du chantier de réforme politique qui sera suivi certainement par d'autres chantiers de réforme, à travers l'actualisation et le renouvellement des différentes lois et réglementations en adéquation avec la prochaine Constitution".

A cet effet, il a souligné la détermination de son mouvement à "poursuivre le combat avec tous les valeureux du pays pour que l'élite de la société soit en première ligne sur la scène politique et puisse participer à la gestion des affaires publiques à différents niveaux". Cette révision de la Constitution, qui sera soumise à référendum le 1er novembre prochain, "a obtenu un large consensus dans le pays, pour l'édification de l'Algérie nouvelle, la consécration de la souveraineté populaire et le renforcement de la cohésion nationale, de même qu'elle satisfait les principales revendications du Hirk populaire et revendications de la classe politique".

Il a insisté sur l'impératif "d'élargir la participation citoyenne à travers une bonne exploitation de l'information nationale et locale pour informer le citoyen sur le contenu de la révision", se disant optimiste quant à la "réussite des réformes politiques du pays, et à leur tête la révision de la Constitution".

L'amendement de la constitution, "premier pas de la réforme en Algérie" (Abderrahmane Hamzaoui)

Le commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), Abderrahmane Hamzaoui, a affirmé samedi à Sétif que l'amendement constitutionnel soumis au référendum populaire du 1er novembre prochain constitue "un premier pas de la réforme en Algérie et la première station du changement dans les divers domaines politique, économique et social".

Président à la maison de la culture "Hourri Boumediene" l'ouverture d'un forum régional de la société civile et des jeunes sur la constitution, M. Hamzaoui a considéré que l'amendement constitutionnel est une "importante étape en ce moment charnière que vit le pays". Après avoir relevé que l'amendement de la constitution "permettra de bâtir

un Etat puissant et moderne sur la voie des pays avancés", il a indiqué que la conjoncture actuelle "exige de prendre conscience de la nécessité de renforcer l'unité nationale et la confiance entre toutes les composantes de la société et de consolider la cohésion sociale".

Le rôle des SMA, a-t-il ajouté, en tant que partie du mouvement associatif est d'informer le citoyen sur le contenu du projet d'amendement de la constitution pour lui permettre de prendre la décision qu'il jugera appropriée lors du référendum du début du mois prochain.

M. Abderrahmane Hamzaoui, a considéré en outre, que le projet d'amendement de la constitution dans son préambule et dans autres plusieurs articles accorde

pour la première fois au mouvement associatif et à la société civile leur véritable rôle et leur place et cela impose, a-t-il noté, d'organiser et de moraliser l'action de la société civile et d'écartier toutes les pratiques qui ont perdu la confiance dans plusieurs de ses composantes. Pour l'intervenant, la société civile aura besoin après le référendum de textes qui lui permettront effectivement d'assumer son rôle ainsi que d'être soutenue et accompagnée.

Il a aussi insisté sur "l'implication de la jeunesse qui a besoin de protection, de formation et d'un environnement sain pour pouvoir jouer son rôle dans la vie politique et socioéconomique et réaliser ses ambitions et ne pas céder aux appels au désespoir, au défaitisme et négativisme". Ce

forum régional est un espace de coordination et de concertation ouvert au mouvement associatif et aux jeunes acteurs de la société sur le projet d'amendement de la constitution en vue de présenter son contenu à l'opinion générale et aux électeurs, a souligné de son côté le commissaire de wilaya des SMA à Sétif, Souhil Bourahla.

Le forum qui a connu la participation d'enseignants de l'université de Sétif a donné lieu à la présentation de plusieurs communications portant sur la place des associations dans les constitutions précédentes et dans le projet actuel d'amendement de la constitution. Les perspectives ouvertes aux jeunes par l'amendement de la constitution.

TOURISME

Plusieurs mesures prises pour éradiquer la bureaucratie et encourager l'investissement (ministre)

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou, a affirmé, samedi à Alger, que plusieurs mesures avaient été prises pour éliminer "les obstacles bureaucratiques et encourager l'investissement" dans le secteur, dont "l'examen des dossiers d'octroi d'agrément aux agences touristiques et hôtels en un mois au plus tard".

"En vue d'encourager l'investissement dans le secteur du tourisme et d'éradiquer la bureaucratie, plusieurs mesures ont été prises, dont l'examen des dossiers d'octroi d'agrément aux agences de tourisme et hôtels dans un délai ne dépassant pas un mois au plus tard, ainsi que d'autres visant la création de la richesse et de l'emploi dans le secteur", a déclaré le ministre à la presse en marge de la Conférence nationale des start-ups dont les travaux ont débuté sous la présidence du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans le cadre des

démarches visant à encourager le tourisme interne, le ministre a rappelé que son département avait conclu "des conventions avec des hôtels, la Société nationale des transports ferroviaires et la Compagnie Air Algérie en vue de baisser les prix de 50 %". Ces conventions "vont donner un nouvel élan au tourisme interne et relancer le tourisme saharien dont la saison débutera à partir du mois d'octobre jusqu'au mois de mars", a-t-il ajouté. A une question sur les pertes enregistrées par le secteur du tourisme en raison de la pandémie du nouveau co-



ronavirus, le ministre du Tourisme a indiqué que "des commissions nationales et locales s'attèlent à vérifier les chiffres pour aboutir aux chiffres réels".

RÉOUVERTURE DE L'ESPACE AÉRIEN "Une décision souveraine" tributaire de l'évolution de la pandémie de Covid-19 (Benbouzid)

Le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a déclaré, samedi à Alger, que la réouverture de l'espace aérien "est une décision souveraine tributaire de l'évolution de la situation épidémiologique de la Covid-19, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays".

Dans une déclaration à la presse en marge de la Conférence nationale des start-ups dont l'ouverture a été présidée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Santé a précisé que la situation épidémiologique du nouveau coronavirus "est stable" en Algérie, grâce aux "efforts des pouvoirs publics". "Nous souhaitons que la situation s'améliore à l'avenir", a déclaré M. Benbouzid qui a souligné que "la réouverture de l'espace aérien est une décision souveraine tributaire de la situation épidémiologique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays".

Le nombre des contaminations "demeure élevé dans plusieurs pays, notamment les pays européens voisins", a-t-il précisé, insistant sur "le respect des mesures préventives" et "la poursuite des campagnes de sensibilisation et de prévention".

A une question sur les démarches entreprises par l'Algérie pour l'acquisition du vaccin anti-Covid-19, le premier responsable du secteur a indiqué que l'Algérie "n'importera pas le vaccin anti Covid-19 avant qu'il ne soit administré dans le pays producteur et avant de s'assurer qu'il n'a pas d'effets secondaires". L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a affirmé que le vaccin anti-Covid-19 ne sera pas disponible avant 2021", a-t-il rappelé, réaffirmant que l'Algérie établit, par la voie de l'Institut Pasteur, "des contacts avec plusieurs pays, à l'instar de la Chine, la Russie et la Grande Bretagne concernant ce vaccin" de même qu'elle (l'Algérie) est au fait des prix, suit l'évolution de la fabrication du vaccin et attend sa production". "Il a été convenu avec plusieurs pays de l'achat collectif du vaccin anti Covid-19 pour bénéficier de "prix qui soient raisonnables et de garanties collectives", a indiqué M. Benbouzid. Concernant le vaccin antigrippal, le ministre a fait savoir que la campagne annuelle débutera le 15 octobre courant, précisant que toutes les conditions ont été réunies et que le vaccin est disponible.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Concession de véhicules : 184 pré-inscriptions à la plateforme numérique des demandeurs d'agrément

Le ministère de l'Industrie a enregistré, jusqu'au 1er octobre en cours, 184 pré-inscriptions formulées par 140 opérateurs économiques, à la plateforme numérique des constructeurs automobiles et des concessionnaires de véhicules neufs, a indiqué samedi le ministère dans un communiqué.

La pré-inscription à cette plateforme, lancée le 20 septembre dernier, est nécessaire pour l'introduction en ligne des demandes d'agrément provisoire et définitif ainsi que les demandes d'avis technique pour l'exercice des activités de construction de véhicules et/ou de concessionnaires de véhicules neufs.

Ainsi, à la fin des deux semaines écoulées, 133 pré-inscriptions ont été enregistrées pour l'activité de concessionnaires de véhicules neufs (tous types confondus) et 51 pré-inscriptions ont été enregistrées pour l'activité de construction de véhicules (tous types confondus). Concernant les

concessionnaires de véhicules neufs, la répartition des pré-inscriptions à ce dispositif par domaine d'activité, fait ressortir 40 demandes pour l'automobile, 37 pour les motocycles, 15 pour les camions, 12 pour les engins roulants, 10 pour les tracteurs et matériels agricoles, 6 pour les bus et autocars, 5 pour le matériel des travaux publics et 4 pour les tracteurs routiers et 4 autres pour les semi-remorques, soit un total de 133 demandes.

Quant à l'activité de construction de véhicules, 13 demandes ont été enregistrées pour l'automobile, 13 pour les motocycles, 7 pour les camions, 5 pour les tracteurs et matériels agricoles, 4 pour les bus et autocars, 4 pour les tracteurs routiers, 4 les semi-remorques, 4 pour les engins roulants et 1 (une) demande pour le matériel des travaux publics, soit un total de 51 demandes.

Le ministère souligne, dans ce cadre, que certains opérateurs ont élargé aux

deux dispositifs, édictés, respectivement, par le décret exécutif 20-226 fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de construction automobile et le décret exécutif 20-227 fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de concessionnaires de véhicules neufs.

La même source rappelle également que l'opération de pré-inscriptions aux dispositifs régissant les activités de construction de véhicules et de concessionnaires de véhicules neufs, se poursuit toujours, tout en précisant que les opérateurs intéressés étaient invités à se présenter, uniquement sur rendez-vous, au niveau du siège du ministre de l'Industrie pour procéder aux pré-inscriptions électroniques sur le portail dédié aux dispositifs, munis du dossier administratif nécessaire (pièce d'identité nationale, statut de l'entreprise, registre de commerce le cas échéant).

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

M. Attar s'entretient avec les ambassadeurs de la Colombie et du Portugal

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar a reçu, au siège de son ministère à Alger, les ambassadeurs de la Colombie et du Portugal respectivement Diego Felipe Cadena et Luis de Albuquerque Veloso avec lesquels, il a évoqué l'état des relations de coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie, a



indiqué samedi un communiqué du ministère. Les entretiens entre le ministre et l'ambassadeur de la Colombie tenus jeudi, ont porté sur le développement des relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, qualifiées de "bonnes", note la même source.

A cet effet, M. Attar a relevé les "importantes opportunités et possibilités" qu'offre le secteur de l'énergie dans les domaines des hydrocarbures, de l'électricité et des énergies renouvelables, selon le communiqué. Pour sa part, l'am-

bassadeur de la Colombie a exprimé, l'intérêt de son pays de développer des relations de coopération et de partenariat avec l'Algérie et d'échanger les expériences et le savoir-faire entre les entreprises des deux pays dans les domaines énergétiques. Par ailleurs, et lors de son entrevue avec l'ambassadeur du Portugal, les deux parties ont passé en revue l'état des relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie et le Portugal dans le domaine de l'énergie, qualifiées "d'excellentes" ainsi que les perspectives de leur renforcement. A cet effet, le ministre,

a indiqué que le secteur de l'énergie offre plusieurs opportunités de partenariat et d'investissement dans les différents segments notamment les hydrocarbures (amont et aval), l'électricité et la transition énergétique, en invitant les entreprises portugaises à

être plus présentes en Algérie et à développer avec les entreprises algériennes des projets de partenariat, mutuellement bénéfique. Pour sa part l'Ambassadeur portugais qui s'est dit "très satisfait" des relations de coopération entre les deux pays, a exprimé l'intérêt des entreprises portugaises d'investir en Algérie et de développer des partenariats gagnant-gagnant avec les entreprises algériennes dans le domaine de l'énergie, a conclu la même source.

APS

RESSOURCES EN EAU

Un groupe de pilotage pour évaluer la situation du service public de l'eau

Un groupe de pilotage chargé de lancer et de superviser une vaste opération de recueil d'informations pour évaluer la situation du service public de l'eau à travers le territoire national a été installé par le ministre des Ressources en eau, a indiqué samedi ce département ministériel. Le but de l'enquête confiée à ce groupe de pilotage installé jeudi dernier sous le slogan "Qualité du service public de l'eau: la parole aux consommateurs" consiste à évaluer la situation du service public de l'eau, dans chaque commune et quartier du pays" lit-on dans le document.

De ce fait, l'Agence de Gestion Intégrée des Ressources en eau (AGIRE), a été mandatée afin de faire appel à plus de 5,000 jeunes universitaires pour des emplois temporaires. Ils recevront une formation en ligne et seront chargés de recueillir les renseignements auprès des consommateurs, dans leurs localités de résidence, précise la même source.

L'enquête nationale qui tend à livrer une cartographie précise du vécu des citoyens, permettra d'évaluer l'impact des efforts déployés par le secteur, dans l'amélioration de l'alimentation en eau et d'affiner les programmes de développement en cours, a-t-on souligné. Selon le ministère, cette opération vient compléter celle relative à l'inventaire du patrimoine hydraulique propre à chaque commune (en cours depuis plusieurs semaines). L'enquête permettra au ministère d'évaluer la performance du service public de l'eau, en se plaçant du point de vue du citoyen, a-t-on encore ajouté.

TRAVAUX PUBLICS

Relance de l'étude de dédoublement du tronçon de la RN-1 Ghardaïa/El-Menea

L'étude de modernisation, de renforcement et de dédoublement d'un tronçon de 260 km de la RN-1 reliant Ghardaïa à El-Menea vient d'être relancée, après avoir bénéficié de la levée de gel sur ce projet, a révélé dimanche à l'APS le directeur des travaux publics (DTP) de Ghardaïa.

Inscrite en 2015 avant d'être gelée dans le cadre des mesures d'austérité prises par les pouvoirs publics, pour un coût de 260 millions DA, cette étude, confiée à un bureau d'étude national (SET Oran), porte sur le dédoublement en 2X2 de la voie de la RN-1 reliant le carrefour giratoire entre la RN-1 et la RN-49 à (30 km de Ghardaïa) et la ville d'El-Menea, a précisé M. Ali Tegggar.

L'étude prendra en compte les différents ouvrages d'art réalisés déjà pour l'élimination des points inondables et les interruptions du trafic routier sur la RN-1 durant les crues cycliques des oueds traversant cette axe routier, ainsi que les mesures de sécurité routière selon les normes universelles, a fait savoir le DTP. Quatre ouvrages d'art d'un coût de plus de 1,7 milliard DA ont été réalisés sur les oueds Métlili, Seb-seb, Ghezellat et Touil, a-t-il ajouté.

Ce projet de dédoublement de la RN-1 permettra de la classer comme route express, de fluidifier le trafic, de réduire la durée du trajet et le nombre d'accidents, notamment par l'introduction d'éléments de sécurité tels les grandes rotondes qui ont un double rôle: sécuriser les intersections avec les voies secondaires et réduire la vitesse de conduite. Des techniciens du bureau d'étude sont à l'œuvre pour déterminer le futur tracé du tronçon de cette route express Ghardaïa/El-

Menea avec des évitements des zones et localités urbanisées de Mansoura, Ain-Lessig et Hassi-Lefhal, et l'élimination des points noirs des zones d'ensablement.

L'opération de dédoublement en question constitue l'ultime étape pour la concrétisation de la route express Nord/Sud "épave dorsale" de la dynamique de l'économie nationale et de l'équilibre territorial, a souligné M.Tegggar.

Le dédoublement de la RN-1 entre Alger et El-Menea sur 800 km est un projet d'envergure et demeure incontestablement celui relatif à l'ouverture de la nouvelle route express reliant le Nord et le sud, a-t-il souligné, précisant que cette gigantesque voie de communication routière constitue un axe structurant.

A terme, le projet contribuera de manière cruciale à l'essor économique et touristique des régions du sud grâce, entre autres, à l'accessibilité et aux retombées positives générées par les réseaux autoroutiers sur les usagers, en termes de coût, de fluidité et de sécurité de la circulation des biens et des personnes. D'importants projets visant la mise à niveau du réseau routier de la wilaya de Ghardaïa ont été réalisés afin de permettre à cette infrastructure routière de répondre aux besoins de trafic routier de plus en plus dense, notamment à travers les travaux de renforcement et de réhabilitation sur 200 km de la RN-1 entre El-



Menea et la limite territoriale de la wilaya de Tamanrasset, le renforcement et la modernisation du tronçon de la RN-51 entre El-Menea et la limite administrative avec la wilaya d'Adrar sur une distance de 136 km. L'aménagement et l'embellissement du carrefour giratoire RN-1 et la RN-51 à une trentaine de km au sud d'El-Menea, l'achèvement de la construction de la route El-Menea/Ouargla, ainsi que le dédoublement du tronçon de la route nationale RN-1 Ghardaïa/Laghouat en cours d'achèvement, permettront de renforcer les échanges économiques, agricoles et touristiques entre différentes wilayas des Hauts-plateaux et du Sud. L'ensemble de ces projets, qui répondent aux exigences du Schéma directeur de l'aménagement du territoire dans le Sud et à forte valeur économique, sont en cours de finition, a fait savoir M. Tegggar. La wilaya de

Ghardaïa dispose d'un réseau routier de 1037 km de routes nationales (sans tenir compte des 50 km de la route d'évitement de la vallée du M'zab non encore classée), de 292 km de chemins de wilaya et 463 km de routes communales, dont 258 km revêtus. Le trafic enregistré sur la RN-1 de Ghardaïa vers le Nord du pays est estimé à 15.000 véhicules/jour, dont 30% de poids lourds, et 3.000 vers le Sud, dont 40% de poids lourds, selon les statistiques de la DTP de Ghardaïa.

A cela, s'ajoutent deux aérodromes, à Ghardaïa de classe "Internationale" et à El-Menea de classe "Nationale" avec deux pistes d'envol chacune, en plus de 80 ouvrages d'arts, dont 20 ont été réalisés postérieurement à l'année 2000, ainsi que neuf maisons cantonnières dont quatre situées dans des zones enclavées et alimentées en énergie solaire.

ILLIZI

M. Ounissi inaugure de nouvelles structures sécuritaires à Djanet

Le Directeur Général de la Sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi, a procédé, samedi à l'inauguration de trois nouvelles structures sécuritaires dans la wilaya déléguée de Djanet (Illizi). Accompagné du wali d'Illizi, Mustapha Aghamir, et des cadres du corps de la Sûreté, le DGSN a procédé à l'inauguration, d'une base de vie pour la brigade de police des frontières aériennes. Occupant une superficie de 5.000 m², cette structure, baptisée du nom du défunt Moudjahid Mechar Akkoud, dispose d'un dortoir, d'une capacité de 72 lits, d'un réfectoire et d'un parc, dans le but d'assurer une meilleure prise en charge des agents et cadres de ce corps constitué dans cette région frontalière. M. Ounissi a, sur site, écouté un exposé sur le parcours militant et militaire du défunt Moudjahid, issu de la ville de Djanet, qui a rejoint les rangs de la glorieuse Armée de Libération nationale (ALN) en 1958, dans le front Sud-est du pays sur les frontières algéro-libyennes. Il a également inauguré un siège de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) où il a pris connaissance des différentes structures y relavant et les missions dévolues à cette brigade, notamment la lutte contre les différentes formes de crime. Faisant le point sur les activités de cette brigade, le bilan fait ressortir le traitement, depuis mars dernier, date de sa mise en service, de 12 affaires, dont l'exploration minière illicite, détention des explosifs sans autorisation des autorités compétentes, en sus d'autres affaires liées au trafic et détention de drogues. Toujours à Djanet, le DGSN a, au terme de sa visite, inauguré, le siège de la brigade régionale d'investigation sur l'immigration clandestine (BRIC) et s'est enquis des matériels et équipements existant au niveau de cette nouvelle structure regroupant 23 fonctionnaires de la police et 25 agents assimilés exerçant au niveau des différents services. Le Directeur de la Sécurité publique à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le contrôleur général de police Aïssa Naïli, a, à ce titre, indiqué que ces nouvelles structures sécuritaires devront renforcer le système sécuritaire et accroître le niveau de déploiement sécuritaire dans cette région frontalière. Le chef de la sûreté de la wilaya d'Illizi, Amar Mesbahi, a, pour sa part, mis en avant l'importance de ces installations qui traduisent, a-t-il dit, la stratégie du commandement sécuritaire et la mise au diapason des mutations régionales qui ont entraîné des phénomènes et flux, dont l'immigration clandestine. M. Mesbahi a estimé que ces nouvelles structures devront influencer positivement sur les activités de la police, dont l'amélioration de la couverture sécuritaire dans la wilaya déléguée de Djanet, établie actuellement à un policier pour 200 citoyens.

AIN TÉMOUCHENT

Nécessité d'impliquer le mouvement associatif dans les propositions concernant le développement

Le wali d'Ain Témouchent, M'hamed Moumene a insisté, samedi, sur la nécessité d'impliquer le mouvement associatif à présenter des propositions pour le développement dans les communes et différents secteurs. En prédisant à la maison de la culture une rencontre de consultation avec les associations locales, le même responsable a mis l'accent sur le rôle des associations à contribuer au mouvement de développement en fournissant des suggestions et coordonner avec les assemblées populaires communales (APC) et les

secteurs liés au développement. Il aussi insisté sur l'ouverture de canaux de communication avec les associations actives localement pour le dialogue et la communication entre les associations et les autorités locales, en plus de réfléchir sur la programmation de réunions de concertation pour différents groupes associatifs. Les interventions des représentants des associations locales participant à cette rencontre ont mis l'accent sur l'importance de communiquer avec les autorités locales pour pouvoir contribuer à l'élabo-

ration de plans de développement.

Plusieurs participants à cette rencontre ont salué cette initiative qui s'inscrit au cœur de la démocratie participative. Certains ont proposé des assises sur le développement dans la wilaya avec l'implication d'experts dans différents domaines et des cadres de la wilaya. Les représentants des associations participantes ont évoqué de nombreuses préoccupations concernant, entre autres, la situation environnementale et son amélioration, ainsi que les atouts de la wilaya

dans les domaines agricole et touristique, le souci de protéger le littoral contre l'extension urbaine. Des associations sportives, sociales et religieuses ont soulevé notamment la question de soutien financier.

Le wali a affirmé que toutes les propositions seront étudiées, soulignant que le champ de consultation sera élargi avec le mouvement associatif et en donnant des instructions aux responsables locaux pour ouvrir des canaux de communication avec le mouvement associatif.

EL BAYADH

Raccordement de sept établissements scolaires au réseau Internet par satellite

Sept établissements scolaires dans la wilaya d'El Bayadh ont été récemment raccordés au réseau Internet par satellite, a-t-on appris du directeur de wilaya de la poste et des télécommunications. Chhebedine Miyah a indiqué que ce projet pilote est destiné, dans une première étape, à sept écoles primaires situées dans les communes d'El Bayadh, Kerakda, Boualem, Ain Arak, El-Ghassoul, Rogassa et Sitenne, en

plus du siège de la Direction de l'éducation.

L'opération touchera ultérieurement tous les établissements scolaires dont le nombre dépasse 230, selon le même responsable, qui a annoncé, par ailleurs, une autre opération qui sera lancée prochainement pour le raccordement de 46 établissements de santé au réseau Internet.

Dans un autre registre et pour

assurer une couverture par le réseau de téléphonie mobile à travers les axes routiers de la wilaya, une opération a récemment été lancée pour relier la route nationale (RN 118) dans son tronçon entre la commune de Bnouid dans le sud de la wilaya et la wilaya d'Adrar sur 170 kilomètres au réseau de téléphonie mobile de l'opérateur public Mobilis. L'opération devra être achevée bientôt.

Les services de la Direction de la poste et des télécommunications œuvrent dans le cadre de son programme de développement dans la wilaya à augmenter le taux de couverture et à raccorder diverses zones au réseau de fibre optique, notamment les zones d'ombre. Plus de 20 zones ont été récemment raccordées à ce réseau, à l'instar des villages d'Ain Al Jadida, El Khadr,

El Hawdh, Sidi Hadjeddine,

Boughrara, Bouslah, El Maghsel, Dir Hassiane et Sfisfifa. Ces opérations concrétisées ont permis d'étendre le réseau de fibre optique à travers la wilaya à plus de 1.600 km dont 424 km réalisés en 2019 et 2020. Le nombre de paraboles de 4e génération fixées a atteint 24. Il est prévu d'installer trois (3) autres dans les communes de Kef Lahmar, Brizina et El Ghassoul, a-t-on fait savoir.

APS

START-UP

Création d'un compartiment de financement au sein de la Bourse d'Alger

Le président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) Abdelhakim Berrah a annoncé samedi à Alger la création prochaine d'un compartiment de financement dédié aux start-ups au sein de la Bourse d'Alger. S'exprimant lors des travaux de la conférence nationale des start-ups organisée au centre international des conférences Abdelatif Rabah (CIC), le président de la COSOB a indiqué que "la création de ce compartiment sera créée en collaboration avec des banques et acteurs de la place financière", ainsi que "les services du ministère délégué de l'Economie de la connaissance et des strat-ups".

"Nous sommes en phase de création de ce compartiment dédié aux start-ups au sein de la Bourse d'Alger, ou des entreprises ayant atteint une certaine maturité et stabilité financière peuvent venir solliciter et lever des financements", a fait savoir M. Berrah, précisant que les entreprises qui parviendront à ce niveau-là auront plus de visibilité et la garantie d'une notoriété nationale et internationale.

Toujours en coordination avec le ministère délégué de l'Economie de la connaissance et des start-ups, le président de la COSOB a souligné que ce compartiment sera appelé "le compartiment d'excellence". Evoquant l'environnement et l'écosystème des start-ups en Algérie, l'intervenant a rappelé le rôle des autres mécanismes de financement, notamment les banques qui jouent, selon lui, un "rôle essentiel et vital" dans la vie de toutes les entreprises, y compris des start-ups.

Le financement participatif à travers le nouveau fonds mis en place pour soutenir les projets innovants est également primordial a relevé le président de la COSOB, tout en faisant état de la création d'une plateforme numérique gérée par un conseiller en financement participatif agréé par la COSOB et qui organise la collecte de fonds auprès des investisseurs particuliers ou institutionnels intéressés et qui croient au potentiel de la start-up algérienne. M. Berrah a recommandé, à l'occasion, que les jeunes créateurs de start-ups soient en mesure de développer des "idées cohérentes" sur le développement de leurs activités et sachent comment attirer l'investisseur. Mettant l'accent sur l'aspect formation, le président de la COSOB a indiqué en outre que des partenariats ont été concrétisés avec des instituts de formation nationaux et internationaux pour accompagner les créateurs de start-ups. Pour rappel, les travaux de la Conférence nationale des startups, "Algeria Disrupt 2020", ont débuté samedi à Alger, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence du Premier ministre Abdelaziz Djerad et des membres du gouvernement. Près de 1.000 participants prennent part à ce rendez-vous, entre startups, incubateurs, représentants d'institutions gouvernementales et financières, opérateurs économiques, experts, associations, universités et centres de recherches.

La nouvelle législation, appelée à évoluer, a permis de structurer l'écosystème

La nouvelle législation algérienne ayant permis de définir le statut de start-up, ainsi que ses dispositifs légaux de soutien, ont contribué efficacement à structurer l'écosystème de ce type d'entreprises, ont indiqué samedi à Alger plusieurs intervenants au panel dédié aux start-ups.

Lors du panel consacré à l'aspect légal des start-up, les spécialistes et représentants administratifs participants à cette rencontre ont relevé l'intérêt du cadre législatif mis en place afin de définir le start-up, notamment à travers un label "start-up" permettant à celles-ci de bénéficier des avantages accordés par les dispositifs de soutien étatiques.

Pour Noureddine Ouadah, représentant du ministère délégué chargé de l'Economie de la Connaissance et des start-ups, le texte législatif concernant la start-up "aura un rôle fondamental dans les prochains mois dans l'écosystème".

Pour sa part, Dounia Boughambouz, experte en télécommunications, elle s'est réjouie de "la prise de conscience de structurer l'écosystème des start-ups". Un intérêt, a-t-elle expliqué, né notamment du fait du potentiel des innovateurs algériens qui parviennent aux premières places dans l'ensemble des manifestations scientifiques internationales. "La volonté de l'Etat sera certainement très bénéfique pour ces jeunes, car ils vont bénéficier des dispositifs qu'offriront les dispositions prises, notamment à travers la création du fonds national dédié aux start-ups", a-t-elle estimé. En revanche, Mme Boughambouz a estimé nécessaire d'adapter la législation en vigueur afin de faciliter l'entrée et la sortie de l'investisseur dans le capital d'une start-up. "La nature même de la start-up veut qu'il y ait une certaine facilité dans l'entrée et la sortie d'investisseur. Le cadre légal doit s'adapter à cet aspect là", a-t-elle noté. D'autre part, l'intervenante a fait observer que les investisseurs privés ont également un rôle à jouer dans le soutien de la start-up. Cela n'implique pas uniquement, a-t-elle ajouté, le financement en lui-même mais également "l'accès au carnet d'adresse" de l'investisseur afin de pouvoir développer la start-up ou parvenir à décrocher de nouveaux marchés. Par ailleurs, pour Walid Ghanem, responsable de la start-up "Legal doctrine" spécialisée dans la collecte et la mise en ligne de législations et de réglementations, a estimé que "la mise en place d'un cadre juridique permettra aux jeunes de se structurer et d'avoir plus de visibilité sur le secteur". En revanche, il a fait observer la nécessité d'adapter ces textes législatifs tout au long de l'évolution de l'écosystème des start-ups.

CONFÉRENCE NATIONALE DES STARTUPS "ALGERIA DISRUPT 2020"
Djerad : «les startups constituent "un axe central" dans la politique d'action du Gouvernement»

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, samedi à Alger, que les startups constituaient "un axe central" dans la politique d'action du Gouvernement, insistant sur l'importance extrême dont elles bénéficient au sein du programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

L'Etat veille "à soutenir et accompagner les jeunes pour créer des startups", a déclaré le Premier ministre au terme des travaux de la Conférence nationale des startups "ALGERIA DISRUPT 2020", organisée au Centre international des conférences par le ministère délégué chargé de l'économie, de la connaissance et des startups.

"Le Président de la République a exprimé sa satisfaction quant aux potentialités juvéniles qui contribuent à la construction d'une nouvelle économie pour une Algérie nouvelle", a-t-il dit.

M. Djerad a rappelé l'importance d'instituer un Fonds national de financement des startups, en sus des grands efforts consentis pour offrir les opportunités et assurer les moyens aux porteurs de projets innovants et à l'effet de concrétiser leurs réalisations, notamment à travers l'allègement



des mesures bureaucratiques. Pour le Premier ministre, ce Fonds contribuera au développement progressif de ces entreprises pour qu'elles jouent un rôle primordial dans le renforcement de l'économie nationale.

"La Conférence a permis de définir et mettre en exergue le lien solide entre les startups et l'économie du savoir, une économie dont la

base sont les ressources humaines", a-t-il poursuivi. Et d'ajouter "sur la base de cette approche, nous allons sortir du concept classique de compréhension de l'économie que nous considérons, dans un passé proche, en tant que mobilisation des ressources financières et des moyens matériels, et partant, aller vers une économie basée sur l'innovation, où l'élément humain sera l'ac-

teur essentiel pour son développement et l'augmentation de son rendement".

Le Premier ministre a souligné que la conférence se voulait un espace interactif important ayant permis de concrétiser une nouvelle conception sur "le rôle de la nouvelle génération dans l'Algérie nouvelle basée sur la connaissance et les compétences". Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait mis en avant dans son allocution prononcée samedi à Alger, l'importance de soutenir et d'encourager les startups pour en faire la "locomotive" d'un nouveau modèle économique, basé sur la connaissance et l'innovation. L'organisation de cette manifestation "témoigne de notre foi absolue en un nouveau modèle économique pour notre pays, un modèle basé sur la connaissance et où les startups seront érigées en locomotive", avait-il soutenu.

FONDS DE SOUTIEN DES STARTUPS
Un appui financier pour une économie créatrice de richesse

Le fonds algérien des startups, lancé officiellement samedi à Alger, constitue une nouvelle étape dans le soutien des porteurs de projets innovants, reflétant la volonté de l'Etat de bâtir un tissu économique générateur de richesse et d'emploi, s'appuyant sur le potentiel d'innovation et d'entreprenariat de la jeunesse du pays, s'accordent à souligner les participants à la Conférence nationale des startups.

Selon les responsables et spécialistes participants à la cérémonie de lancement de ce fonds national, cet établissement financier représente "une nouvelle étape d'une série de mesures ayant pour but de soutenir l'entreprenariat en Algérie". Après la création d'un ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des startups et la mise en place d'un cadre juridique définissant le statut d'une start-up et les avantages accordés à ce type d'entreprises, la création de ce fonds entre dans le cadre de la volonté de l'Etat d'accompagner l'émergence de champions nationaux

de l'économie, ont relevé les participants. Pour le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a présidé l'ouverture de la rencontre et annoncé le lancement du Fonds, il s'agit "d'ôter l'ensemble des écueils, notamment ceux administratifs devant les jeunes porteurs de projets afin de leur permettre d'exprimer leur potentiel".

Pour sa part, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a insisté sur le fait que le développement des startups constitue désormais un axe fondamental de la politique du gouvernement. Les investisseurs privés ont également un rôle à jouer dans le soutien des start-up, comme l'a souligné le ministre des Finances, Aïmen Benabderrahmane. Selon les experts présents à la Conférence, les investisseurs et grandes entreprises privées doivent prendre l'initiative et le risque de soutenir des startups qui peuvent se développer et générer des bénéfices après avoir intégré le marché national avec leurs pro-

duits ou prestations, voire même les marchés internationaux. Quant aux responsables de startups et porteurs de projets présents à l'événement, ils ont estimé qu'un nouvel espoir est né du fait de la mise en place de ce fonds national tout en souhaitant voir se concrétiser un encadrement efficace de leurs projets.

« Nous avons besoin de financement pour concrétiser nos projets, mais nous avons aussi besoin d'être encadrés sur l'aspect technique pour pouvoir finaliser nos innovations et permettre leur commercialisation », a déclaré à l'APS le représentant du club « CELEC » de la faculté d'électronique de l'Université Houari Boumediene de Bab Ezzouar (Alger). Quant à Mohamed, gérant d'une micro-entreprise de services électriques, il a indiqué qu'il voyait "d'un bon oeil la création de ce fonds national de soutien", en formulant le souhait de pouvoir collaborer avec des entreprises publiques afin de leur commercialiser sa solution innovante de détection de pannes électriques.

Djerad : la conférence nationale des Start-up se veut "un nouveau départ" pour contribuer activement au soutien de l'économie nationale

La première Conférence nationale des start-up se veut "un nouveau départ" pour réaliser l'objectif de développer le tissu des startups et diversifier leurs domaines d'activités pour leur permettre de contribuer activement au soutien de l'économie nationale, a affirmé, samedi, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

Intervenant aux travaux de cette Conférence marquée par l'annonce officielle par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune du lancement du Fonds national de financement des

start-up, le Premier ministre a estimé que cet événement "sera un nouveau départ à même de développer le tissu des start-up pour exploiter et accompagner toutes les initiatives des jeunes et les nouvelles idées dans le cadre des efforts visant à soutenir l'économie nationale". Le Premier ministre a mis en exergue l'importance de ce type d'entreprises qui contribueront à "la formation d'une nouvelle génération d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires qui auront à contribuer à la création de richesses et d'em-

ploi". Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan d'action du Gouvernement qui a tenu, dès son installation, à placer les startups et l'économie du savoir au cœur de ses priorités, à travers l'encouragement de l'innovation et des initiatives des jeunes", a indiqué M. Djerad. Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait présidé, samedi à Alger, l'ouverture des travaux de la Conférence nationale des startups, en présence du Premier ministre Abdelaziz Djerad et des membres du gouvernement.

Organisée par le ministère délégué chargé de l'Economie, de la connaissance et des startups, cette conférence intitulée "Algeria Disrupt 2020", se tient au Centre international des conférences (CIC). Plus de 1.000 participants prennent part à cette conférence, entre startups, incubateurs et experts. A l'ordre du jour de la conférence figurent trois (3) panels traitant de thématiques en relation avec le cadre juridique, le capital risque "venture capital" et les incubateurs/accélérateurs.

PÉTROLE

Attar : "l'alliance Opep-non Opep doit se poursuivre pour maintenir la stabilité du marché"

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés non-Opep doivent "absolument" poursuivre leur coopération afin de maintenir la stabilité du marché pétrolier qui devrait souffrir d'un retour plus lent que prévu, des prix à leur niveau de 2019, a préconisé le ministre de l'énergie, Abdelmadjid Attar.

"L'accord Opep+ mis en œuvre le 1er mai 2020, et son respect globalement, notamment par les plus gros producteurs que sont l'Arabie saoudite et la Russie, a permis aux prix de remonter autour de 40 dollars le baril pour le moment.

Cette alliance est encore nécessaire et doit absolument se poursuivre si on veut éviter de rentrer dans une période d'absence totale de vision sur le court terme surtout", a indiqué M. Attar dans une interview accordée au quotidien francophone "Liberté", publiée dimanche.

Selon lui, sans cette alliance Opep-non-Opep, "nous aurions eu affaire à un marché très instable et probablement en dessous du niveau actuel".

La poursuite de cette alliance trouve toute son importance dans le contexte d'incertitudes autour de la crise sanitaire et la reprise de la demande, qui caractérisent le marché actuellement.

"Pour le moment, il est vrai que le monde entier ne suit en premier qu'une éventuelle fin de pandémie, suivie d'une reprise de la demande mondiale. Mais ce n'est pas suffisant à mon avis, car d'autres paramètres qui découlent aussi du rythme et du mode de cette reprise vont certainement empêcher les prix de revenir rapidement au niveau connu en 2019 et probablement pas ou jamais à celui de 2013", explique-t-il.

Ainsi, dans des conditions aussi incertaines, les prix du brut devraient atteindre une moyenne de 40 dollars le baril en 2020 et 50 à 60 dollars en 2021, selon le ministre qui se réfère sur ce sujet aux études des "plus grands" analystes.

Interrogé sur la capacité de l'Algérie à préserver ses équilibres financiers avec ce niveau de prix, M. Attar a souligné que le pays "peut et doit" survivre avec un baril à 60 dollars ou moins. "A mon avis, il ne faut plus se poser ce genre de question à l'avenir, et agir d'abord pour décider de ce que nous devons faire progressivement à court et moyen termes pour sortir de cette dépendance de la rente pétrolière", explique le ministre, tout en rappelant l'objectif fixé par le président de la République et



qui vise la réduction de 20% de cette dépendance à court terme. Evoquant la nécessité de relancer la production déclinante d'hydrocarbures en Algérie, M. Attar a reconnu que "les plus grands gisements ont été malmenés depuis deux décennies par un soutirage accéléré, mais hélas non accompagné de mesures de conservation et de rénovation des techniques d'exploitation".

Cette situation est due essentiellement au "retard dans la rénovation des techniques d'exploitation et à l'absence d'initiatives en matière d'amélioration des taux de récupération, d'une part, et de développement avec mise en production rapide des nouveaux gisements découverts même s'ils sont de petite taille, d'autre part".

Il s'agit de manque d'initiatives en matière de suivi de l'état des puits en production et d'insuffisance du renouvellement des réserves: "Ce sont deux chantiers importants que nous sommes décidés plus que jamais à faire avancer dans les meilleurs délais", insiste-t-il.

Dans ce cadre, le ministre a mis en exergue l'importance de promulguer les 43 décrets d'application de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, pour permettre le lancement d'une large campagne de promotion du partenariat aussi bien en amont qu'en aval.

Pour ce faire, le ministère a mobi-

lisé pas moins de 70 cadres de haut niveau, organisés au sein de 7 groupes de travail et un comité de pilotage, et qui ont pu préparer jusqu'à maintenant 25 décrets exécutifs alors que le reste devrait être finalisé avant la fin de l'année 2020, rappelle le ministre.

Concernant les instructions du président de la République relatives à la réduction des dépenses de Sonatrach, M. Attar a rassuré qu'elles n'auront pas d'impact sur les capacités d'investissement et d'exploration pétrolière et gazière de la compagnie.

Il s'agit, a-t-il expliqué, de supprimer les dépenses et les charges inutiles, (...) de réduire les coûts d'exploitation, (...) de privilégier l'intégration nationale, surtout en matière de sous-traitance dans tous les domaines, pour réduire les importations".

Le ministre a préconisé, dans le même ordre d'idées, "de différer légèrement et à court terme les investissements qui n'ont aucun impact immédiat sur les capacités de production ou de valorisation, de privilégier le partenariat en matière d'exploration et de grands projets structurants pour alléger le poids en matière d'investissement sur Sonatrach et de réorganiser et centrer les activités de Sonatrach sur ses métiers de base, avec des règles d'éthiques universelles".

AÉRONAUTIQUE

Boeing: le 737 MAX se rapproche d'une remise en service en Europe et aux Etats-Unis

Les régulateurs européen et américain ont apporté vendredi des signaux positifs sur le retour prochain dans le ciel du Boeing 737 MAX, qui pourrait voler en Europe "d'ici la fin de l'année" après avoir passé avec succès plusieurs étapes de recertification.

Cloué au sol depuis mars 2019 après deux accidents ayant fait 346 morts, l'avion doit obtenir le feu vert de diverses autorités dans le monde.

"Pour la première fois depuis un an et demi, je peux dire qu'on voit la fin des travaux sur le MAX et on commence à regarder comment pouvoir remettre en service le MAX d'ici la fin de l'année", a déclaré vendredi Patrick Ky, le patron de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA).

Une série de vols de certification a été effectuée fin juin par l'agence américaine de l'aviation, la FAA, puis plus récemment par les autorités canadienne et européenne.

Ces vols "se sont bien passés", a souligné M. Ky au cours d'une conférence de presse à distance organisée par l'Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace (AJPAE).

Plusieurs étapes restent encore à franchir avant que les autorités aériennes n'accordent leur autorisation, notamment sur la formation des pilotes.

Le processus avance toutefois.

L'administrateur de la FAA, Steve Dickson, doit se rendre à Seattle la semaine prochaine pour effectuer lui-même la formation sur simulateur jugée récemment par un Comité d'évaluation des opérations réunissant les autorités de l'aviation civile de plusieurs pays (JOBEB) près de Londres.

M. Dickson embarquera ensuite à bord d'un vol d'évaluation où il prendra personnellement les commandes d'un Boeing 737 MAX, normalement le 30 septembre, a indiqué vendredi la FAA.

Une fois que l'autorité européenne aura donné son feu vert technique, probablement "courant novembre", la reprise des vols dépendra "de chacune des compagnies aériennes, de chacun des Etats", a souligné M. Ky vendredi.

La certification du 737 MAX en Chine, premier pays à l'avoir cloué au sol en mars 2019, prendra "certainement un peu plus de temps", l'autorité de régulation, selon M. Ky, n'étant "pas encore à envisager des tests en vol". Savoir quand Pékin prendra sa décision reste "le seul grand point d'interrogation", a commenté Richard Aboulafia, expert en aéronautique chez Teal Group. En attendant, la prise de position européenne est "très positive" pour le 737 MAX dans la mesure où l'EASA "a beaucoup de crédibilité", estime le spécialiste. Son homologue américaine, la FAA, a été vivement critiquée pour avoir confié à Boeing la certification de certains systèmes clés du MAX, dont le logiciel antidécrochage MCAS, "et doit encore refaire sa réputation", remarque-t-il.

A Wall Street, l'action de Boeing a pris près de 7% vendredi. Pour Michel Merluzeau, de Air Insight Research, les déclarations de M. Ky signifient notamment que l'EASA semble satisfaite des propositions du constructeur sur les modifications à apporter aux avions déjà livrés et à ceux sortant d'usine, ainsi que sur les "solutions techniques fournies par Boeing" sur le sujet des sondes d'incidence AOA.

Lors des deux accidents, c'est après avoir reçu des informations erronées d'une des sondes indiquant que l'avion était en décrochage que le logiciel MCAS s'était emballé malgré les efforts des pilotes pour le désactiver, et avait mis l'avion en piqué. Sur ce point, M. Ky a précisé que Boeing allait développer une troisième sonde, synthétique. En attendant, des "protocoles opérationnels simples" ont été mis en place pour permettre aux pilotes de "gérer l'avion dans les cas d'une sonde d'incidence qui ne donne pas la bonne information". Selon les responsables de l'analyse de sécurité de l'EASA, "cette procédure et provisoire (est) largement suffisante en termes de sécurité", a-t-il ajouté. Dans un rapport publié à la mi-septembre, la commission des Transports du Congrès américain a estimé que les accidents mortels du 737 MAX représentaient "l'horrible aboutissement" de défauts d'ingénierie, de mauvaise gestion de la part de Boeing et d'un manque de supervision de la part de la FAA.

APS

BREXIT

Londres peut "très bien vivre" avec un no-deal, selon Johnson

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a estimé dimanche que le Royaume-Uni pourrait "très bien vivre" avec un no-deal, si ses négociations commerciales post-Brexit avec l'Union européenne, toujours dans l'impasse, n'aboutissent pas à un accord avant la fin de la période de transition.

Le Royaume-Uni a officiellement quitté l'UE le 31 janvier, mais il continue d'appliquer les règles européennes jusqu'au 31 décembre.

Faute d'accord commercial à cette date, seules les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ses droits de douane élevés s'appliqueraient, avec de potentielles conséquences désastreuses pour une économie britannique déjà fragilisée par la pandémie de nouveau coronavirus.

"Je ne veux pas particulièrement

qu'on aboutisse à (une relation) comme celle avec l'Australie ou basée sur les règles de l'OMC, mais nous pouvons très bien vivre avec ça", a estimé dimanche Boris Johnson sur la BBC. "Je pense que nous pouvons puissamment prospérer dans ces circonstances", a-t-il ajouté. Cette déclaration intervient alors que le dirigeant conservateur s'était pourtant mis d'accord la veille avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen pour que Londres et Bruxelles intensifient leurs négociations, qui restent dans l'impasse à l'issue d'une neuvième session de discussions cette semaine, malgré un timing de plus en plus serré.

Boris Johnson a en effet fixé au prochain sommet européen du 15 octobre la date butoir pour qu'un accord soit trouvé et puisse être mis en application d'ici à la fin de l'année, quand les

Européens se laissent jusqu'à la fin du mois.

Le Premier ministre britannique estime encore possible que les deux parties parviennent à un compromis, mais a cependant souligné qu'il restait "différents problèmes à régler".

"L'Union européenne doit comprendre que nous sommes tout à fait sérieux sur la nécessité de contrôler nos propres lois et nos propres réglementations", a-t-il prévenu, se montrant ferme notamment sur la souveraineté des zones de pêche britanniques, un point d'achoppement récurrent dans les négociations.

Le calendrier de la reprise des discussions reste encore flou, le négociateur britannique David Frost ayant simplement signalé samedi sur Twitter qu'elles débuteraient "dès que possible la semaine prochaine".

SÛRETÉ D'ALGER

7641 appels téléphoniques reçus sur les lignes 1548 et 17

La salle des opérations relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger a reçu, durant la période allant du 20 au 24 septembre passé, un total de 7641 appels téléphoniques sur le numéro vert 1547 et celui de secours 17, afin de signaler les différentes affaires liées à la criminalité et recevoir des orientations, a indiqué samedi la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. "Pour l'exploitation optimale des signalements des citoyens, la salle des opérations relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger veille à notifier instantanément et efficacement les différents appels téléphoniques signalant des faits liés à la criminalité aux forces de Police sur le terrain qui interviennent avec professionnalisme, ce qui a permis de mener plusieurs interventions sanctionnées par l'arrestation de 13 suspects". Ces opérations ont permis la saisie de 507 comprimés psychotropes, 22 gr de cannabis, deux (2) solutions anesthésiantes, une (1) bouteille de gaz lacrymogène, cinq (5) armes blanches et un montant de 22.000 Da comme revenus du trafic", a précisé la même source.

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger invitent les citoyens à contribuer davantage à la sécurisation, en mettant à leur disposition le numéro vert 1548, celui de secours 17 et la ligne 104, ou encore l'application Allô Chorta et la page Facebook de la Sûreté de wilaya d'Alger, pour signaler toute atteinte à l'intégrité des personnes et des biens", a conclu le communiqué.

SÉISME DE MILA
L'Etat déterminé à prendre les mesures adéquates en faveur des sinistrés

Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Abdellah Moundji, a fait état samedi, à Mila, de la "détermination de l'Etat à prendre en charge des sinistrés impactés par le séisme qui a frappé la wilaya et occasionné des dégâts aux habitations en prenant les mesures adéquates en faveur des intérêts des citoyens".

Le même responsable a ainsi réitéré "le soutien de l'Etat aux citoyens" et fait part de ses "efforts continus pour prendre soin d'eux", et ce, lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya, en compagnie du secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, pour informer les représentants des sinistrés des résultats des études d'aménagement des lotissements consacrés à leur relogement.

"Ces mesures ont été prises conformément aux directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui surveille en permanence l'avancement du dossier", a-t-il poursuivi, rappelant, dans ce contexte, les décisions strictes et rapides prises à cet égard, y compris le "déclassement des terres agricoles destinées à la construction de logements pour les sinistrés dans un court délai".

Selon le même responsable, parmi les efforts consentis par l'Etat au profit des sinistrés, il y a également la prise en charge financière relative à l'aménagement de 5 lotissements dans les communes de Mila, Zeghaïa et Sidi Khalifa, estimée à environ 8 milliards de dinars selon les études réalisées, en plus des aides qui seront allouées pour la construction des logements. De son côté, le secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed El Habib Zahana, a rassuré les sinistrés quant aux "efforts continus consentis par l'Etat pour les prendre en charge", relevant que la rencontre d'aujourd'hui intervient conformément aux engagements pris par les ministres de l'Intérieur et de l'Habitat lors de leur dernière visite à Mila, visant à dévoiler les résultats des études consacrées à l'aménagement de 5 lotissements pour reloger les sinistrés du séisme. Le même responsable a ajouté que ces lotissements renferment plus de 3 000 parcelles affectées à la construction d'habitations individuelles dans un style architectural identique, en phase avec le tissu urbain et culturel de la région. M. Zahana a assuré, en outre, que les bénéficiaires de ces parcelles devront en contrepartie "respecter le cahier des charges, la superficie de la construction attribuée pour chaque bénéficiaire notamment, la façade de l'habitation et ses dimensions telles que la hauteur", cela en plus du "respect des espaces destinés aux installations publiques et les espaces verts". Les deux responsables ont, par ailleurs, assisté à des exposés consacrés aux résultats des études d'aménagement des lotissements, effectués par des bureaux d'études spécialisés originaires de plusieurs wilayas, en présence des autorités locales et des représentants des sinistrés. Au cours de cette réunion des propositions portant sur la concordance de l'architecture des habitations individuelles, à l'intérieur comme à l'extérieur, ont également été émises. Enfin, les responsables des ministères de l'Intérieur et de l'Habitat ont affirmé que les nouveaux quartiers disposeront des installations nécessaires et que l'aide au logement est en "bonne voie", faisant savoir qu'une réunion similaire se tiendra avec les parties concernées pour matérialiser cette opération.

SOCIÉTÉ CIVILE

Vers la mise en place d'une carte nationale numérique de tous les acteurs de la société civile (Berramdane)

Le conseiller auprès du président de la République chargé de la société civile et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a affirmé samedi après-midi à Guelma qu'une carte nationale numérique de tous les acteurs de la société civile du pays sera "prochainement" mise en place.

Lors d'une rencontre de concertation avec le mouvement associatif et la société civile à la salle des délibérations de la wilaya en présence des autorités locales, M. Berramdane a précisé qu'un groupe d'experts œuvrent depuis près d'un mois en coordination avec la direction de développement du système informatique à la présidence de la République à élaborer une plateforme numérique contenant une carte nationale des associations.

Cette plateforme permettra de connaître toutes les associations à l'échelle nationale des comités de quartiers aux associations nationales en passant par les associations activant au niveau des communes et des wilayas, a indiqué l'intervenant qui a ajouté que les associations, institutions et organisations de la communauté nationale à l'étranger



et figureront. Chaque organisation ou acteur associatif y détiendra un nom d'utilisateur et un mot de passe et pourra publier ses activités sur cet espace numérique, a-t-il ajouté en considérant que cette carte numérique permettra aussi "une évaluation minutieuse des activités des associations et leurs domaines d'intérêt

puis l'orientation des associations vers certains domaines négligés par la société civile".

L'intervenant a appelé les acteurs de la société civile à coordonner entre eux et s'organiser en fédérations de wilaya et nationales pour mieux communiquer avec les autorités publiques ajoutant qu'il fallait aux

associations s'intéresser aux formations administrative, juridique, financière et de marketing pour mieux maîtriser la gestion compatible et financière.

Il a également souligné aux représentants du mouvement associatif local l'importance accordée à la société civile en tant que "partenaire actif pour bâtir l'Algérie nouvelle" dans le projet d'amendement de la constitution dont six articles et le préambule consolident le rôle de la société civile. Les représentants des associations ont présenté lors de cette rencontre de six heures une série de propositions sur le renforcement effectif du rôle de la société civile que le conseiller auprès du président de la République a qualifié de "sérieuses, efficaces et importantes" pour l'élaboration d'une stratégie future pour la société civile.

DISPOSITIF DE L'ANGEM

Création prochaine de micro-entreprises familiales dans les zones d'ombre à El-Oued

L'Agence de gestion du microcrédit (ANGEM) de la wilaya d'El-Oued a arrêté un programme de création de micro-entreprises familiales dans les zones d'ombre, en vue d'améliorer les conditions de vie en milieu rural, a-t-on appris dimanche des responsables locaux de ce dispositif.

Inscrit dans le cadre des recommandations du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, ce programme, premier du genre, vise l'ancrage de la culture entrepreneuriale chez les catégories vulnérables parmi les populations vivant dans les zones d'ombre, leur encouragement et leur accompagnement dans le montage de micro-entreprises familiales, a indiqué le chargé du programme au niveau de l'ANGEM d'El-Oued. Dans l'optique d'inciter cette catégorie à adhérer au

programme, les services de l'ANGEM ont lancé des campagnes de sensibilisation en direction des habitants des régions enclavées, mettant en exergue l'importance de ce programme qui leur ouvre des perspectives de contribution à l'amorce d'une nouvelle économie nationale, a expliqué Amara Benabdallah. La campagne ayant ciblé dans sa première phase plus de 25 regroupements et habitations des zones d'ombres de la wilaya d'El-Oued, a porté sur la vulgarisation de ce programme auprès de la femme rurale et les pères de familles, et la distribution de dépliants explicatifs sur les mécanismes de montage de micro-entreprises familiales.

La seconde phase du programme en question ciblera le reste des zones d'ombre dans les 30 communes de la wilaya, dont celles de la bande fronta-

lière (Taleb-Larbi, Douar El-Ma et Benguecha), au titre de la généralisation du programme national de développement des zones rurales, a ajouté le même responsable.

Dans le but d'assurer la réussite de ce programme, des moyens humains nécessaires ont été mobilisés, dont les cadres de l'Agence et de ses délégations dans les 12 dairas de la wilaya pour expliquer les conditions de financement de ces projets et les mécanismes de mise en œuvre, notamment en accompagnement technique.

L'ANGEM s'assigne comme missions la promotion de microprojets d'investissement et l'encouragement de porteurs de projets, l'amélioration des conditions de vie des familles vulnérables, leur encouragement et leur accompagnement afin de monter leurs microprojets.

FORÊT D'EL DJEBAS DE CONSTANTINE

Près de 20 tonnes de déchets collectés

Une quantité d'environ 20 tonnes de déchets de plastique et de verre a été collectée samedi dans la forêt d'El Djebas (commune de Constantine) dans le cadre d'une opération de nettoyage.

S'exprimant en marge de cette opération, le chargé de la communication auprès de la direction des forêts de Constantine, Ali Zegrou, a indiqué à l'APS que cette action, menée à l'initiative de l'association de la cité El Djebas, a été supervisée conjointement par la conservation des forêts et la direction de l'environnement en collaboration avec les entreprises de nettoyage et de collecte de déchets.

"Première du genre" dans cette forêt d'El Djebas, cette initiative vise à faire connaî-

tre au public cette surface forestière située dans une zone d'ombre en sus de les sensibiliser à la nécessité de préserver le patrimoine sylvoicole et de contribuer aux efforts de protection de l'environnement, a expliqué le même responsable.

Les représentants du mouvement associatif "développement rural et la promotion des investissements", "la chasse", "la protection de l'environnement et de la nature" et du "forum algérien des cadres et de la promotion de la jeunesse", ont pris part à cette opération de nettoyage de la surface végétale à El Djebas.

Cette campagne a nécessité la mobilisation de plus de 60 agents relevant des directions des forêts et de l'environnement ainsi que des ser-

vices de la commune de Constantine en plus de leurs moyens matériels dont des camions et des tracteurs, a fait savoir la même source, soulignant que les déchets collectés seront détruits dans les centres d'enfouissement techniques (CET) de la wilaya.

De son côté, le président de l'association du développement rural et la promotion des investissements, Badis Filali, a souligné l'importance d'inculquer l'esprit de responsabilité citoyenne et de la préservation de ce patrimoine forestier et touristique.

A son tour, le représentant de l'association du quartier El Djabas, Radouane Bahnas, a également salué l'organisation de cette initiative inscrite dans le cadre de la préserva-

tion de ce milieu naturel qui pourra constituer un nouvel espace de loisir et de détente pour les familles constantinoises.

Récemment, de vastes opérations de nettoyage menées dans la forêt d'El-Baarouia (commune d'El Khroua), ont abouti à la collecte de plus de 47 tonnes de divers déchets ménagers et inertes, en particulier des bouteilles en verre qui provoquent généralement des incendies dans les forêts pendant les périodes de températures élevées, ont indiqué les services de la conservation des forêts.

La wilaya de Constantine dispose d'une surface forestière de près de 28.074 hectares, soit 12 % de sa superficie globale.

ROYAUME-UNI

Les migrants illégaux refusés d'asile

La ministre britannique de l'Intérieur, Priti Patel, s'apprête à annoncer une nouvelle réforme de système d'asile, qui refusera systématiquement le droit d'asile aux migrants entrés au Royaume-Uni d'une manière illégale, à l'instar de ceux traversant la Manche à bord d'embarcations.

Selon la BBC et le Sunday Times, Mme Patel devrait aborder la question dans la journée au cours d'un congrès du Parti conservateur.

La ministre a déclaré à la BBC vouloir réformer le système pour accueillir les migrants via "des routes sûres et légales" et refuser ceux qui entrent illégalement sur le territoire, "entraînant des revendications juridiques sans fin".

Qualifiant le système d'asile actuel de "fondamentalement défaillant" après "des années d'inaction de la part des gouvernements précédents", Mme Patel assure qu'elle entend instaurer une politique "ferme mais juste". D'après le nouveau projet de loi, cité par la BBC, les migrants seraient traités diffé-



remment en fonction de s'ils ont fait appel ou non à des passeurs pour rejoindre le Royaume-Uni. De son côté, le gouvernement ouvrirait de

nouvelles "voies légales" pour les personnes qui fuient la violence. Les détenus étrangers et demandeurs d'asile qui n'auraient pas besoin de protection

contre cette violence seraient pour leur part renvoyés.

Cette année, quelque 7.000 personnes ont atteint le Royaume-Uni jusqu'à présent, souvent sur de petits bateaux ou cachés dans des camions, ce qui rend le voyage particulièrement dangereux.

Plus tôt dans la semaine, le gouvernement britannique avait abordé la possibilité d'instaurer des migrants sur des îles lointaines au milieu de l'Atlantique ou sur des navires désaffectés au large des côtes britanniques.

L'installation de barrières flottantes dans la Manche entre la France et le Royaume-Uni pour dissuader les migrants serait également envisagée, ajoute la même source.

BRÉSIL

Des températures sans précédent sur une grande partie du territoire

Le Brésil a enregistré des températures supérieures à 37 C, vendredi au début du printemps, avec des records pour cette année relevés notamment dans des villes comme Rio de Janeiro, Sao Paulo et Curitiba.

Selon l'institut météorologique ClimaTempo, dans différentes zones d'au moins 12 des 27 Etats brésiliens, des températures variant entre 40 et 44 C ont été enregistrées vendredi, malgré le fait que le printemps a commencé il y a seulement deux semaines.

Rio de Janeiro a enregistré 43,6 C dans la partie nord de la ville, la température la plus élevée depuis 2014, alors qu'à Sao Paulo, les thermomètres ont atteint 37,4 C, la température la plus élevée cette année et la deuxième de l'histoire du pays. Belo Horizonte et Curitiba, capitales respectivement des Etats du Minas Gerais et du Paraná, ont également enregistré

les températures les plus élevées cette année.

Les records de température dans une grande partie du Brésil sont la conséquence de la permanence d'une masse d'air sec et chaud sur les régions du sud-est et du centre-ouest du pays, qui a réduit l'humidité relative de l'air à des niveaux de 22%, bien en dessous du taux idéal défini par l'Organisation mondiale de la santé (40%). Après les températures élevées de jeudi et vendredi, le niveau des thermomètres devrait baisser ce week-end grâce à l'arrivée dans le sud du pays d'un front froid en provenance de l'Antarctique, selon les météorologues. En raison des températures élevées, du manque de vent et de la faible humidité relative de l'air, la température à Rio de Janeiro a atteint 49,4 C, également dans les quartiers de la partie nord de la ville. La forte chaleur a provoqué une grande affluence de milliers de personnes vers

les plages ces deux derniers jours, la grande majorité sans masque et ce malgré les mesures restrictives des autorités liées à la pandémie du nouveau coronavirus.

Rio de Janeiro est la deuxième ville la plus touchée par le COVID-19 au Brésil, qui est le deuxième pays avec le plus de décès au monde dus à la maladie après les Etats-Unis, avec 145.388 décès.

Le Brésil connaît récemment une hausse significative des feux de forêt, après une baisse durant le mois d'août.

Les incendies en Amazonie brésilienne ont augmenté de 60% en septembre par rapport au même mois de l'année précédente, tandis que dans le Pantanal, la plus grande zone humide de la planète, ils ont enregistré une hausse record de 180%, selon l'Institut national de Recherche spatiale (INPE).

ITALIE - FRANCE - INONDATIONS

Les secours intensifient leurs efforts en France et en Italie

Les secours, appuyés par l'armée, intensifient leurs efforts dimanche pour tenter de retrouver les disparus et venir en aide aux sinistrés des crues "hors normes" qui ont coupé du monde plusieurs villages dans le sud-Est de la France et fait deux morts en Italie voisine. "Ce que nous vivons est hors normes, on est habitués à voir des images de tels désastres sur d'autres continents, avec un certain détachement parfois, et là c'est quelque chose qui nous a touchés nous", a indiqué dimanche le préfet des Alpes-Maritimes Bernard Gonzalez. Voitures couchées dans

le lit de la rivière, maisons englouties par la boue, alors que la route d'accès a enfin ouvert, Breil-sur-Roya, proche de la frontière italienne, offre le visage d'une ville dévastée dimanche matin, selon des médias. Dans tout l'arrière-pays niçois comme dans le nord de l'Italie voisine, des routes sont détruites, des dizaines de maisons ont été emportées par les flots, des stations d'épuration anéanties. Les régions italiennes du Piémont et de la Ligurie ont demandé au gouvernement italien de décréter l'état d'urgence. En France, l'Etat a lancé la procédure de "catastrophe natu-

relle". Dimanche, l'effort des secours - un millier de pompiers renforcés par des hélicoptères et personnels de l'armée entre autres côté français - sera "majeur et prioritaire" sur la vallée de la Roya, à la frontière avec l'Italie, a indiqué le représentant de l'Etat. Dans cette vallée alpine, de nombreuses communes sont toujours inaccessibles par la route dimanche, deux jours après les pluies diluviennes et les crues qui ont fait deux morts dont un pompier et deux disparus côté italien et au moins huit disparus en France. Le Premier ministre français Jean Castex n'a pas caché "sa

vive inquiétude" sur le bilan définitif de ces intempéries exceptionnelles alors que l'image des dévastations n'est encore pas complète. En Italie, de Vintimille, à quelques encablures du territoire français, à Biella, comme dans la Roya ou la Vésuvie en France, de nombreuses routes sont impraticables et des villages coupés du monde.

"Toute la journée le ballet des hélicoptères va reprendre, on va concentrer les forces aériennes sur la Roya", a assuré le préfet, ne cachant pas toutefois son "inquiétude quant à la météo" avec des pluies annoncées dans la journée.

ARGENTINE

Proposition de loi pour limiter l'usage privé de terres incendiées

Les députés de la majorité en Argentine ont présenté une proposition de loi visant à interdire pendant une durée de 60 ans tout changement d'usage de terres dévastées par des incendies, alors que le pays est touché par des feux dévastateurs.

"Nous voulons stopper cet écocide et éviter que ces tragédies se reproduisent", a déclaré samedi le député Marcos Cleri de la coalition Frente de todos (gauche), à l'origine de la proposition déposée vendredi devant la chambre basse du Parlement. Le texte prévoit un délai d'interdiction de changement d'usage pour les surfaces incendiées d'une durée de 60 ans pour les forêts naturelles ou plantées, les aires protégées et les zones humides, et d'une durée de 30

ans pour les zones de pâturages et de végétation arbustive. "Nous voulons nous attaquer à une des causes des incendies, qui est le marché immobilier. Nous avons vu que dans les années suivant les incendies, il y a une prolifération de quartiers privés et de résidences secondaires", a expliqué à la radio locale AM750 le député Leonardo Grosso, en charge de la Commission sur les ressources naturelles. L'initiative intervient alors que les zones montagneuses de la province de Cordoba (centre) sont durement touchées par des incendies, après huit mois sans pluie.

"Nous ne voyons pas les montagnes en raison de la fumée. Cette nuit, il y a eu deux départs de feu, mais ils ont été circonscrits. C'est terrible et

il n'y a aucun signe de pluie. Tout est sec", se désole, citée par l'agence AFP, Isabel Puente, une habitante de Los Hornillos, une ville de la vallée de Traslasierra, à 850 km au nord de Buenos Aires. "Nous savons que 90% des incendies sont intentionnels en raison de l'activité immobilière.

C'est incompréhensible", déplore-t-elle, alors qu'en raison de feux qui se rapprochent d'habitations, le gouvernement provincial a placé une partie de la province en alerte rouge. Depuis le début de l'année, quelque 435.000 hectares ont été dévastés par les flammes dans douze provinces argentines, dont 48.500 dans la province de Cordoba, selon des données du Système national de gestion des incendies.

TOURISME

L'OMT et l'OCDE préviennent que la forte baisse du tourisme menace des millions d'emplois

Avec une baisse de 60 à 80 % du tourisme international prévue pour 2020, et une chute des exportations de 910 à 1.200 milliards de dollars américains, plus de 100 millions d'emplois directs dans le secteur du tourisme sont en danger, a mis en garde samedi l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) des Nations Unies. Un communiqué conjoint, publié par l'OMT et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), explique que la crise du COVID-19 a dévasté l'économie du tourisme, avec des effets sans précédent sur les emplois et les entreprises. "Le tourisme a été l'un des premiers secteurs à être profondément touché par les mesures d'endiguement du COVID-19 et avec les restrictions de voyage en cours et la récession mondiale qui se profile, il risque également d'être l'un des derniers à se redresser", souligne la même source. De nombreuses entreprises touristiques luttent pour leur survie, avec un effet disproportionné sur les femmes, les jeunes, les communautés rurales, les peuples autochtones et les travailleurs du secteur informel. La crise du COVID-19 crée également des difficultés encore plus grandes pour les économies à faible revenu et en développement, et leurs communautés locales, qui dépendent de manière disproportionnée du tourisme et sont donc confrontées à un risque sérieux de pauvreté accrue, poursuit le communiqué.

A la veille de la réunion des ministres du Tourisme du G20 sous la présidence saoudienne, l'OCDE et l'OMT appellent à "une action forte et urgente sur trois fronts pour préserver les moyens de subsistance de millions de personnes", a-t-il ajouté.

Le tourisme est un moteur majeur de l'économie mondiale, puisqu'il représente 7 % du commerce international.

A l'échelle mondiale, le tourisme génère directement ou indirectement un emploi sur dix, conclut le communiqué.

FRANCE

5 membres d'une même famille tués et plusieurs blessés en Seine-Saint-Denis

Cinq membres d'une même famille, dont quatre enfants, ont été tués et plusieurs ont été blessés samedi en Seine-Saint-Denis au nord de Paris, "probablement un drame familial", selon le journal Le Parisien. Le drame a eu lieu en fin de matinée dans une maison située dans un quartier calme de Noisy-le-Sec. D'après les premiers éléments recueillis par Le Parisien, quatre enfants âgés de quelques mois à 14 ans, ainsi que leur mère, ont été tués par l'oncle de la famille qui est sri-lankaise. Trois adultes se trouvent en état d'urgence absolue et deux autres adolescents ont été blessés moins grièvement. L'un des adolescents est parvenu à s'échapper de la maison et a pu prévenir les passants qui ont alerté la police. L'auteur du drame a tenté de se suicider mais serait retrouvé sur place dans le coma. Les enquêteurs privilégient la piste du drame familial, mais les motifs restent toujours à déterminer.

S A N T É - A L G É R I E

COMMERCE - ÉPIDÉMIE Covid 19 : fermeture de 1.000 commerces pour non respect des mesures préventives (Rezig)

Le ministre du commerce, Kamel Rezig a affirmé samedi à Alger, que son secteur veillait à poursuivre l'opération d'encadrement du marché national, au titre des mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19, avec la fermeture jusqu'à présent de 1.000 commerces pour non respect des mesures préventives.

Le ministère du commerce a procédé à la fermeture de près de 1.000 locaux commerciaux au niveau national, pour non respect des mesures décidées par les autorités publiques visant à faire face à cette pandémie, a indiqué M. Rezig dans une déclaration à la presse en marge de la Conférence nationale sur les startups, précisant que la décision de fermeture "a donné des résultats satisfaisants, grâce au renforcement des mesures coercitives, pour une meilleure maîtrise de la pandémie".

Avant le début de l'application des mesures de fermeture, le ministère a organisé des journées de sensibilisation au profit des commerces en vue de se conformer et respecter les mesures préventives. Concernant l'encadrement du marché, M. Rezig a fait savoir que l'opération se poursuivait au niveau de huit (8) commissions qui s'attendent dans le cadre de la nouvelle politique à la moralisation de la vie commerciale et à l'organisation des activités commerciales notamment des marchés des fruits et légumes, des viandes, des produits électroménagers et des différentes surfaces commerciales. A ce propos, il a rappelé que son département s'attellait également au recensement des espaces de stockage, affirmant que l'Etat ne possède toujours pas le chiffre exact des structures relevant du secteur privé. "La tutelle a enregistré jusque-là 2000 entrepôts de stockage relevant des offices de l'Etat et de certains opérateurs privés (...)", a-t-il souligné, indiquant que le recensement aiderait à éliminer la spéculation et mener à bien les opérations d'export". S'agissant de mesures prises pour la fermeture des marchés anarchiques, le ministre a expliqué que ses services avaient procédé, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, à la fermeture de plus de 900 marchés anarchiques sur 1400 marchés parallèles recensés à l'échelle nationale.

"Plus de 600 marchés couverts demeurent fermés pour plus d'une raison (...)", le ministre a déclaré, dans le cadre d'une convention avec le ministère de l'Intérieur, de parvenir à une approche pour remédier au problème des marchés réalisés mais toujours fermés".

141 nouveaux cas, 96 guérisons et 4 décès

Cent quarante-et-un (141) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 96 guérisons et 4 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 52.096 nouveaux cas, soit 0,3 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1752 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 36.578, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 21 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures entre 1 et 9 cas, 22 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 5 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle



exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

CANCER DU SEIN

La pandémie de Covid-19 a impacté "grandement" la qualité de la prise en charge des cancéreux

Des oncologues ont affirmé, samedi à Alger, que la pandémie de Covid-19 avait "grandement" impacté la qualité de la prise en charge des malades atteints de maladies chroniques en général et des cancéreux en particulier.

S'exprimant à l'occasion de la célébration d'Octobre Rose de lutte contre le cancer du sein, Dr.

Amina Abdelouahab sénologue à l'Etablissement hospitalier spécialisé de cancérologie Pierre et Marie Curie d'Alger, a indiqué que la situation sanitaire exceptionnelle que vit l'Algérie, tout comme le reste du monde entier, suite à la propagation du nouveau Coronavirus "a grandement impacté la qualité des soins prodigués aux malades chroniques, notamment les patientes atteintes du cancer du sein qui se répand beaucoup plus chez certaines catégories d'âge parmi les femmes".

En dépit du cadre organisationnel

tracé par les Pouvoirs publics en vue de l'amélioration de la prise en charge du cancer, la même spécialiste estime que la pandémie Covid-19 "a entravé, dans une large mesure, cette prise en charge", d'autant qu'un grand retard a été accusé dans la réalisation des examens de dépistage précoce (mammographie), en raison, a-t-elle expliqué, de l'absence des moyens de transport et de la crainte de contracter le Coronavirus dans les centres d'imagerie médicale qui reçoivent également des patients Covid-19.

La même spécialiste a fait état, d'autre part, de la hausse des cas de cancer du sein, passant de 300 cas en 1995 à 14.000 nouveaux cas en 2020.

Un chiffre appelé à augmenter en 2025, déplore Dr. Amina Abdelouahab qui relève que la majeure partie des cas qui se présentent aux soins, à l'heure actuelle, "sont à un stade très avancé et incurable de la pathologie, rendant la prise en charge pénible".

A ce propos, la sénologue a appelé à la nécessité de sensibiliser la société quant à l'impératif de se débarrasser des mentalités "archaïques" qui dédramatisent la dangerosité de cette pathologie "létale", ce qui entraîne un retard en terme de dépistage précoce et de prise en charge et le décès de femmes à la fleur de l'âge.

Dr. Abdelouahab a insisté également sur le rôle du médecin et des médias, tous supports confondus, dans la sensibilisation pour réduire la prévalence de ce fléau qui a atteint des niveaux "alarmants", d'autant que cette maladie touche des femmes dont la moyenne d'âge est inférieure à 45 ans, alors que les Eur opéennes en sont atteintes à l'âge de 60 ans et plus.

Outre les facteurs de l'âge, l'hérédité, les hormones, et les rayons X qui favorisent le risque d'avoir ce type de cancer, il y a aussi d'autres facteurs tels que l'environnement, l'obésité, la mauvaise alimentation, la dépendance au tabac et le manque de mobilité, a-t-elle ajouté.

Pour sa part, Dr. Assia Moussoui, cancérologue, a indiqué que le développement du cancer du sein prend une période de 8 ans environ, d'où la nécessité d'effectuer des examens précoces telle que la mammographie pour le dépister avant sa généralisation.

Elle a affirmé que si la tumeur

atteint la taille de 1 cm, son dépistage implique le recours à la chirurgie uniquement pour soigner ce cancer et assurer une guérison de 90 %, alors que si elle atteint un stade avancé, un traitement par la chirurgie, la chimiothérapie et la radiothérapie s'impose, mais les chances de guérison, dans ce cas, sont faibles, voire d'éventuelles complications et difficultés socio-psychologiques.

La présidente de l'Association d'aide aux cancéreux "El Amel", Hamida Kettab, qui a organisé cette journée de formation et de sensibilisation en faveur des journalistes spécialisés dans la santé, a déploré la situation épidémiologique qui a empêché les malades d'effectuer des séances thérapeutiques et causé la détérioration de leur état de santé, voire aussi la réduction des chances de leur guérison.

Rassurant, par ailleurs, qu'il existe des équipes médicales spécialisées dans les différents centres, qui veillent à la continuité du traitement et à la prise en charge des femmes atteintes du cancer en dépit de la propagation du coronavirus, Mme Kettab a mis en avant la poursuite des efforts de l'Association pour le dépistage précoce du cancer du sein à travers une clinique mobile équipée à cet effet et ce dans le cadre du Plan national de lutte contre cette maladie et la reprise progressive de cette activité après le recul de COVID-19.

Elle a aussi regretté les pénuries de certains médicaments essentiels destinés au traitement du cancer depuis l'apparition de la pandémie.

Concernant les espacements des rendez-vous pour la radiothérapie, un problème qui se pose toujours au niveau des centres Pierre et Marie Curie d'Alger et de Blida, l'intervenante a affirmé que ce problème sera réglé après l'application effective de la plateforme numérique lancée par le ministère de la Santé.

Mme Nouria Benbouzid, membre de l'Association, a, quant à elle, salué cette initiative en faveur des journalistes spécialisés dans la santé, en vue d'élargir leurs connaissances et de leur permettre de contribuer avec à éclairer l'opinion publique sur cette maladie qui ne cesse d'accroître de jour en jour.

APS

MALARIA - PRÉVENTION

Tamanrasset: installation des cellules de suivi et de contrôle du malaria

Des cellules chargées du suivi et de contrôle du malaria (paludisme) ont été mises en place dans la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris samedi des responsables de la wilaya.

Installées au niveau du siège de la wilaya de Tamanrasset et des deux wilayas déléguées d'In-Salah et d'In-Guezzam, "ces cellules chargées de suivi et de contrôle s'inscrivent au titre des mesures préventives pour le suivi quotidien de cette épidémie dans ces régions", a souligné le wali Mustapha Koriche qui s'est rendu aux chevet des malades à l'hôpital de Tamanrasset.

M. Koriche a indiqué que six (6) malades atteints du malaria sont pris en charge actuellement au niveau des établissements hospitaliers de Tamanrasset (5) et d'In-Salah (1), avant d'avancer que quatre (4) malades devraient quitter aujourd'hui l'hôpital de Tamanrasset. Une quantité suffisante des médicaments a été acquise pour prendre en charge les malades, dont leur nombre tendait, depuis le début de cette année à une hausse de 918 cas, dont 800 cas dépistés en septembre dernier sont importés, en raison des fortes pluies enregistrées dans les pays voisins, a-t-on indiqué. Le



même responsable a fait part de l'épandage, dans le cadre des opérations préventives contre la propagation du paludisme, des insecticides dans les lacs et marres, foyers de prolifération des moustiques, existants notamment au niveau des régions frontalières d'In-Guezzam et Tin-Zaouatine.

Le wali a, à ce titre, rendu un grand hommage aux efforts fournis par l'Armée Nationale populaire (ANP) pour accompagner les équipes médicales sillonnant les régions frontalières pour suivre et contrôler la situation épidémiologique de la maladie dans la région.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

BRÉSIL

599 décès supplémentaires en 24 heures

Le ministère brésilien de la Santé a annoncé samedi que le pays avait enregistré 599 décès supplémentaires liés au nouveau coronavirus au cours des dernières 24 heures, ce qui porte leur nombre total à 145.987.

Selon le ministère, 26.310 nouveaux cas de COVID-19 ont été enregistrés au cours de la même période, ce qui en porte le total à 4.906.833.

Le Brésil est le deuxième pays au monde en nombre de décès causés



par le COVID-19, derrière les Etats-Unis, et le troisième au monde en nombre de cas après les Etats-Unis

et l'Inde. L'Etat de Sao Paulo, le plus peuplé du pays, a signalé 1.003.429 cas et 36.136 décès.

ROYAUME-UNI

12.872 nouveaux cas sur fond de mesures renforcées

Au Royaume-Uni, 12.872 personnes supplémentaires ont été testées positives au COVID-19, ce qui porte le nombre total de cas de coronavirus dans le pays à 480.017, selon les chiffres officiels publiés samedi.

L'augmentation quotidienne, qui représente près du double des 6.968 cas de vendredi, est en partie due à un problème technique qui a entraîné un retard dans la communication des données au cours de la semaine der-

nière, selon un communiqué du gouvernement. Le gouvernement a affirmé que ce problème technique était désormais résolu. Le nombre total de cas signalés dans les prochains jours inclura quelques cas supplémentaires de la période entre le 24 septembre et le 1 octobre. Quarante-neuf décès supplémentaires ont été recensés, pour un total de 42.317, selon les dernières données. Ces chiffres ont été dévoilés alors que des restrictions plus strictes sont entrées en

vigueur samedi à minuit dans certaines régions du nord de l'Angleterre après une forte augmentation des cas de nouveau coronavirus.

Il est désormais illégal de se réunir dans des lieux clos hors de chez soi dans les régions de Liverpool, Hartlepool, Middlesbrough et Warrington.

Le ministre de la Santé, Matt Hancock, a déclaré qu'il était "nécessaire" d'introduire ces nouvelles mesures et a exhorté les habitants de ces régions à ne se déplacer que

lorsque c'est indispensable, par exemple pour se rendre à l'école et au travail, et à ne pas assister à des manifestations sportives.

En ce qui concerne le développement des vaccins, le conseiller scientifique en chef du gouvernement britannique, Patrick Vallance, a déclaré qu'il était possible que certains vaccins soient disponibles en petites quantités plus tard dans l'année, mais il est davantage probable qu'ils le soient au début de l'année prochaine.

TURQUIE

1.502 nouveaux patients, soit 323.014 au total

Le nombre de patients atteints du COVID-19 en Turquie a augmenté de 1.502 samedi, portant le nombre total à 323.014, a annoncé le ministère turc de la Santé.

Parallèlement, 59 personnes sont mortes au cours des dernières 24 heures, portant le nombre de décès à 8.384, selon les données du ministère. Un total de 1.211 patients ont guéri au cours des dernières 24 heures, ce qui porte le total des guérisons à 283.868 en Turquie depuis le début de l'épidémie. La

Turquie a signalé le premier cas de COVID-19 le 11 mars.

La Turquie et la Chine se sont soutenues mutuellement dans la lutte contre le COVID-19.

Des médecins et experts médicaux chinois ont organisé des vidéoconférences avec leurs homologues turcs pour partager les expériences de la Chine dans le traitement des patients infectés par le COVID-19, la protection du personnel médical et le contrôle de la propagation du virus.

ILES SALOMON

Un premier cas de coronavirus enregistré aux îles

Les îles Salomon ont annoncé samedi avoir perdu leur bataille visant à rester hors de portée du coronavirus, ce qui ne laisse que neuf petits pays et territoires isolés n'ayant jamais enregistré le moindre cas. Le Premier ministre Manasseh Sogavare a déclaré dans une allocution télévisée à la nation qu'un étudiant, récemment arrivé des Philippines dans un vol de rapatriement transportant 96 passagers, avait été testé positif.

"Cela me fait mal de dire que nous avons perdu notre statut de pays sans Covid-19 malgré notre effort collectif pour empêcher la pandémie d'accéder à notre

pays", a déclaré M. Sogavare samedi. Il a incité les 600.000 habitants de l'archipel à rester calmes et a expliqué que le traçage des cas contacts avait été activé, ainsi que d'autres mesures visant à prévenir la propagation du virus, et qu'un confinement n'était pas nécessaire.

L'étudiant, qui avait été testé négatif trois fois aux Philippines avant de prendre son vol, a été testé positif lors d'un test de routine à son arrivée à la capitale Honiara et est désormais à l'isolement.

Dix-huit autres étudiants, testés positifs, sont restés en quarantaine à Manille. Depuis la fermeture des frontières des îles

Salomon en mars, plus de 400 étudiants sont restés bloqués aux Philippines, un pays durement touché par le virus. Sous la pression des parents, les autorités des îles Salomon ont organisé leur rapatriement par trois vols, le premier étant arrivé mardi. Malgré ce premier test positif, M. Sogavare a expliqué que le gouvernement continuerait à ramener les derniers étudiants chez eux. Seuls de petites nations insulaires et certains territoires n'ont pas encore été touchés par le virus : Kiribati, les îles Marshall, la Micronésie, Nauru, Palau, les Samoa, les Tonga, Tuvalu et le Vanuatu.

CHINE

La partie continentale ne signale aucun nouveau cas de COVID-19 transmis localement

Aucun nouveau cas de COVID-19 transmis localement n'a été signalé samedi sur la partie continentale de la Chine, a déclaré dimanche la Commission nationale chinoise de la santé. Parallèlement, un total de 16 cas confirmés venant de l'extérieur de la partie continentale ont été signalés, a indiqué la commission dans son rapport quotidien.

Trois nouveaux cas suspects, tous importés, ont été

rapportés, tandis qu'aucun nouveau décès lié à la maladie n'a été signalé, selon le rapport.

Parmi les nouveaux cas importés, six ont été enregistrés au Guangdong, trois au Sichuan, deux au Yunnan, deux au Shaanxi, un à Tianjin, un à Shanghai et un au Guangxi, a précisé la commission. Samedi, dix patients du COVID-19 sont sortis guéris de l'hôpital sur la partie continentale, selon la commission.

Samedi, en fin de journée, un total de 2.901 cas importés avaient été signalés sur la partie continentale. Parmi eux, 2.706 sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement. Aucun décès n'a été rapporté parmi les cas importés. Le nombre total de cas confirmés de COVID-19 sur la partie continentale avait atteint 85.450, dont 195 patients toujours hospitalisés, tous importés, avec un dans un état grave. Au total, 80.621 personnes sont

sorties de l'hôpital après leur rétablissement, et 4.634 sont décédées de la maladie sur la partie continentale, a indiqué la commission. Sept cas suspects de COVID-19 ont été rapportés sur la partie continentale, alors qu'un total de 7.439 contacts étroits étaient toujours en observation médicale. Un total de 26 nouveaux cas asymptomatiques, tous venant de l'extérieur de la partie continentale, ont été signalés samedi.

ETATS-UNIS

Donald Trump n'est pas sous oxygène et n'a plus de fièvre

Le président Donald Trump ne reçoit actuellement pas de supplémentation en oxygène et n'a plus eu de fièvre depuis 24 heures, a annoncé, samedi, le médecin de la Maison Blanche, Sean Conley.

"Ce matin, le président va très bien", a déclaré Sean Conley, accompagné de neuf médecins et infirmières en blouses blanches à l'extérieur de l'hôpital militaire de Walter Reed, près de Washington, où Donald Trump se trouve depuis vendredi soir.

M. Trump, 74 ans, a souffert de toux, de congestion légère et de fatigue, selon lui, mais les symptômes "se réduisent et s'améliorent", a-t-il dit. "Nous surveillons ses fonctions cardiaque, rénale et du foie, toutes sont normales.

Le président ce matin n'est pas sous oxygène, il n'a pas de difficulté à respirer ni à marcher à l'intérieur de l'unité médicale de la Maison Blanche", a ajouté le docteur Sean Dooley.

Malgré plusieurs questions de journalistes, le docteur Conley n'a pas confirmé que Donald Trump n'avait reçu à aucun moment une supplémentation en oxygène, insistant qu'il n'était actuellement pas sous oxygène.

Son niveau de saturation en oxygène, samedi, était selon lui de 96%, ce qui est un niveau non dangereux.

Le médecin a également étonné en évoquant "72 heures" depuis le diagnostic du président, une durée incohérente avec l'annonce publique du test positif de M. Trump, dans la nuit de jeudi à vendredi. Pourquoi a-t-il été hospitalisé? "Parce qu'il est le président", a répondu Sean Conley.

PÉROU

Le Pérou allège le confinement des personnes âgées

Le gouvernement péruvien a allégé samedi les mesures de confinement imposées aux personnes âgées à cause du Covid-19, leur permettant désormais de brèves promenades, et il a levé les quarantaines dans trois provinces.

La publication du décret du gouvernement intervient alors que les autorités manifestent un certain optimisme en raison de l'amélioration des chiffres de la pandémie au Pérou.

Désormais, "les personnes appartenant à des groupes à risque, comme les personnes âgées ou celles qui présentent des comorbidités, pourront faire des promenades", avec certaines restrictions, indique le décret.

Ces promenades devront se faire "à une distance non supérieure à 500 mètres de leur domicile, dans des espaces ouverts et sans regroupements", déclare le décret.

La durée de ces promenades sera "limitée à 60 minutes maximum", et elle pourront se faire "trois fois par semaine, et de préférence le matin".

De plus, "les personnes âgées dépendantes ou ayant un handicap sortiront accompagnées par une personne responsable de leur surveillance", précise le document.

Les personnes âgées et les enfants sont les groupes qui ont été sous mis aux restrictions les plus importantes pendant le confinement social obligatoire.

Autre mesure officialisée samedi: la suspension des quarantaines ciblées qui avaient été instaurées dans les provinces d'Abancay (sud), Huanuco (centre) et Huamanga (sud).

Près de 700.000 personnes vivent dans ces provinces, où sera seulement maintenu le couvre-feu dominical.

Dans le reste du Pérou, le confinement a été levé le 30 juin. Le Pérou, qui compte 33 millions d'habitants, est le troisième pays d'Amérique latine en termes de décès liés au Covid-19 avec 32.609 décès, derrière le Brésil et le Mexique.

Il est aussi le troisième en termes de contaminations (821.564), après le Brésil et la Colombie.

Le Pérou a le taux de mortalité le plus élevé du monde, avec 101,71 décès pour 100.000 habitants, selon le classement de l'université américaine Johns Hopkins, qui fait autorité en qui concerne les chiffres du Covid-19.

BONNE HUMEUR : Q'EST-CE-QU'ON MANGE POUR BOOSTER LA SÉROTONINE ?

Et s'il existait des aliments de la bonne humeur ? À défaut d'une potion magique, la combinaison de certains aliments permet de booster la production de sérotonine, l'hormone du "bonheur", dans notre cerveau.

Peut-on être plus heureux grâce à notre alimentation ? Au-delà du simple plaisir de manger et de partager de bons moments, notre assiette peut également contribuer à améliorer notre humeur. Comment ? En consommant des aliments qui stimulent la production de sérotonine, l'hormone du bonheur. Mode d'emploi avec les conseils issus de l'ouvrage « Prenez soin de vous maintenant ! Pour vivre heureux plus longtemps ».

LES ALIMENTS RICHES EN TRYPTOPHANE

La sérotonine est produite par notre cerveau à partir d'un acide aminé, appelé tryptophane. Notre corps n'en synthétise pas, il faut donc s'en procurer via notre alimentation. Cet acide aminé, constituant de base des protéines, se trouve dans de nombreux produits :

Riz complet
Légumineuses (soja, haricot, pois, lentille), Crucifères (brocoli, chou-fleur, chou de Bruxelles)
Œufs, produits laitiers, viandes, poisson gras
Chocolat noir
Bananes
Noix et graines

COMMENT FAVORISER LA PRODUCTION DE SÉROTONINE ?

Cependant, consommer des aliments riches en tryptophane

ne suffit pas. Cet acide aminé doit ensuite pouvoir arriver jusqu'au cerveau et y pénétrer afin d'être utilisé pour la fabrication de la sérotonine. Or, d'autres acides aminés sont en compétition pour passer par la même « porte ». Le moyen de favoriser l'entrée du tryptophane par rapport aux autres est de consommer des aliments contenant des glucides :

Céréales, riz, pain, pâtes, pomme de terre, maïs, légumineuses
Fruit sec
Miel

La consommation de glucides entraîne la libération d'insuline qui va « détourner » les acides aminés compétiteurs présents dans le sang. Ils vont être envoyés vers les muscles, favorisant l'accès au cerveau du tryptophane. Mais là encore, ce n'est pas fini ! Il restera possible de donner un autre petit coup de pouce à notre acide aminé afin que sa conversion en sérotonine soit optimale.

En effet, cette transformation nécessite deux enzymes qui, elles-mêmes, ont besoin de cofacteurs pour fonctionner. Ces cofacteurs peuvent également être apportés par l'alimentation.

Cofacteurs de l'enzyme tryptophane hydroxylase : vitamine B9, fer, vitamine B3, calcium
Cofacteurs de l'enzyme décarboxylase : zinc, vitamine B6, magnésium, vitamine C



VITAMINE D ET OMEGA-3, DES ALLIÉS DE TAILLE

Deux autres substances permettent également d'améliorer le fonctionnement de toute cette chaîne de production.

La vitamine D : elle va booster le gène responsable de la fabrication des deux enzymes convertissant le tryptophane en sérotonine. La vitamine D se retrouve majoritairement dans le poisson, les œufs et les produits laitiers les oméga-3 : ils favorisent l'action de la sérotonine en bloquant la production des molécules opposées, appelées

prostaglandines et en rendant plus fluide les membranes neuronales sur lesquelles la sérotonine agit. On retrouve essentiellement les oméga-3 dans les poissons gras et les fruits de mer.

UN EXEMPLE D'ASSIETTE «BONHEUR»

Voilà pour le mécanisme. Mais comment composer une assiette qui rend heureux ? Pas de panique, voici quelques idées pour concocter un menu qui boostera votre production de sérotonine.

Pour ce faire, composez une

bonne assiette de riz complet mélangé avec des lentilles (vertes ou corail) et un poisson gras comme du saumon. Ainsi, vous ferez le plein de tryptophane, de glucides, de vitamine D et d'oméga-3. De plus, cette combinaison fournira à votre organisme une grande partie des cofacteurs nécessaires à la production de sérotonine.

En dessert, mixez sur quelques fruits secs avec un gros carré de chocolat pour un apport supplémentaire en fer, en glucide et en tryptophane. Terminez par une orange afin de faire le plein de vitamine C !

JE SUIS STRESSÉE : QUAND DOIS-JE CONSULTER ?

Vous vous sentez stressée en permanence ? Vous n'arrivez plus à faire retomber la pression ? Voici les signes d'alerte qui doivent vous pousser à consulter.

D'après une enquête OpinionWay publiée au mois d'octobre 2017, 9 Français sur 10 se déclarent "stressés" : le stress atteint tout particulièrement les femmes qui sont 60 % à en souffrir, contre 38 % des hommes.

Qu'est-ce que le stress ? Il ne faut pas confondre le stress avec l'anxiété, souligne le psychologue Antoine Spath. Le stress est toujours subi : on stressait face à une situation difficile au bureau, lorsque les choses se compliquent dans le couple, lorsqu'on évolue dans un environnement bruyant, désagréable, pas adapté... Le stress a toujours une origine extérieure que l'on peut identifier. On sait "pour quelle(s) raison(s)" on ressent du stress.

A contrario, l'anxiété vient de l'intérieur de soi : c'est une anticipation de l'avenir ; lorsqu'elle n'est pas excessive, l'anxiété peut être positive en ce sens qu'elle nous prépare à ce qui va arriver. On ne la subit pas : on en est à l'origine" explique le spécialiste.

STRESS : À QUEL MOMENT FAUT-IL DIRE "STOP" ?

"Quand le stress commence à avoir des répercussions sur la santé, il est nécessaire de consulter" recommande la psychologue.

En effet : le stress peut déclencher ou aggraver des maladies, psychologiques et/ou physiques : le stress, ce



n'est pas seulement "dans la tête" : c'est un état d'esprit qui a des conséquences très concrètes sur la santé et qui bouleverse notamment le système nerveux sympathique.

À la longue, on peut voir se développer des maladies psycho-somatiques ou apparentées : psoriasis, ulcère, burn-out, dépression... ou même un cancer, bien que les liens exacts entre le stress et la maladie cancéreuse ne soient pas clairement prouvés. "Le stress est vraiment nocif, c'est un facteur pathogène connu et étudié" : il ne faut donc pas laisser traîner" souligne Antoine Spath.

Le spécialiste recommande donc de consulter lorsque le stress entraîne :

De l'irritabilité, de la colère ou une susceptibilité anormale : on "prend mal" tout ce qui nous est dit, on

réagit (mal) au quart de tour, on est énérvé par tout et tout le monde...

Des troubles du sommeil ou de l'insomnie : on "rumine" le soir et ça nous empêche de trouver le sommeil, on se réveille pendant la nuit, on n'arrive plus à fermer l'œil...

Des maux de ventre,

Des maux de tête,
Des manifestations dermatologiques : démangeaisons, boutons, plaques rouges...

De la fatigue ou de l'épuisement : on a du mal à rester concentré durant la journée, on a du mal à accomplir les tâches du quotidien...

De la nervosité : on sursaute au moindre bruit, on s'inquiète facilement...

De la déprime : on ne trouve plus goût à rien, on ne parvient plus à s'amuser.

Stress : qui consulter ? Face à un stress chronique qui ne "passe" pas, on peut prendre rendez-vous chez un psychologue clinicien, un médecin psychiatre ou chez son médecin traitant. "Le stress nécessite une prise en charge sérieuse : privilégiez donc une consultation auprès d'un professionnel" note Antoine Spath.

"Outre la mise en place de techniques de relaxation (hypnose, sophrologie...), le travail sera axé autour de la sensation d'impuissance qui accompagne l'état de stress : il s'agit d'apprendre à ne plus subir la situation stressante, à agir pour son bien-être."

Le stress et la colère favorisent l'insuffisance cardiaque

D'après une nouvelle étude américaine, le stress et la colère favoriseraient le développement d'une insuffisance cardiaque, une maladie potentiellement mortelle.

Entre 1% et 2% de la population mondiale souffrirait d'insuffisance cardiaque, selon la Fondation pour la Recherche Médicale (FRM) : chaque année, en France, cette pathologie est responsable de près de 150 000 décès.

On parle d'insuffisance cardiaque lorsque le cœur n'est plus capable d'assurer son rôle de pompe, et donc d'alimenter correctement l'organisme en sang : ce phénomène est lié à une perte de contractibilité du muscle cardiaque, qui peut atteindre le côté droit et/ou le côté gauche du cœur. Les causes de l'insuffisance cardiaque sont multiples : cette "fatigue du cœur" peut notamment survenir en raison d'un infarctus du myocarde, d'une hypertension artérielle, d'une cardiomyopathie ou d'une maladie des valves cardiaques. Selon une récente étude menée par la Yale University (aux États-Unis), les personnes stressées, particulièrement celles souffrant de colère et habituées aux émotions négatives auraient également un risque accru de développer une insuffisance cardiaque.

UNE MEILLEURE GESTION DU STRESS ET DE LA COLÈRE POUR PROTÉGER LE CŒUR

Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs (qui ont publié leurs travaux dans le *Journal of Cardiac Failure*) ont travaillé avec un groupe de volontaires : pendant une semaine, ceux-ci ont quotidiennement rempli des questionnaires pour évaluer leur stress et leurs émotions (y compris leur colère). En parallèle, des électrocardiogrammes étaient régulièrement réalisés pour visualiser les contractions du muscle cardiaque. Résultat ? Les chercheurs ont découvert que les individus stressés et/ou soucieux de leur colère avaient, en moyenne, une moins bonne fonction diastolique - ce qui signifie que leur cœur avait des difficultés à se relâcher entre deux contractions et à se remplir de sang.

"Le stress et les émotions négatives étaient déjà connus pour augmenter le risque de développer une cardiopathie", expliquent les chercheurs, "ou une arythmie cardiaque, nous savons maintenant que ces facteurs jouent également un rôle dans le développement de l'insuffisance cardiaque" concluent les chercheurs, qui nous encouragent à travailler à gérer notre stress en cette période difficile. Méditation en pleine conscience, sport, yoga, art-thérapie... Il n'y a que l'embaras du choix !

ANTI-DÉPRIME, ANTI-STRESS... LE ROI DES ALIMENTS RICHES EN OMÉGA 3

Anti-stress, anti-déprime... Les vertus des oméga 3 pour la santé mentale et le cerveau ne sont plus à démontrer. Alors, pour faire le plein, voici les aliments qui en contiennent le plus !

Les oméga-3 sont des acides gras polyinsaturés au même titre que les oméga 6. Dans les oméga 3 on distingue l'acide alpha-linolénique (ALA), l'acide eicosapentaénoïque (EPA) et l'acide docosahexaénoïque (DHA). Les oméga 3 sont essentiels au développement et au fonctionnement de l'organisme. Ils entrent dans la composition de la membrane de toutes nos cellules. Essentiels au fonctionnement du cerveau, ils permettraient de réduire le stress en ralentissant la production de l'hormone du stress (le cortisol), de prévenir la dépression et même de réduire l'agressivité. Selon une récente étude de l'Inserm, des carences en oméga 3 peuvent même entraîner des comportements dépressifs. Au-delà de ces effets sur l'humeur, ces lipides ont de multiples effets sur notre santé et notre cerveau, et ce dès l'enfance. Des études ont par ailleurs montré un effet sur la prévention des maladies cardio-vasculaires ou encore de la maladie d'Alzheimer.

QUELS SONT NOS BESOINS QUOTIDIENS EN OMÉGA 3 ?

Notre organisme ne les fabrique pas, c'est notre alimentation qui doit nous les fournir. Pour cette raison, il est dit que les oméga 3 sont parentés à des vitamines. En moyenne, nous avons besoin de 2g par jour d'oméga 3 avec un rapport oméga 3/oméga 6 de 1 sur 5 pour que l'oméga 6 pour 2g d'oméga 3.

OÙ TROUVE-T-ON LES OMÉGA DANS L'ALIMENTATION ?

Or notre alimentation actuelle comporte trop d'oméga 6 et pas assez d'oméga 3. Il nous faut donc augmenter notre consommation d'acides gras oméga 3. Où trouver des oméga 3 ? L'acide alpha-linolénique (ALA) est présent uniquement dans les végétaux (graines de lin, de chia, de chanvre, noix, huiles de colza, de lin, de noix, de soja et dans certains légumes verts comme la mâche ou les épinards). L'acide alpha-linolénique contenu dans les graines et les huiles consommées permet à notre organisme de synthétiser l'acide eicosapentaénoïque (EPA) et l'acide docosahexaénoïque (DHA). Ces deux acides gras oméga 3 sont aussi présents dans les poissons gras comme le maquereau, le saumon, le hareng,

la truite, le thon, le fletan... et dans les mollusques et les crustacés tels bigorneau, crabe, tourteau, crevette, huître, moule...

1/9 - Les graines de Chia

Les graines de Chia - Cultivée au Mexique, le chia est la plus grande source végétale d'oméga 3 : l'équivalent d'une cuillère à soupe (10 à 20 g) suffirait à satisfaire les besoins quotidiens. Il est aussi riche en calcium et en phosphore. Vous pouvez incorporer les graines de chia dans vos salades, vinaigrettes, jus de fruit.

2/9 - Les épinards

Les épinards - Les épinards sont les légumes verts à feuilles les plus riches en oméga 3, notamment en acide alpha-linolénique. 200 g d'épinard apportent 20% des besoins journaliers en oméga 3. Les autres légumes verts riches en oméga 3 ? Mâche, brocoli, chou-fleur, cresson, chou de Bruxelles, laitue...

3/9 - Le crabe

Le crabe - La chair du crabe est peu calorique et pauvre en graisses mais contient des acides gras essentiels Oméga 3 : acide eicosapentaénoïque (EPA) et acide docosahexaénoïque (DHA), à raison de 0, 3g d'EPA et de DHA pour 100g de crabe.

4/9 - Les graines de lin

Les graines de lin - Les graines de lin fournissent environ 3g d'ALA par cuillère à soupe. Elles peuvent être incorporées mouluës à diverses préparations : pain, compotes, salades. Elles y ajoutent un léger et délicieux goût de noix.

4/9 - Les graines de lin

Les graines de lin - Les graines de lin fournissent environ 3g d'ALA par cuillère à soupe. Elles peuvent être incorporées mouluës à diverses préparations : pain, compotes, salades. Elles y ajoutent un léger et délicieux goût de noix.

6/9 - L'huile de noix

L'huile de noix - L'huile de noix est riche en oméga 3 (14g d'ALA pour 100g). Elle est particulièrement riche en oméga 3 grâce à son assaisonnement des salades, carpaccios de poissons et légumes crus, en filet en fin



de cuisson, elle rehausse les poissons blancs et légumes tièdes.

7/9 - La mâche

La mâche - 100g de mâche contiennent entre 200 et 360 mg d'ALA soit 12% de l'apport journalier recommandé en oméga 3. Pour faire le plein d'oméga 3, assaisonnez-la avec de l'huile de colza et ajoutez quelques noix émincées. D'autres légumes verts à feuilles comme le chou et la laitue contiennent de 200 à 375 mg d'ALA pour 100g.

8/9 - Les noix

Les noix - La noix classique (noix de Grenoble) a l'avantage de contenir une quantité non négligeable d'acide alpha-linolénique (ALA) soit 7 200 mg. 6 à 7 noix fournissent 2g d'ALA.

9/9 - Le maquereau

Le maquereau - Quand on pense oméga 3, on pense saumon. Pourtant, le maquereau en contient deux fois plus ! C'est entre mai et septembre que le maquereau contient le plus d'oméga 3. À savoir : il est si bien pourvu par la nature en oméga 3 que même en boîte il conserve presque toutes ses qualités nutritionnelles.

STRESS : 2 EXERCICES POUR DÉCOMPRESSER

Quand la pression monte, quand on est sur le point de perdre patience, d' hurler ou de fondre en sanglots, deux exercices sont imparables. Retour au calme garanti en 5 minutes chrono.

UN PRATIQUE LA COHÉRENCE CARDIAQUE

Le stress active l'accélérateur physiologique », avec à la clé le cœur qui s'emballle, les mains qui deviennent moites... D'où l'intérêt de la cohérence cardiaque, qui à l'inverse, renforce l'activité du système parasympathique, c'est-à-dire du « frein physiologique ». Dans l'idéal, il faudrait la pratiquer non seulement quand le besoin d'apaisement se fait ressentir, mais aussi quand tout va bien. En

y consacrant 2 minutes le matin, le midi et vers 18h, on augmente et offre considérablement son seuil de résistance au stress.

Le principe est simple : on respire à un rythme de 6 respirations par minute, en comptant 5 secondes sur l'inspiration et 5 secondes sur l'expiration. Il est recommandé un rythme régulier, on peut s'aider de vidéos mises en ligne sur internet ou d'une appli gratuite type RespiRelax.

ON STIMULE SON POINT D'ANCHRE

Nous avons des ressources pour nous protéger contre le stress. Mais il faut être capable de les mobiliser rapidement quand la situation l'exige. C'est l'objectif de

cet exercice imaginé par Patrick Collignon, coach d'épanouissement : se construire une vraie bulle de sérénité où se réfugier quand l'environnement devient trop hostile.

1/ Après s'être installé dans un endroit calme où l'on ne risque pas d'être dérangé, on cherche à se rappeler l'un des plus beaux moments que l'on ait vécus. Le souvenir heureux d'un instant dont on a souhaité, à l'époque, qu'il ne s'arrête jamais.

2/ On revit ce moment, on se remémore toutes les sensations perçues ce jour-là. Où étions-nous ? Avec qui ? Que faisait-on ? Quel temps faisait-il ? Quelles odeurs flottaient dans l'air ? Qu'a-t-on ressenti ?

3/ En respirant profondément, on s'imagine complètement de ce moment inoubliable, avec toutes ses sensations agréables.

4/ Quand on se sent profondément bien, rassuré, nourri, plein de gratitude pour ce moment exceptionnel, on l'ancre en soi. Pour cela, on serre le poing ou on stimule un point de son corps pendant au moins 20 secondes. Recommencer deux à trois fois pour renforcer l'ancre.

5/ On prend ensuite quelques instants pour penser à autre chose, changer de position ou de pièce. On peut ensuite tester l'effet de l'ancre en stimulant le point choisi. Normalement la sensation de bien-être arrive instantanément.

CÔTE D'IVOIRE Blé Goudé demande un report de la présidentielle et un "dialogue"

L'ex-chef des Jeunes patriotes ivoiriens Charles Blé Goudé, a demandé samedi le report de la présidentielle du 31 octobre en Côte d'Ivoire et plaidé en faveur d'un "dialogue inclusif" pour un scrutin apaisé. "Je demande le report des élections (...) j'appelle à un dialogue inclusif pour une élection apaisée", a déclaré M. Blé Goudé par vidéoconférence depuis la Haye où il est en liberté conditionnelle, lors d'un meeting de l'opposition à l'appel de son parti le Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (Cojep).

Un meeting qui a rassemblé près de 2.000 personnes à Anono, un quartier d'Abidjan, selon des correspondants de presse.

"Alassane Ouattara (le président ivoirien) a réussi à réconcilier tous les enfants de la Côte d'Ivoire contre lui", a déclaré pour sa part l'ancien Premier ministre Pascal Affi N'Guessan, candidat à la présidentielle, présent à ce rassemblement.

Il a appelé à un nouveau meeting "géant" de toute l'opposition le 10 octobre au grand stade Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, "le dernier coup de secousse pour faire tomber le fruit", selon lui.

Pascal Affi N'Guessan et Charles Blé Goudé sont deux anciens proches de l'ex-président Laurent Gbagbo. Jugé avec ce dernier par la Cour pénale internationale (CPI), Charles Blé Goudé, 48 ans, a été comme lui acquitté de crimes contre l'humanité en première instance et attend un éventuel procès en appel.

ANGOLA Une manifestation contre un proche du président accusé de corruption

Environ 200 personnes ont manifesté, samedi, à Luanda pour réclamer le départ d'un proche du président angolais Joao Lourenço, après des informations d'une télévision portugaise l'accusant de détournement de fonds publics, selon des médias sur place.

La télévision portugaise privée TVI 24 a enquêté sur plusieurs contrats publics accordés à des entreprises appartenant au directeur de cabinet et bras droit du président Lourenço, Edeltrudes Costa. L'un de ces contrats porte sur la rénovation des aéroports angolais pour un montant de plusieurs millions de dollars, selon TVI 24 qui affirme que M. Costa a transféré ces fonds publics sur des comptes offshore au Panama et au Portugal, utilisés pour acheter de luxueuses propriétés.

Ni le chef de l'Etat ni son bras droit n'ont commenté ces accusations passées presque inaperçues au Portugal, mais qui ont choqué en Angola où, en dépit d'importantes richesses pétrolières et minières, une grande partie de la population vit dans la pauvreté.

Rassemblés derrière une grande banderole sur laquelle on pouvait lire "Edeltrudes dégage", les 200 manifestants ont scandé des slogans contre la corruption au plus haut niveau de l'Etat en marchant vers le palais présidentiel à Luanda.

APS

SAHARA OCCIDENTAL La question sahraouie de retour devant le Conseil de sécurité

La question sahraouie est de retour, le mois en cours, devant le Conseil de sécurité qui devrait renouveler le mandat de la Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) à la faveur des consultations qui doivent se tenir le 14 octobre, selon le programme de l'organe exécutif de l'ONU pour le mois d'octobre.

Il sera question de renouveler le mandat de la Minurso qui expire le 31 octobre, et avant cela, le représentant spécial pour le Sahara occidental, Colin Stewart, doit faire un briefing sur la Minurso.

Ces consultations interviennent, alors que le secrétaire général n'a pas encore nommé un nouvel envoyé personnel depuis que l'ancien président allemand Horst Kohler, a renoncé à sa mission de médiation en mai 2019.

Selon des sources proches du Conseil de sécurité, plusieurs membres sont "frustrés" par la lenteur qu'accuse le processus de désignation d'un nouvel émissaire et par l'absence "concomitante" de progrès politique, préoccupés par le fait que rien ne s'est passé depuis plus d'un an.

Les membres du Conseil peuvent se concentrer, les prochains jours, sur l'absence persistante d'envoyé personnel et, par ricochet, sur l'absence de tout progrès politique sur l'une des questions les plus anciennes du Conseil.

La Minurso a été créée en 1991 dans le but principal de faciliter un référendum pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

Aujourd'hui, ses tâches consistent principalement à surveiller le cessez-le-feu. En parallèle, les résolutions de l'ONU concernant ce territoire non autonome sont initialement discutées au sein du Groupe des Amis du Sahara Occidental, composé de la France, de la Russie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, rejoints par l'Espagne, l'ancienne puissance colo-



niale. D'aucuns regrettent d'ailleurs, le fait qu'il n'y a pas de représentation du continent africain au sein du Groupe d'amis.

La dernière résolution sur la Minurso, adoptée en octobre 2019, a été sévèrement critiquée, notamment par la Russie et l'Afrique du Sud qui avaient, alors, dénoncé un texte "déséquilibré" visant à diluer le principe de l'autodétermination par un libellé ambiguë et peu clair.

La délégation sud-africaine qui assurait la présidence tournante du Conseil de sécurité avait affirmé que les concepts "réalisme et compromis utilisés dans la résolution sont une tentative visant à saper le principe d'autodétermination établi par l'AG et les résolutions du Conseil de sécurité".

La Russie qui s'est abstenue de voter sur le texte de la résolution avait déclaré qu'elle n'"acceptait pas les tentatives visant à redéfinir l'axe du processus de négociations mené sous l'égide de l'ONU ou à modifier les approches convenues dans les résolutions précédentes du Conseil de sécurité".

La dernière résolution sur le Sahara Occidental marquait également un retour à un mandat de 12 mois au lieu de six mois, imposé en 2018 par les Etats-Unis, porte plume des résolutions sur le Sahara Occidental, pour faire pression sur les deux partis au conflit afin qu'ils reprennent les négociations.

Le Font Polisario et le Maroc sont revenus à la table de négociations à Genève en 2018 puis en 2019 grâce à la dynamique enclenchée par l'ancien émissaire Horst Kohler mais la démission de ce dernier après 20 mois d'intense médiation marquant un retour au Statut quo dans ce territoire non autonome, colonisé par le Maroc depuis 1975.

La démission de Kohler répondait à un souci de santé mais le double jeu du Maroc avait renforcé sa conviction à renoncer à sa mission de médiation, avaient confié des sources proches du dossier.

Le statut quo l'emporte aussi lorsqu'il s'agit de la situation des droits de l'homme au Sahara occidental.

A ce titre, la Haut-Com-

missaire aux droits de l'homme Michelle Bachelet a déclaré récemment que son bureau poursuivait à distance la situation au Sahara occidental.

Elle a déclaré que les dernières missions techniques avaient eu lieu il y a cinq ans et que de telles missions étaient vitales pour identifier les problèmes critiques des droits de l'homme dans ce territoire non autonome.

De son côté, le groupe de soutien de Genève qui compte plus de 240 ONG a demandé, en juillet, dans une lettre ouverte au président du Conseil de sécurité de l'ONU, de reprendre la Mission technique initiée en 2015, et à inclure un chapitre sur les droits de l'Homme dans le mandat de la Minurso.

Le 29 août, à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, célébrée le 30 août, le groupe de soutien de Genève avait plaidé dans un communiqué pour la création d'un mandat de rapporteur spécial sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés.

GUINÉE Le président Condé appelle les électeurs au calme en vue des élections

Le président guinéen Alpha Condé a appelé samedi ses partisans à ne pas basculer dans la violence en vue des élections du 18 octobre, alors que les tensions politiques s'intensifient à l'approche du scrutin et qu'il avait lui-même parlé de "guerre" en septembre.

"Il n'y aura jamais de guerre en Guinée" a déclaré Alpha Condé devant ses soutiens, après avoir expliqué qu'il pensait que l'opposition se proclamerait vainqueur et irait se réfugier dans une ambassade, "en pensant qu'il y aura la guerre".

Les électeurs voteront le 18 octobre en Guinée, où M. Condé brigue de manière controversée un troisième mandat.

"On ne prend pas le pouvoir dans le sang, on ne prend pas le pouvoir en cassant des véhicules.

On ne prend pas le pouvoir en provoquant les autres", a déclaré le président, incitant les électeurs à ne pas bas-

culer dans la violence. Le président, âgé de 82 ans, a fait adopter un référendum contesté en mars, qui maintient la limite de deux mandats présidentiels mais qui lui permet, selon lui, de remettre les compteurs à zéro et donc de pouvoir se représenter.

Alpha Condé s'est aussi récemment attiré des critiques de ses opposants pour avoir attisé les tensions ethniques dans ce pays de 13 millions d'habitants.

Dans un discours prononcé en septembre en langue malinké, M. Condé a dit aux électeurs que soutenir un candidat d'opposition issu de cette communauté reviendrait à voter pour son opposant principal, Cellou Dalein Diallo.

Samedi, Alpha Condé s'en est pris à M. Diallo, clamant devant ses soutiens que l'ancien autocrate Lansana Conté avait "créé" l'opposition guinéenne, ajoutant, à propos de ses opposants: "Bientôt ils seront dans la poubelle de l'histoire". Cellou Dalein Diallo est un

ancien Premier ministre qui a servi sous M. Condé. La campagne électorale guinéenne a toutefois déjà été marquée par la violence. Un homme a par exemple été abattu mercredi lors d'affrontements dans le centre du pays, place forte de l'opposition.

Des dizaines de personnes ont également été tuées lors de manifestations s'opposant à un troisième mandat de M. Condé.

Bien qu'il ait assuré qu'il n'y aurait jamais de guerre en Guinée, Alpha Condé a lui-même comparé sa lutte contre l'opposition à une guerre lors d'un discours en septembre.

"Cette élection n'est pas seulement une élection, c'est comme si nous étions en guerre", avait-il dit.

Ancien activiste de l'opposition, M. Condé est devenu le premier président guinéen démocratiquement élu en 2010, et a été réélu cinq ans plus tard.

JORDANIE

Le roi de Jordanie accepte la démission de son Premier ministre

Le roi Abdallah II de Jordanie a accepté samedi la démission du Premier ministre Omar Razzaz, mais lui a demandé de rester en poste jusqu'à la formation d'un nouveau cabinet.

Le chef de l'Etat jordanien a envoyé une lettre à M. Razzaz, acceptant sa démission et exprimant sa gratitude envers le gouvernement, notamment pour sa gestion de la pandémie de COVID-19 par des efforts intégrés entre les institutions étatiques, selon un communiqué de la Cour royale hachémite.

"La Jordanie a travaillé en coordination avec les pays du monde entier pour contrer les ramifications humanitaires et économiques imposées par la pandémie.

La santé et le bien-être des citoyens étaient les objectifs ultimes de toutes les mesures prises et de celles que nous continuons à prendre", a affirmé le souverain dans son message.



Malgré les efforts du gouvernement pour établir des plans et des programmes, il est important de tirer les leçons des erreurs qui ont marqué certains aspects de la réponse au COVID-19, les méthodes pour y faire face étant affi-

nées jour après jour, a-t-il poursuivi.

Dans sa lettre de démission, M. Razzaz a déclaré que son gouvernement avait parfois réussi et d'autres fois fait des erreurs, mais qu'il avait essayé de corriger ces dernières, au

service de la Jordanie et de ses citoyens. Il a souligné que le COVID-19 avait eu des conséquences sur les priorités de son cabinet pour 2020, la sauvegarde de la santé et du bien-être des citoyens devenant l'objectif principal.

YÉMEN

Au moins 30 éléments du mouvement Ansarullah tués lors de combats avec les forces gouvernementales

Au moins 30 éléments du mouvement Ansarullah (Houthis) ont été tués samedi lors de combats avec les forces gouvernementales dans la province centrale de Marib au Yémen, ont annoncé des médias citant des sources militaires gouvernementales.

Des dizaines de personnes des deux camps ont été blessées lors des combats dans le district de Sirwah,

dans le nord-ouest de Marib, ont indiqué ces sources.

Parallèlement, le ministre yéménite de l'Information Moammar al-Eryani a tweeté que les forces gouvernementales ont repris plusieurs zones stratégiques de Sirwah après avoir vaincu la milice houthi.

Le mouvement Ansarullah (Houthi) a essayé de prendre d'assaut la

ville de Marib, riche en pétrole, qui est sous le contrôle du gouvernement.

Le Yémen est plongé dans une guerre civile depuis fin 2014, période où les Houthis ont pris le contrôle de plusieurs provinces du nord et forcé le gouvernement internationalement reconnu du président Abd-Rabbo Mansour Hadi à quitter la capitale Sanaa.

MORT DE L'ÉMIR

Le chef du Pentagone à Koweït pour présenter ses condoléances

Le secrétaire à la Défense Mark Esper a présenté dimanche à Koweït ses condoléances de l'administration américaine aux dirigeants du pays pour le décès de l'émir Sabah al-Ahmad Al-Sabah, selon l'agence officielle KUNA.

M. Esper a présenté les "sincères condoléances pour la perte" de cheikh Sabah, mort à 91 ans, au nouvel émir Nawaf al-Ah-

mad Al-Sabah qui s'est enquis pour sa part de l'état du président Donald Trump, positif au Covid-19 et hospitalisé, espérant le voir se "rétablir".

Le Koweït et les Etats-Unis sont liés par un accord de défense expirant en 2022. Cette alliance avait été scellée après la guerre du Golfe en 1991, au cours de laquelle une coalition internationale dirigée par

les Etats-Unis avait expulsé les troupes irakiennes de Saddam Hussein du Koweït, après sept mois d'occupation. Le camp d'Arifjan, près de la frontière saoudienne, est le principal lieu de stationnement des forces américaines au Koweït. Avant d'arriver dimanche à Koweït, M. Esper a passé la nuit au Qatar, autre allié des Etats-Unis dans le Golfe, où il a exa-

miné "l'importance d'un partenariat solide et de défense" entre les deux pays.

M. Esper a remercié à l'occasion le Qatar pour accueillir quelque 8.000 militaires américains sur la base d'Al-Udeid, la plus importante dont disposent les Etats-Unis dans la région.

Le ministre américain avait achevé vendredi à Rabat une tournée au Maghreb.

TCHÉQUIE

Le parti au pouvoir remporte les élections régionales

Le mouvement centriste populiste ANO du Premier ministre tchèque Andrej Babis a remporté samedi les élections régionales, en dépit des critiques sur sa gestion de la crise du coronavirus.

ANO a remporté le vote dans dix des treize régions tchèques, lors d'un scrutin considéré comme un indicateur avant les élections législatives prévues l'année prochaine.

"C'est un énorme succès. Je ne m'y attendais pas", s'est réjoui M.

Babis devant les journalistes, remerciant les électeurs de s'être rendus dans les bureaux de vote malgré

un pic en cours d'infections au coronavirus. Lors des dernières élections régionales en 2016, ANO avait gagné dans neuf régions mais obtenu le poste de gouverneur régional seulement dans cinq d'entre elles.

Le cabinet de centre gauche de M. Babis a récemment été critiqué par certains pour sa façon de lutter contre la propagation de l'épidémie dans ce pays de l'UE de 10,7 millions d'habitants.

Après avoir relativement bien surmonté la première vague du Covid-19 au printemps, la République tchèque connaît depuis septembre

un pic record d'infections, 3.793 nouveaux cas de contaminations ont été enregistrés vendredi après 3.493 jeudi.

Depuis le début de la pandémie, la République tchèque a comptabilisé au total près de 80.000 personnes contaminées dont 709 décédées.

Le gouvernement a récemment serré des mesures de prévention, ordonnant le port de masques obligatoires à l'intérieur, des restrictions sur le nombre de personnes lors de rassemblements et la fermeture des écoles dans les régions les plus touchées.

CANADA

Une avocate devient la première femme noire à diriger un parti fédéral

Une avocate de 47 ans a été nommée samedi à la tête des Verts canadiens, devenant la première femme noire à diriger un parti fédéral au Canada. Annamie Paul, avocate spécialisée dans les questions internationales originaire de Toronto, a déjà travaillé à la Cour pénale internationale.

Cette mère de deux enfants, fille d'immigrants des Caraïbes, se présente comme une "descendante d'esclaves".

Elle a salué un "moment historique" lors de son allocution après l'annonce des résultats du scrutin interne à Ottawa en début de soirée.

"Le colonialisme m'a volé mon identité originelle", a-t-elle ajouté dans son discours, se disant prête à soutenir les peuples autochtones notamment dans leur lutte contre le racisme systémique au sein de la police.

Annamie Paul succède à Elizabeth May, qui a dirigé les Verts pendant 13 ans avant de quitter la direction du parti fin 2019, dans la foulée d'élections législatives fédérales où son parti n'a décroché que trois sièges de députés à la Chambre des communes.

Mme Paul a annoncé que sous sa houlette, les Verts auraient deux priorités: renforcer la protection sociale des Canadiens et accélérer la lutte contre les changements climatiques, "la crise existentielle de notre époque".

La nouvelle cheffe des Verts sera candidate lors d'une élection législative partielle à Toronto fin octobre, dans la circonscription libérée après la démission surprise de l'ancien ministre des Finances libéral de Justin Trudeau, Bill Morneau.

COLOMBIE

Les FARC reconnaissent six assassins dont celui d'un ex-candidat à la présidentielle

L'ex-guérilla des FARC a reconnu sa responsabilité dans six assassinats, dont celui d'Alvaro Gomez, plusieurs fois candidat à la présidentielle et tué en 1995 à Bogota, dans une lettre envoyée à une juridiction spéciale pour la paix.

La Justice pour la paix (JEP), qui enquête sur les crimes commis durant le conflit entre l'ex-guérilla et le gouvernement, a indiqué samedi dans un communiqué que la lettre qu'elle avait reçue le 30 septembre se proposait de "dire la vérité, éclaircir les faits et assumer la responsabilité" dans plusieurs assassinats.

Parmi ceux-là, outre celui d'Alvaro Gomez, le 2 novembre 1995, figurent ceux d'un général en retraite, Fernando Landazabal, en 1998, et de l'ancien conseiller pour la paix, Jesus Antonio Bejarano en 1999.

Cette révélation a fait du bruit en Colombie où était jusque-là accréditée la thèse selon laquelle Alvaro Gomez, figure du Parti conservateur et candidat à la présidentielle à trois reprises, avait été visé par des rivaux politiques alliés à des militaires et des narcotraffiquants.

La lettre est signée par les anciens commandants rebelles Julian Gallo, Pastor Alape et Pablo Catabumbo.

Deux d'entre eux, Julian Gallo et Pablo Catabumbo, siègent désormais au Parlement colombien, dans le cadre des accords de paix signés en 2016 qui ont mis fin à un conflit armé de près de six décennies entre l'ancienne rébellion et le gouvernement.

La guérilla marxiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), autrefois la plus puissante d'Amérique, a déposé les armes et s'est transformée en un parti politique.

Dans le cadre de l'accord de 2016, ses principaux chefs se sont engagés à avouer leurs crimes devant la Justice pour la paix et à dédommager les victimes ou leurs familles, en échange de peines alternatives à la prison. S'ils ne tiennent pas leur engagement, ils seront traduits devant la justice ordinaire.

LIVRE - DIFFUSION

Nadji Mega Bookstore : ouverture de la plus grande librairie en Algérie

La librairie Nadji MEGA Bookstore, la plus grande en Algérie, a ouvert ses portes, samedi, à la cité Amirouche dans la commune d'Houssein Dey, au grand plaisir d'un public passionné et féru de lecture, venu nombreux dès les premières heures.

De longues files se sont formées avant l'ouverture de la librairie, constituées pour la plupart, de jeunes universitaires et d'élèves. Les gérants de cet espace dédié au livre ont veillé à prendre toutes les mesures préventives contre le nouveau Coronavirus, avant l'accès des visiteurs, dont la limitation du nombre à 40 personnes à l'intérieur de la librairie et le port obligatoire de la bavette. Le visiteur de cet espace littéraire dont l'ouverture intervient dans une conjonction difficile marquée par une limitation des activités culturelles en général et celles dédiées au livre en particulier, notamment après le report du Salon international du livre d'Alger (Sila), meublera à l'occasion le vide dont il souffre en s'achant de nouveaux ouvrages.

Les parents portent un intérêt particulier aux livres pour enfants, aux articles scolaires et aux beaux cartables exposés dans les stands dédiés aux

enfants, a-t-on constaté. D'une surface de 1.300 m², la librairie qui compte 3 niveaux, renferme dans un beau décor attrayant, 1.400 ouvrages exposés et 40.000 autres en stock, traitant de différentes spécialités, entre ouvrages scientifiques, littéraires et livres parascolaires, notamment, les dictionnaires, les Atlas et les encyclopédies.

Cette nouvelle librairie offre une panoplie d'ouvrages aux passionnés du roman et d'autres œuvres littéraires à travers notamment la maison d'édition "Dar El Izza wal El Karama Lil Kitab" qui a déjà créé des librairies à Oran, Tlemcen, Sétif, Bechar et autres wilayas du pays.

M. Redouane Lemsoui, l'un des gérants de cette maison d'édition, a affirmé qu'un grand intérêt est accordé à la qualité du contenu, à la forme et à la manière de la présentation pour mettre à la disposition du lecteur un produit de qualité. Le même interve-



nant a indiqué que l'équipe qui gère cette méga librairie a une expérience riche dans la publication et la distribution et collabore avec de grandes maisons d'édition égyptiennes, libanaises, syriennes et jordaniennes, voire françaises dont Hachette spécialisée dans les dictionnaires. Outre la vente des livres, il y aura également d'autres projets, à savoir: des espaces pour la vente-dédicace, des rencontres culturelles et intellectuelles et des galeries pour des expositions artistiques, a fait savoir M. Lemsoui.

LITTÉRATURE

Rencontre à Alger sur l'œuvre de Mohamed Dib

Une rencontre littéraire sur l'œuvre prolifique de Mohamed Dib, un des romanciers les plus importants de la littérature algérienne contemporaine, a été animée samedi à Alger, par les auteurs Mohamed Sari et Ahmed Benzlikha à l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain.

Tenue dans le cadre de la manifestation "La rentrée culturelle" qui se déroule depuis le 26 septembre, la rencontre s'est déroulée à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, en l'absence de représentants de la Fondation Mohamed-Dib, annoncés au programme et devant un public très peu nombreux.

L'auteur, traducteur et actuel président du Conseil national des arts et des lettres (Cnal), Mohamed Sari qui a rappelé que Mohamed

Dib a su se "prémunir de toute influence occidentale", mettant ainsi sa plume au service de son pays, dans des "œuvres engagées", jusqu'à relever sa marginalisation car, explique le conférencier, "il n'entrerait pas dans le moule de l'idéologie dominante néo-colonialiste".

Dans "Curieux comportement des critiques français et européens à l'égard de nos livres", un texte qu'il avait écrit, Mohamed Dib estime que le "jugement" d'es occidentaux à l'égard d'une œuvre écrite par un auteur maghrébin, n'est "jamais innocent" car, ce n'est plus "l'œuvre d'un homme qui écrit", écrivait-il, mais celle d'un "maghrébin qui se réfère à son ethnicité".

Mohamed Sari a ensuite évoqué le long séjour de Dib en Finlande et le change-

ment de registre d'écriture, passant ainsi à une littérature qualifiée d'"éclatée", avec le transfert du conflit de l'échelle de la réalité vécue à celle de la réflexion, dans une écriture qui s'est défitée des normes du roman classique entretenues jusqu'alors par l'auteur de "La grande maison".

Le romancier, poète et spécialiste en communication, Ahmed Benzlikha a pour sa part rendu compte de "sa rencontre" avec Dib, à travers ses écrits à la "portée humaniste", ce "rapprochement" dont l'imaginaire s'est nourri du mixage des "deux veines" issues des écoles, "populaire" (de la rue) et "coloniale", qui s'est intéressé aux "contours et aux travers de l'être humain", resté selon lui, "le même".

"Du Sahara algérien aux flots de neige nordique de Finlande, Dib semble nous dire dans un élan littéraire purement humaniste que l'individu est resté le même", explique l'auteur d'"Elias".

Ahmed Benzlikha rappellera l'univers de Dib en

"perpétuelle création", doté d'une esthétique "fondamentalement issue du terroir".

Né le 21 juillet 1920 à Tlemcen, Mohamed Dib est un des auteurs algériens les plus prolifiques qui a fait son entrée dans le champ littéraire en publiant coup sur coup "La grande maison" en 1952, "L'incendie" en 1954, et "Le métier à tisser" en 1957, une trilogie qui suffira à brosser le tableau de la vie de l'Algérien marginalisé et noyé par la misère et les affres du colonialisme en disant "nous avons été quelques-uns à sentir ce besoin de nommer l'Algérie, de la montrer".

Disparu en 2003 à l'âge de 82 ans, Mohamed Dib aura laissé une œuvre considérée comme "la plus importante de la production algérienne en langue française" de l'avis de l'universitaire Naget Khadda.

La manifestation "La rentrée culturelle" se poursuit jusqu'au 7 octobre avec encore au programme plusieurs conférences sur l'histoire et la littérature.

FESTIVAL MONGORNO DU FILM DE MONTAGNE Le parc national du Djurdjura remporte le 2^{ème} prix

Le parc national du Djurdjura (PND), a remporté le deuxième prix à la 1ère édition du Festival Mongorno du film de montagne, a indiqué samedi le chargé de communication de cette institution, le conservateur principal des forêts Ahmed Ailiche.

Le PND, a participé au concours en ligne de la première édition de ce festival organisé par l'Office du tourisme de Médéa sous le haut patronage des ministres du Tourisme et de l'Artisanat et du Travail familial et de l'Environnement, avec un documentaire de 16 mn, mettant en valeur la diversité et la richesse environnementale et socioculturelle de ce parc, a précisé la même source à l'APS.

"Le PND s'est distingué par un classement honorifique en arrachant le deuxième prix. Après un travail de longue haleine qui a pris beaucoup de temps et des efforts colossaux, vu la superficie étendue et le relief accidenté du Djurdjura", des efforts qui ont permis de mettre en valeur le parc et de dévoiler ses potentialités nombreuses dont sa diversité faunistique et floristique avec ses espèces endémiques, son riche patrimoine hydrique, culturel, hi storique et culturel, ses curiosités géologiques et géomorphologiques, ses villages suspendus aux falaises et la palette des sports de montagne qui sont ou peuvent y être pratiqués.

La fragilité de cet écosystème de montagne, menacé par une surfréquentation, la pollution causée par les déchets laissés sur place par des randonneurs et des campeurs, la surexploitation de ses ressources hydriques, le surpâturage, et la nécessité de la préservation pour le léguer aux générations futures, a été également mise en exergue dans ce film.

Pour le Parc National de Djurdjura, "ce rendez-vous a été une occasion pour montrer les trésors cachés du Djurdjura qui est un orobioème (écosystème de montagne) et la nécessité de promouvoir ses valeurs patrimoniales dans le cadre du développement durable", a-t-on indiqué.

Ce prix a été décroché sur un total de 14 films en compétition. Le premier prix a été remporté par le documentaire "Mina El Kima, From above" de Mohamed Gribi alors que le troisième a été attribué pour le film "Tmezguida el Fatina" (Tmezguida la séductrice) de Mahiedine Skender, ont annoncé, sur les réseaux sociaux, les organisateurs de cette manifestation destinée à promouvoir et développer la production des films de montagne et de la protection de l'environnement.

Le prix du jury a été accordé à "Kouat el aazima, power of will" d'Ishak Lafani et celui du public au court métrage "Rekoub Edar-radja" ou "Cycling" de Samir Djebari, ont ajouté les initiateurs de ce festival placé sous le slogan "Pour la promotion du tourisme de montagne en Algérie" organisé du 24 au 27 septembre dernier à Médéa.

EGYPTE

Découverte d'une soixantaine de sarcophages intacts

Des archéologues ont dévoilé, samedi, en Egypte de 59 sarcophages en parfait état, découverts dans la nécropole de Saqqara, au sud du Caire, où ils avaient été ensevelis il y a plus de 2500 ans. "Il y a près de trois semaines, nous avons trouvé 13 sarcophages scellés et intacts et, la semaine suivante, nous en avons annoncé quatorze supplémentaires", a indiqué Khaled el-Enani, ministre égyptien du Tourisme et des Antiquités. "Nous annonçons aujourd'hui que 59 sarcophages (en tout) ont été retirés des puits" funéraire, a-t-il révélé sur les lieux de la découverte réalisée à proximité de la célèbre pyramide à degrés de Djésér construite il y a 4.700 ans et première de l'ère pharaonique.

Et, selon lui, ce n'est qu'un début car il reste "un nombre inconnu de sarcophages" dans d'autres puits.

"Ce n'est pas la fin de la découverte, je considère que c'est le début d'une grande découverte", a-t-il lancé, précisant que les sarcophages de bois dataient probablement de la 26ème dynastie de l'Egypte ancienne, autour des VIe et VIIe siècles avant J.C. D'après les premières observations, les sarcophages en renferment les dépouilles de prêtres, de responsables politiques de haut rang et de personnalités.

APS

HCA-ÉDITION

Le Haut commissariat à l'Amazighité publie deux nouveaux ouvrages

Le Haut commissariat à l'Amazighité (HCA) vient d'éditer deux ouvrages en tamazight (variante de la région d'At uwa, wilaya de Chelef), dans le cadre de son programme éditorial de l'année 2020, a-t-on appris samedi sur son site internet. Il s'agit du recueil de poésie Awal d'Aqeddudd de Mahdoud Ouhaoua et d'un conte intitulé Hi?a n yinisi dans le cadre la collection "Tim?ayin", sous la direction de Lyazid Oul?a. Ces deux travaux sont réalisés "grâce au partenariat établi entre le HCA et les associations culturelles Numidya d'Oran et Tifawin

de Chlef", précise le HCA. L'objectif principal de cette collaboration est de préserver le patrimoine oral d'expression amazighe menacée de disparition. "La saison 2019/2020 est caractérisée par un engouement pour la publication d'ouvrages dans de nombreux genres littéraires comme le conte, le roman et les ouvrages didactiques liés à l'apprentissage de la langue, y compris en braille", souligne le HCA. Différents titres sont ainsi édités par le HCA dans de nombreuses autres catégories comme les ouvrages scientifiques concernant les travaux des

rencontres organisées par ses soins, les études académiques et les consultations et ceux de codification et de collecte des termes amazighs dans leurs différentes variations et de publications littéraires et la catégorie relative à l'enseignement de la langue amazighe et différents dépliant de vulgarisation. "La co-édition avec le Haut commissariat à l'Amazighité a aussi pris un élan appréciable en collaboration avec des maisons d'édition publiques et privées ou avec l'agence Algérie Presse Service", est-il rappelé.

APS

CHINE - TÉLÉCOMS

La Chine prend seule la tête du classement des ventes mondiales des téléphones 5G



La Chine a été classée plus grand contributeur aux ventes mondiales de téléphones 5G au cours du deuxième trimestre de 2020, avec 72% des revenus mondiaux provenant de la Chine, selon un rapport de la société d'études de marché Counterpoint.

Selon le rapport, la plupart de ces ventes sont dues à l'impulsion de la compagnie China-Huawei.

Le prix moyen de vente de smartphone en Chine a augmenté de 12% en glissement annuel et le pays a contribué à plus de 34% des

revenus mondiaux des smartphones au deuxième trimestre. Selon le rapport, cela s'explique par le fait que toutes les autres grandes économies souffrent encore de l'important impact du COVID-19, et que la Chine est déjà sur la voie

de la reprise. Huawei, stimulé par le marché chinois, a enregistré sa plus élevée part de revenus mondiaux de tous les temps, soit 20% au deuxième trimestre de 2020, selon le rapport.

"C'est la première fois que Huawei surpasse son

rival Samsung en termes de livraisons et de revenus", note le rapport. Le rapport attribue la performance exceptionnelle de Huawei aux efforts continus de l'entreprise en Chine, premier pays à se remettre du COVID-19.

CHINE - DRONE

Le drone Wing Loong-2 achève un exercice de communication d'urgence

Le véhicule aérien sans pilote (UAV) Wing Loong-2 développé par la Chine a achevé le premier grand exercice de communication d'urgence soutenu par l'UAV du pays, a annoncé, samedi, son développeur, l'Aviation Industry Corporation of China (AVIC).

Le drone Wing Loong-2 a terminé avec succès la mission d'exercice de soutien aux communications, dirigée par le ministère de la Gestion des situations d'urgence (MEM), en volant sans interruption pendant environ 20 heures à travers trois provinces, selon l'AVIC.

Cet exercice a permis de vérifier

la grande fiabilité et l'adaptabilité du drone Wing Loong-2 dans des environnements complexes, en particulier sa capacité de soutien aux communications en tant que grande plateforme de communications aériennes sans pilote dans des conditions extrêmes, a indiqué l'AVIC.

Tôt le matin du 29 septembre, le drone a décollé d'Anshun, dans la province du Guizhou (sud-ouest), et s'est dirigé vers le district de Muli, dans la province du Sichuan, dans le sud-ouest du pays.

Il a accompli avec succès 20 heures d'opérations de vol continu et de soutien aux communications dans un

contexte de pluie modérée et d'autres conditions météorologiques défavorables. Au cours de l'exercice, le drone Wing Loong-2 a soutenu le fournisseur de communications China Mobile en s'attaquant à des problèmes de communications difficiles sur des sites de catastrophes simulées, comportant des routes endommagées, des coupures d'électricité et des pannes de réseau.

Développé par l'AVIC, le drone Wing Loong-2 est une plateforme de drones polyvalente dotée d'une superbe capacité de fusion multi-capteurs, ainsi que de performances stables et de technologies abouties.

SUISSE

Des pirates informatiques détournent les salaires d'universités

Des pirates informatiques, pas encore identifiés, sont parvenus ces derniers jours à détourner des virements de salaires des employés de plusieurs universités suisses, a rapporté dimanche la SonntagsZeitung.

"Selon nos informations, plusieurs hautes écoles en Suisse sont touchées", a confirmé à Martina Weiss, secrétaire générale de la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses (swissuniversities).

Les pirates informatiques ont utilisé des données d'accès qu'ils avaient obtenues par le biais du phishing (hameçonnage), une technique frauduleuse destinée à leurrer l'internaute pour l'inciter à communiquer des données personnelles.

Au moins trois universités suisses ont été touchées, dont l'Université de Bâle.

Selon le ministère public bâlois cité par le journal SonntagsZeitung, les pirates sont entrés directement dans le système des universités grâce aux données personnelles volées et ont modifié les comptes des bénéficiaires pour le paiement des salaires.

Les criminels, dont l'identité n'a pas encore été découverte, ont détourné un montant à six chiffres.

Une partie des sommes détournées se trouve désormais sur des comptes à l'étranger, selon le parquet régional bâlois.

Swissuniversities a envoyé un mail d'avertissement pour que les universités suisses soient sur leur garde.

L'Université de Zurich, également visée par les cybercriminels, a elle réussie à déjouer l'attaque car ses employés ont reconnu les tentatives d'hameçonnage, indique la SonntagsZeitung.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
DE LA WILAYA DE BEJAIA
NIF: N° 0993 0601 022 47 38

1^{ER} AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALES N°010/DMO/2020

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la Wilaya de Bejaia (O.P.G.I) dont le siège social est sis à la Cité commandant Mohamed FADHEL « Dit Si H' mimi » wilaya de Bejaia, lance un 1^{er} avis d'Appel d'Offres National

Ouvert avec exigence de capacité minimale pour la réalisation de reste à réaliser (RAR) 100 Logts LPL à AMIZOUR en TCE y compris VRD programme 5000 Logts LPL A/W de Bejaia année 2013.

| Commune | Consistance | Programme | Qualif | Travaux à réaliser |
|---------|---------------------------------|-------------------------------|--------|--------------------|
| AMIZOUR | RAR 100 logements LPL à AMIZOUR | 5000 Logts LPL A/W année 2013 | II | TCE + VRD |

Les Entreprises et les groupements d'entreprise possédant un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité suivant la catégories II et plus, dans le domaine de bâtiment comme activité principale, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Bejaia Adresse : Cité du commandant Mohamed Fadhel « Dit Si H' MIMI » wilaya de Bejaia, contre paiement des frais de reproduction fixés à trois mille (3.000) dinars non remboursables.

La présentation de la soumission doit être conforme aux conditions fixées par l'instruction aux soumissionnaires de l'offre technique du cahier des charges.

Les offres constituées d'un dossier de candidature, d'une offre technique et d'une offre financière, doivent être obligatoirement accompagnées des pièces et documents et en cours de validité, cités dans Le cahier des charges; article 08: contenu du dossier d'appel d'offre; page n°07 de l'offre technique.

Les soumissionnaires soumettront leurs offre sous une enveloppe principale cachetée et anonyme ne comportant aucune inscription extérieure autre que la mention suivante :

MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE DE BEJAIA
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION

DK NEWS

Anep : 2016015990 du 05/10/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
CODE FISCALE : 0.002 1701.50020 69 DEP

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE Après l'annulation N°64/2020

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 Du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le directeur des équipements publics de la wilaya de DJELFA, informe l'ensemble des soumissionnaires intéressées par l'avis d'attribution provisoire N°15/2020 et l'annulation de l'attribution N°50/2020 Pour maîtrise d'œuvre (étude et suivi) pour la réalisation d'un (01) lycée 1000 au niveau du site des 100 LLV + 1850 LPL a route de touggourt dans la commune de messaad wilaya de djelfa (cites d'habitat intégrée) Publié au BOMOP et dans les journaux **المسار العربي** et DK NEWS

Pour la continuation de l'attribution de la maîtrise d'œuvre (étude et suivi) N°15/2020 suite à la décision de la commission des marchés publics

Pour l'attributaire :

- BET : homida abdallah
- Nif : 1761701014241630000

DK NEWS

Anep : 2016015973 du 05/10/2020

Programme de la soirée

TF1 21:15

Eyjafjallajökull



Alain et Valérie, divorcés, ne se supportent plus. Ils doivent pourtant se côtoyer lors du vol qui les emmène en Grèce, pour le mariage de leur fille. Mais l'éruption du volcan islandais Eyjafjöll les force à atterrir bien avant leur destination. Pour Alain et Valérie c'est le drame, car ils vont devoir faire plus de 2000 kilomètres ensemble en voiture. Le début du voyage est catastrophique : les deux anciens époux multiplient les insultes et les humiliations.

france 2 21:05

Le mensonge



Claude Arbona a tout réussi dans sa vie : son mariage, sa carrière... Maire de Castel-sur-Mer, il se destine à devenir sénateur. Mais la plus grande épreuve de sa vie va lui être donnée par celui qu'il chérit le plus : Lucas. Pour son petit-fils adoré, la vie est bien moins souriante : ses parents se déchirent, divorcent. Mal dans sa peau, il accuse un jour son grand-père de viol. Ce dernier est arrêté dans sa mairie alors qu'il allait être décoré.

france 3 20:55

Secrets d'histoire



L'animateur fait découvrir l'itinéraire du Roi-Soleil, son enfance, sa prise du pouvoir, ses nombreuses batailles, sa conception de l'Etat et de la monarchie absolue de droit divin, mais aussi ses amours tumultueuses, et son goût pour les arts et les jardins. Grâce aux témoignages d'historiens et à la visite de chefs-d'œuvre du patrimoine (le château de Clagny, le Trianon de Porcelaine, la ménagerie royale de Versailles ou encore Marly), Louis XIV se dévoile dans son intimité. Jacques Sereys, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, incarne Louis le Grand pour en faire entendre la pensée.

CANAL+ 20:45

Engrenages



Afin de préparer au mieux le braquage prévu, Cisco interdit à ses hommes de sortir de la maison où ils résident. Gilou a été interpellé après une bagarre dans un bar. La juge Bourdieu se montre implacable et veut le renvoyer en détention. Le commissaire Beckriche va tenter de lui faire changer d'avis. Perndant ce temps, Laure tente de trouver un moyen de pression sur Bilal qui fait travailler Souleymane et les autres enfants.

6 20:35

L'amour est dans le pré



Jérôme souhaite fonder une famille, mais ses coups de cœur trouveront-ils un écho ? Jean-Claude, volubile céréalier, hésite entre vivre sa vie à 100 à l'heure et prendre le temps de découvrir ses prétendantes. Quant au timide Florian, agriculteur de la Creuse, il ne sait pas faire le premier pas. Enfin, alors que David, papa poule de trois enfants, a hâte de rencontrer ses prétendantes, Eric le chevrier savoure avec tendresse la compagnie de sa prétendante.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2564

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | | | 3 | | | | | 8 | 3 | | | 6 | | | | | 8 |
| | 2 | | | 1 | | | | 6 | | 1 | | 4 | | | | | 5 |
| | | 4 | 7 | | 8 | 9 | | | | 7 | 1 | | 8 | 2 | | | |
| | | 5 | | | 2 | | | | | 9 | | | 3 | | | | |
| 1 | 7 | | | | | | 5 | 4 | 1 | 4 | | | | | | 8 | 9 |
| | | 6 | | | | 8 | | | | 6 | | | | | 7 | | |
| | | 1 | 3 | | 9 | 4 | | | | | | | | 1 | 6 | 2 | 4 |
| | 6 | | | 8 | | 9 | | | 6 | | | 7 | | | | 1 | |
| 7 | | | 4 | | | | 3 | | 9 | 4 | | | 8 | | | | 2 |
| | | | | | | | | | | | 2 | | 6 | | | | |
| | | | | | | | | | | | 7 | | | 6 | | | |
| | | | | | | | | | | | 3 | | 1 | | | | |
| 8 | | | 3 | | | | 1 | | 3 | | | 5 | | | 2 | | 8 |
| | 3 | | | 6 | | | | | | 3 | | | 7 | | | | 2 |
| | | 6 | 8 | | 2 | 3 | | | | | 8 | 9 | | 4 | 6 | | |
| | | 2 | | | | 7 | | | | 3 | | | | | 8 | | |
| 3 | 9 | | | | | | 2 | 4 | 2 | 1 | | | | | | 5 | 7 |
| | | 1 | | | | 8 | | | | | 7 | | | | 2 | | |
| | | 7 | 9 | | 5 | 6 | | | | | 5 | 6 | | 1 | 3 | | |
| | 5 | | | 2 | | | 8 | | | 8 | | 3 | | | 7 | | |
| 6 | | | | 8 | | | | 5 | 3 | | | | 5 | | | | 6 |

Horizontalement:
1 - Très mal intentionnée
2 - Ville d'eau - Produit par le vent
3 - Petites filles - Habitants de bocal
4 - Réduirait la voiture - Mot qui met Paris en bouteille
5 - Fond de cuve - Religieux isolés
6 - Colorais en brun - Structure
7 - Note de musique - Pièce d'échec - Ici
8 - Bien ventilé - Fabriquent
9 - Périodes sombres - Sans réaction
10 - Très fatiguée - Partie de partie

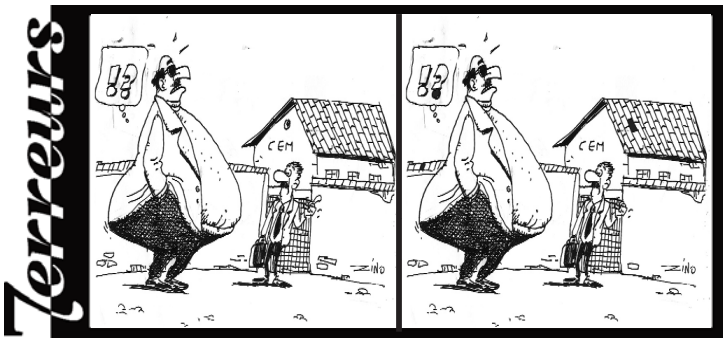
Verticalement:
A - Atteint de la folie des grandeurs
B - Vraiment radin
C - Le plus fin est meilleur sur la piste - Pouffe
D - Marches - Arme de brochet
E - Adversaire - Etain en cornue
F - Usant
G - Escroquai - Inonde
H - Saint de Normandie - Pensionnaire
I - Faire coucher - Mère des Titans
J - Lieu de ponte - Fromage auvergnat
K - Supports de balles - Insecte carnassier
L - Met son grain à l'abri - Coupelle au laboratoire

«Celui qui n'est plus ton ami ne l'a jamais été.»

Aristote

Mots croisés n°2564

| | | | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L |
| 1 | | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | |



ATHLÉTISME / MARATHON DE LONDRES La Kényane Brigid Kosgei conserve son titre

La recordwoman du monde kényane Brigid Kosgei a remporté dimanche le marathon de Londres pour la 2e année consécutive en 2 h 18 min 58 sec, devant l'Américaine Sarah Hall et sa compatriote championne du monde Ruth Chepngetich. Pour la 40e édition du marathon de Londres, chamboulé par la crise sanitaire (reporté d'avril à octobre et couru à huis clos sur une boucle de 2,15 km), Kosgei et Chepngetich sont parties très rapidement et étaient seules en tête à mi-course en 1 h 08 min 12 sec.

Lors d'une course disputée en partie sous la pluie et par une température fraîche (environ 9 degrés), les deux Kényanes ont ensuite largement ralenti avant que Kosgei ne porte une accélération décisive au 32e kilomètre pour se débarrasser de sa dernière concurrente et franchir la ligne en 2 h 18 min 58 sec, le 26e meilleur chrono de l'histoire malgré les conditions.

L'Américaine Sarah Hall, âgée de 37 ans, partie beaucoup plus prudemment - elle comptait 2 min 15 de retard sur la tête de course au semi-marathon - a réalisé un finish de folie pour doubler la championne du monde Ruth Chepngetich, 26 ans, dans la dernière ligne droite et finir en 2 h 22 min 01, son record personnel.

A 26 ans, Brigid Kosgei confirme ainsi sa mainmise sur le marathon mondial après avoir explosé le record du monde à Chicago en octobre 2019 (2h14:04).

Elle compte désormais quatre victoires sur les marathons majeurs (deux à Chicago, deux à Londres) ces trois dernières années.

Lors d'une saison tronquée par la pandémie de nouveau coronavirus, Brigid Kosgei avait tenté en septembre de battre le record du monde de l'heure sur piste à Bruxelles, mais avait été disqualifiée pour avoir posé le pied à l'intérieur de la piste, alors que la Néerlandaise Sifan Hassan avait battu le record.

BASKET Trois joueurs du CSKA Moscou, l'entraîneur et l'adjoint du Barça testés positifs au Covid-19

Trois joueurs du CSKA Moscou ont été testés positifs au Covid-19, a annoncé samedi soir le club russe, alors que le FC Barcelone, son adversaire en Euroligue jeudi, a indiqué que son entraîneur principal et son adjoint étaient également positifs au nouveau coronavirus.

Les joueurs Semen Antonov, Janis Strelnieks et Nikola Milutinov ont été testés positifs et placés à l'isolement, a expliqué le CSKA Moscou sur son compte Twitter.

Les échantillons vont être à nouveau testés dans un autre laboratoire, selon le protocole sanitaire en vigueur en Russie.

Un peu plus tôt dans la journée, Barcelone avait communiqué que son entraîneur principal, le Lituanien Sarunas Jasikevicius, et son adjoint Darius Maskoliunas, avaient aussi été testés positifs au Covid-19. En "bonne santé", ils ont été placés à l'isolement à leur domicile, a précisé le Barça, qui a signalé les cas aux autorités sportives et sanitaires compétentes.

Barcelone et le CSKA Moscou se sont affrontés pour la première journée de l'Euroligue messieurs de basket jeudi soir, au Palau Blaugrana catalan, avec une victoire des Espagnols 76 à 66.

Semen Antonov figurait sur la feuille de match, mais n'a pas joué, alors que Janis Strelnieks et Nikola Milutinov n'avaient pas fait le déplacement.

La pandémie de Covid-19 a mis à l'arrêt la saison 2019/20 de l'Euroligue après la 28e journée sur les 34 que compte la saison. Ni les play-offs, ni le Final 4 n'ont pu se disputer.

APS

JEUX D'ÉCHECS L'OMSE Bologhine lance la première académie internationale en Algérie

Le club de l'OMSE Bologhine a lancé la première académie internationale de jeux d'échecs en Algérie, avec l'objectif de dynamiser la pratique de cette discipline chez les jeunes en lançant des programmes de formation pour les échéphiles, entraîneurs et arbitres.

"Le club de l'OMSE a des traditions qui remontent aux années 1970 dans la pratique des jeux d'échecs et compte plusieurs champions dans son palmarès.

A travers le lancement de cette académie internationale, nous souhaitons attirer les plus jeunes vers cette discipline et les éloigner des fléaux de la société", a déclaré, dimanche à l'APS, l'entraîneur Abdelkrim Yahiaoui.

"Notre objectif sera également de proposer des programmes de formation pour les entraîneurs et arbitres, en collaboration avec la Fédération algérienne (FADE), dans le souci de développer notre discipline et plus tard organiser des compétitions internationales", a-t-il ajouté.

Concernant le lancement de l'académie, le technicien algérien a indiqué que l'"OMSE chess club" a déjà obtenu l'accréditation de la Fédération internationale (FIDE) qui a enquêté pendant sept mois avant de délivrer le précieux sésame. "Maintenant, nous



sommes en discussion avec le ministère de la Jeunesse et des Sports pour obtenir les autorisations de reprise des entraînements, mais le contexte sanitaire actuel engendré par la pandémie de coronavirus freine un peu le lancement officiel de l'académie", a-t-il expliqué.

De son côté, le président de la FADE, Azeddine Brahim Djelloul, a salué cette initiative du club de Bolo-

ghine qui constitue la première académie internationale en Algérie, souhaitant que cette démarche va inciter les clubs des autres régions du pays (Est, Ouest, Sud) à faire de même en lançant leur propre académie comme cela se fait dans les autres pays.

"A titre d'exemple, la Tunisie possède une dizaine d'académies internationales, a-t-il fait savoir.

Ce projet ambitieux va

permettre de prospecter et détecter de jeunes talents au niveau des écoles puis les faire progresser avec des entraîneurs qualifiés".

Le président de la FADE a également indiqué que cette académie allait permettre aux jeunes échéphiles algériens de participer aux compétitions internationales et ainsi progresser en se frottant à d'autres joueurs de niveau supérieur.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS L'Assemblée générale extraordinaire en novembre

L'Assemblée générale extraordinaire (AGEx) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), pour l'installation des commissions de candidatures, recours et passation de consignes en vue des prochaines élections, se tiendra au mois de novembre, a appris l'APS samedi du président de l'instance fédérale par intérim, Mohamed Lazar.

"L'installation de ces commissions est obligatoire. L'Assemblée électorale permettra au futur président de terminer le mandat olympique 2017-2020", a indiqué Lazar à l'issue des travaux de l'AG ordinaire (AGO), marquée par l'adoption des bilans moral et financier de 2019.

"Quelques membres ont suggéré que je termine le mandat olympique sans passer par les élections, mais c'est difficile car on est obligé d'appliquer la loi. Le plus important est que les choses rentrent dans l'ordre", a ajouté la même source.

Aussi, certains membres ont demandé de trancher la situation du président élu Mohamed Bessaâd,

"suspendu temporairement" fin 2019 par l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, pour "mauvaise gestion".

Pour rappel, la FAT a connu une année 2020 compliquée durant laquelle trois présidents se sont succédé pour assurer l'intérim.

Il s'agit de Boualem Hadj-Ali, Mohamed Dahmani et Mohamed Lazar.

L'AGO tenue à Alger était une occasion pour certains membres de montrer leur mécontentement sur certains volets, demandant au passage aux membres du Bureau fédéral de trouver des solutions, notamment sur l'aide à apporter aux ligues et clubs, le très peu de compétitions et d'arbitres de chaise et surtout "l'exode" des entraîneurs formés en Algérie vers l'étranger.

"Cette AGO était une occasion pour nous d'aborder plusieurs sujets, que j'estime, nécessaires et importants pour l'amélioration de la situation de notre discipline", a indiqué Amine Hamzaoui, président de la Ligue de Mostagnem de tennis. Pour sa part,

Ramdani El-Houari, patron du club oranais COST2000, a appelé la Fédération à s'atteler sur la situation du tennis à Oran. "C'était une occasion pour nous de rappeler à la FAT qu'Oran est une grande ville mais que malheureusement, elle n'organise plus de compétitions internationales depuis 2016. J'espère que nos remarques seront prises en considération", a-t-il expliqué. Les travaux de l'AGO ont enregistré la présence de 32 membres sur les 43 que compte l'assemblée, sous la supervision de la représentante du ministère de la Jeunesse et des Sports, Sarah Lemgherbi. Les 30 membres présents ayant le droit de vote (17 meilleurs clubs et 13 ligues) ont adopté d'abord le bilan moral de l'exercice 2019 avec 22 Oui, contre 1 Non et 2 abstentions, puis ont validé le bilan financier avec 26 voix pour, 1 contre et 2 abstentions. A noter que certains membres de l'AG ont refusé de voter. L'AG a, par ailleurs, examiné et approuvé à l'unanimité le plan d'action de l'exercice 2020.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS «Une commission spéciale pour étudier le dossier Bessaâd»

Une commission spéciale du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a été désignée pour étudier le dossier du président élu de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Mohamed Bessaâd, suspendu "temporairement" fin 2019, a indiqué samedi la tutelle.

Dans une déclaration en marge des travaux de l'Assemblée générale ordinaire de la FAT à Alger, la représentante du MJS, Sarah Lemgherbi, a assuré qu'une commission spéciale au niveau de la Direction générale des sports du ministère étudie le dossier de Mohamed

Bessaâd et que "des décisions seront prises incesamment pour trancher son cas".

Le président élu de la FAT, Mohamed Bessaâd, a été suspendu "temporairement" fin 2019 par l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, pour "mauvaise gestion".

La FAT a connu ensuite une année 2020 compliquée durant laquelle trois présidents se sont succédé pour assurer l'intérim. Il s'agit de Boualem Hadj-Ali, Mohamed Dahmani et Mohamed Lazar.

ALGÉRIE-MEXIQUE «L'Algérie répond au profil d'adversaire recherché»

Le Directeur général sportif de la sélection mexicaine de football, Gerrardo Torrado, s'est réjoui, samedi, d'affronter, le 13 octobre à La Haye (Pays-Bas), une sélection algérienne de "haut niveau" répondant au "profil d'adversaire que nous recherchions".

"Dans notre projet sportif, nous recherchons toujours à affronter des sélections de haut niveau et nous considérons que la sélection algérienne correspond à ce profil", a indiqué Gerrardo Torrado dans un entretien à Radio Algérie Internationale, ajoutant qu'"il est toujours important d'assurer une variété de styles chez les adversaires que nous affrontons et nous pensons que c'est formidable de pouvoir jouer contre une équipe avec de telles caractéristiques".

Pour le responsable mexicain, le prochain match face aux coéquipiers de Riyad Mahrez "revêt une grande importance (...) En cette période de pandémie, pouvoir revenir à l'activité avec la sélection mexicaine et jouer face à un adversaire robuste comme la sélection algérienne est très important pour notre préparation en prévision des prochaines échéances officielles".

"Nous savons qu'on va nous exiger le maximum.



Nous savons aussi qu'il s'agit d'un match qui va nous apprendre beaucoup et qui nous apportera des conclusions positives pour l'avenir", a-t-il poursuivi.

Evoquant la dernière rencontre amicale de l'Algérie et sa victoire 3-0 face à la Colombie, le Directeur général sportif de la sélection mexicaine a indiqué que ce match "a démontré

qu'il s'agit d'une équipe bien préparée avec de très bons joueurs, une sélection top.

Donc, pour nous, il est important de pouvoir jouer contre ce type de sélections, nous analyserons leur jeu et c'est ainsi qu'a toujours procédé notre staff technique, nous identifierons leurs forces et faiblesses, s'ils en ont, pour nous faire

une idée, pouvoir faire un match compétitif et rechercher la victoire".

L'équipe algérienne, champion d'Afrique 2019, jouera deux rencontres amicales lors des dates-Fifa du mois d'octobre.

Elle affronte d'abord les "Super Eagles" du Nigeria le 9 octobre en Autriche, puis le Mexique, le 13 du même mois, aux Pays-Bas.

LIGUE 1 / USM BEL-ABBÈS

Ambitions revues à la hausse grâce au "précieux apport de Naftal"

La direction de l'USM Bel-Abbès, qui vient d'officialiser la venue de l'entraîneur Liamine Bougherara, ambitionne de revoir ses ambitions à la hausse après avoir été rassurée par l'apport de son principal sponsor, Naftal, avec lequel elle a signé un "précieux contrat de trois ans", a indiqué dimanche le Directeur général (DG) du club de Ligue 1 de football.

"Nous commençons désormais à voir le bout du tunnel après la période très délicate que nous avons traversée, et ce, grâce au contrat de trois ans que nous avons signé avec Naftal moyennant la somme de 150 millions DA par an", a indiqué à l'APS, Abbas Morsli.

La conclusion de cette transaction a permis à l'USMBA de lancer enfin ses préparatifs en vue de la prochaine saison, en engageant d'abord un nouvel entraîneur en la personne de l'ancien gardien de but international et en faisant signer ses deux premières recrues. "Bougherara a paraphé samedi un contrat d'une saison renou-

velable. Nous avons également lancé notre opération de recrutement en faisant signer le latéral droit Tiboutine (ex-USM Alger) et le milieu offensif Itim (ex-MC Oran)", s'est réjoui Morsli, en poste depuis le 5 septembre dernier. Il a fait savoir, en outre, que le recrutement se poursuivra dans les prochaines heures, vu que plusieurs contacts ont été noués avec des éléments susceptibles de renforcer les rangs des "Vert et Rouge" pour compenser le départ de certains cadres de l'équipe.

Parmi les joueurs ciblés, il a cité les attaquants Belmokhtar (US Biskra) et Balegh (CS Constantine).

Ce dernier avait déjà eu un passage réussi avec la formation de la "Mekerra" il y a quelques saisons, rappelle-t-on.

Cependant, il appartient à la direction du club de l'Ouest du pays de régler ses dettes envers d'anciens joueurs ayant saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour lever l'interdiction de

recrutement dont elle fait l'objet depuis le mercato hivernal.

A ce propos, le même responsable s'est dit "optimiste" quant à la possibilité de surpasser cet obstacle, en tablant notamment sur "des solutions conjointes avec les plaignants".

La direction de l'USMBA a déjà réussi à convaincre plusieurs joueurs de retirer leurs plaintes, mais doit faire face à deux affaires au niveau de la CNRL et deux autres au Tribunal arbitral sportif (TAS), selon le DG du club, qui prédit une "nouvelle ère" à l'USMBA, "surtout que Naftal n'écarte pas l'éventualité de racheter la majorité des actions de la société sportive du club dans un proche avenir".

Par ailleurs, et concernant la composante du nouveau staff technique de l'équipe première, le même interlocuteur a fait savoir que Bougherara sera assisté de Lyes Arab et Hachemi Benkhedda, ainsi que Zeghdoudi comme préparateur physique, en attendant la nomination d'un entraîneur des gardiens de but.

PAYS BAS

Darfalou buteur et passeur face à Heracles



L'attaquant international algérien Oussama Darfalou a brillé lors de la victoire du SBV Vitesse devant Heracles (3-0), pour le compte de la quatrième journée de la Eredivisie (Pays Bas).

L'ancien buteur de l'USM Alger, qui fête cette semaine son 27e anniversaire, a inscrit son deuxième but de la saison, en conclusion d'une belle action collective initiée par ses coéquipiers à la 37e

minute du jeu. En deuxième période, Darfalou a réussi à s'offrir une première passe décisive cette saison pour le milieu international marocain Oussama Tannane. Darfalou a remis le ballon parfaitement pour Tannane qui a inscrit le troisième but pour son équipe.

À l'issue de cette victoire, le Vitesse occupe provisoirement la 2e place de la Eredivisie avec 9 points.

LIGUE 1 DE FOOTBALL

La commission d'audit des stades entame sa mission lundi (LFP)

La commission d'audit des stades de la Ligue de football professionnel (LFP) entame lundi l'opération d'évaluation technique des installations devant accueillir les matches de championnat de Ligue 1, indique la LFP sur son site officiel.

La commission d'audit commencera son travail "à partir du centre du pays avant de procéder à des visites des stades des autres régions à des dates qui seront communiquées prochainement", ajoute la même source, indiquant que cette opération est présidée par le vice-président de la LFP, Farouk Belguidoum.

A cet effet, la LFP appelle les clubs à "prendre toutes les dispositions pour entamer les divers travaux ainsi que les opérations de mise à niveau de l'infrastructure de domiciliation de ses rencontres et ce conformément aux dispositions réglementaires du championnat professionnel".

SUPERCOUPE D'ALGÉRIE

USM Alger - CR Belouizdad le 21 novembre

La rencontre USM Alger - CR Belouizdad comptant pour la supercoupe d'Algérie de football aura lieu le 21 novembre prochain, a-t-on appris dimanche auprès du bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF).

Cette confrontation mettra aux prises les Usnistes d'Alger, champions d'Algérie 2018-2019, aux Belouizdadis détenteurs de la Coupe d'Algérie au cours de la même saison.

Coup d'envoi le 28 novembre pour la Ligue 1 et le 21 décembre pour la Ligue 2

Le coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football (exercice 2020-2021), initialement prévu pour le 20 novembre, a été reporté au 28 du même mois, a-t-on appris dimanche auprès du bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF).

Concernant le championnat de Ligue 2, le bureau fédéral, actuellement en réunion ordinaire, a fixé la date du 21 décembre pour le début de l'exercice 2020-2021.

La pandémie de Covid-19, qui a sévi à travers le monde en 2020, a chamboulé les calendriers des compétitions mondiales et nationales.

Accord pour un prêt de Bakayoko à Naples

Chelsea et Naples ont trouvé un accord pour le prêt au club de Serie A du milieu de terrain français Tiémoué Bakayoko, arrivé dimanche à Rome pour passer sa visite médicale, selon la Gazzetta dello sport.

Bakayoko devrait ainsi retrouver à Naples l'entraîneur Gennaro Gattuso, qui fut son coach lors de la saison 2018-2019 à l'AC Milan, où il avait déjà été prêté par les "Blues".

L'international français (1 sélection), sous contrat avec les "Blues" jusqu'en 2022, avait joué la saison dernière à Monaco, toujours sous forme de prêt.

Le joueur âgé de 26 ans est arrivé dimanche à Rome pour effectuer sa visite médicale dans une clinique spécialisée dans le sport, selon le quotidien sportif.

Il doit ensuite signer son contrat pour un prêt d'un an. Naples devrait prendre en charge près de 2 millions d'euros de salaire sur les 3,5 annuels touchés par le joueur, selon la Gazzetta.

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la Communication

**Prix du Président de la République,
 du Journaliste Professionnel**
Sixième édition, 2020

«La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», dans sa cinquième édition, comptant pour l'année 2020, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2020.

Ce prix a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

Objectifs:

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

Catégories du prix :

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

Conditions de participation :

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2019 - 2020.

Thème du concours: «La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Modalités d'attribution du prix :

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1^{er} lauréat
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2^e lauréat
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3^e lauréat

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

Dossier de candidature :

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

a) Pièces administratives :

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

b) Œuvre objet de participation :

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

Dépôt des dossiers :

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication

La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 18 octobre 2020.

Formulaire de candidature :

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

JUAN FOYTH S'ENGAGE AVEC VILLAREAL

Comme pressenti depuis plusieurs jours, le défenseur polyvalent Juan Foyth (22 ans) quitte temporairement Tottenham à l'occasion de ce mercato d'été. Ce dimanche, l'Argentin a été officiellement prêté à Villarreal avec une option d'achat fixée à 15 millions d'euros. A noter que Foyth a prolongé son contrat avec les Spurs jusqu'en juin 2023 avant de prendre la direction de la formation espagnole.



PIRLO SÉDUIT PAR RONALDO

Cristiano Ronaldo a déjà conquis Andrea Pirlo, le nouvel entraîneur de la Juventus. Andrea Pirlo n'est pas le premier et certainement pas le dernier à louer l'éthique de travail de Cristiano Ronaldo. Depuis qu'il est devenu le nouveau coach de la Juve, l'ancien international italien a pu observer, de près, le buteur portugais et a été tout simplement bluffé. A l'occasion de la conférence de presse précédant le match contre Naples, Pirlo a dit tout le bien qu'il pensait de la vedette lusitanienne : « Cristiano Ronaldo est le premier à arriver et le dernier à partir de l'entraînement. Son esprit est fondamental pour nous. Il a bien débuté la saison », a ainsi louangé le technicien transalpin au sujet de l'attaquant qui a déjà frappé trois fois depuis l'entame en Italie et qui est un exemple pour les autres joueurs turinois selon le coach transalpin.

OCAMPOS PISTÉ PAR MAN UNITED

Manchester United a toutes les peines du monde à recruter un ailier. En échec sur les dossiers Jadon Sancho (Dortmund) et Ousmane Dembélé (FC Barcelone), le club mancunien doit activer d'autres pistes.

Selon ESPN, les Red Devils songent désormais à l'ancien Marseillais Lucas Ocampos (26 ans, 2 matchs en Liga cette saison) ! Auteur d'une très convaincante première saison avec le FC Séville, avec notamment un sacre en Ligue Europa, l'Argentin a tapé dans l'oeil des recruteurs mancuniens. Les pensionnaires d'Old Trafford songent sérieusement à formuler une offre. Sous contrat jusqu'en juin 2024, le natif de Quilmes serait estimé à 40 millions d'euros par les dirigeants sévillans.



LAROUCI RELANÇÉ PAR LEEDS ?

A la recherche d'un défenseur, Leeds aurait relancé la piste menant à Yasser Larouci. En mal de temps de jeu au FC Liverpool, l'ancien Havrais pourrait être tenté par un départ avant la fin du mercato estival. Arrivé très jeune à Liverpool, Yasser Larouci n'a pas réussi à faire son trou en équipe première de Liverpool. A un an de la fin de son contrat, le jeune défenseur français pourrait quitter les Reds et rejoindre Leeds. Selon la presse locale, le club du Yorkshire aurait relancé le dossier et négocierait actuellement avec les Reds pour un transfert.

OL : Slimani en renfort ?

L'international algérien Islam Slimani pourrait venir renforcer l'effectif lyonnais avant la fin du mercato. L'international algérien, très bon la saison dernière à l'AS Monaco avec notamment 9 buts et 7 passes décisives en 19 sorties, continue de faire rêver les clubs français et l'OL en particulier. Le Fennec pourrait ainsi constituer la cerise sur le gâteau dans le mercato du club rhodanien, qui a récemment enregistré l'arrivée du Milanais Lucas Paqueta et qui pourra vraisemblablement compter sur Houssein Aouar et Memphis Depay. L'attaquant des Verts d'Algérie, dont le bail à Leicester prend fin l'été prochain, n'est plus en odeur de sainteté chez les Fous et ne dirait pas non à une proposition lyonnaise en bonne et due forme à deux jours de la fin du marché des transferts. Slimani pourrait ainsi apporter sa considérable expérience sur le front offensif des Gones, qui réfléchissent d'ailleurs à la possibilité de prêter Tino Kadewere à Dijon pour la saison. La cellule de recrutement rhodanienne a beaucoup à faire d'ici lundi soir.



ARSENAL SE PENCHE SUR JORGINHO

Les Gunners ont raté Houssein Aouar, qui devrait rester à l'OL cette saison, mais ont toujours l'intention de recruter un milieu de terrain. ESPN révèle qu'Arsenal s'est penché sur le milieu de Chelsea, Jorginho. Le joueur de 28 ans ne serait pas retenu par ses dirigeants, même si le club londonien aimerait remplacer l'Italien par un autre profil, en cas de départ. Arsenal pourrait faire une offre de prêt pour le joueur, lié à Chelsea jusqu'en 2023. Lors du dernier match des Blues, ce samedi, contre Crystal Palace (victoire 4-0), Jorginho a inscrit un doublé sur penalty, portant son total à 3 buts en 3 rencontres de Premier League (avec une passe décisive).



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENCE Le Président Tebboune préside la réunion périodique du Conseil des ministres

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présidera, dimanche, la réunion périodique du Conseil des ministres, a indiqué, samedi, un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur Abdelmadjid Tebboune présidera, dimanche le 04 octobre 2020, au siège de la Présidence de la République, la réunion périodique du Conseil des ministres", lit-on dans le communiqué. L'ordre du jour de cette réunion comprend l'examen d'un nombre de dossiers en lien avec les secteurs de la Justice, des Finances et des Transports, ainsi que la présentation d'exposés sur les préparatifs en cours pour l'organisation des rentrées scolaires, universitaire et de l'enseignement professionnel, au vu de la situation sanitaire induite par la pandémie de la Covid-19", conclut la même source.

CONFÉRENCE NATIONALE DES START-UP "ALGERIA DISRUPT 2020" Président Tebboune : "les start-up seront la locomotive du nouveau modèle économique"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis en avant samedi à Alger l'importance de soutenir et d'encourager les start-up pour en faire la "locomotive" d'un nouveau modèle économique, basé sur la connaissance et l'innovation. Dans une allocution à l'ouverture de la Conférence nationale des start-up "Algeria Disrupt 2020", le Président de la République a affirmé que l'organisation de cette manifestation "témoigne de notre foi absolue en un nouveau modèle économique pour notre pays, un modèle basé sur la connaissance et où les start-up seront érigées en locomotive". Soulignant que cette conférence "n'est pas moins importante" que celle sur la relance économique organisée il y a près d'un mois et qui a regroupé les représentants des opérateurs économiques, M. Tebboune a assuré que cette manifestation "vient en prélude de mesures pour la concrétisation d'un objectif ultime, à savoir investir dans les capacités et les projets de nos jeunes et leur mobilisation au service de l'économie nationale".

Le président de la République a mis en exergue, dans ce cadre, l'importance de cette Conférence en vue de "mobiliser les capacités des jeunes pour une action commune, l'échange d'expériences et de tracer les contours d'une économie de connaissance reposant sur l'innovation et la recherche de tous les outils et moyens technologiques, devenus l'un des fondements des économies modernes". Relevant la nécessité d'encourager les initiatives de création des start-up et d'éviter "de briser les rêves des jeunes", le Président Tebboune a soutenu que "cette jeunesse innovante qui aspire, avec un haut sens du patriotisme et avec ses propres moyens, à accéder aux mar-



chés internationaux, mérite tout le soutien et l'encouragement", en ce sens, a-t-il dit, qu'elle devient des modèles de réussite "avec les moindres coûts et avec de hauts niveaux de performance et de rentabilité". Dans son allocution, le Président Tebboune a annoncé le lancement officiel du Fonds national pour le financement des start-up dont le mode de fonctionnement se distinguera par une "flexibilité" et une "tolérance aux risques".

"Afin de permettre aux porteurs de projets innovants de concrétiser leurs idées, il était nécessaire de renforcer l'écosystème de l'innovation dans notre pays pour le hisser au niveau des aspirations de nos jeunes, un écosystème qui puisse leur garantir les mécanismes de financement adéquats", a ajouté le président de la République.

Ce nouveau mécanisme de financement permettra aux jeunes porteurs de projets d'"éviter les banques et la lenteur bureaucratique qui en découle, à travers cet outil qui se distinguera par la flexibilité dont ont besoin les start-up", a-t-il assuré. Il a rappelé, par la même occasion, que le financement de ce genre de projets de jeunes exige une certaine tolé-

rance aux risques, car les risques d'échec sont bien réels.

"Celui qui persévère et réussit sera doublement récompensé, et celui qui échouera aura au moins le mérite d'avoir essayé... Nous allons financer et si l'idée n'aboutit pas, le jeune pourra réessayer jusqu'à ce qu'il trouve sa voie et l'idée qui lui profitera et à l'économie nationale", a indiqué le Président Tebboune. Ce genre de fonds est habituellement financé dans les Etats libéraux par le secteur privé, a rappelé le Président Tebboune, relevant que ce fonds national sera financé par l'Etat et demeurera "ouvert au secteur privé et les sociétés étrangères qui souhaiteraient y contribuer financièrement en devise ou en monnaie nationale". Il a formé le vœu de voir ce Fonds régler les demandes de financement dans des délais très courts et les walis répondre aux besoins de ces start-ups en matière de foncier industriel d'ici fin 2020.

L'ère des entraves administratives et bureaucratiques est révolue

Par ailleurs, le président de la République a indiqué que la création de ce Fonds vient compléter "les déci-

sions importantes" par lesquelles l'Etat ambitionne d'encourager les jeunes algériens à créer des start-up "à fort potentiel et avec de grandes ambitions" d'accéder aux marchés internationaux.

Cette démarche, dira-t-il, permettra de "relever, ensemble, les grands défis pour l'édification d'une économie basée sur la connaissance et soutenant l'économie nationale avec des revenus hors hydrocarbures et hors ressources conventionnelles". Dans ce sens, le Président Tebboune a réitéré son engagement d'éradiquer "définitivement" les pratiques bureaucratiques qui ont privé les meilleurs de nos enfants de concrétiser leurs projets et de réaliser leurs rêves et poussé nombre d'eux à l'émigration, assurant, par là même, que "l'ère des entraves administratives et bureaucratiques est révolue". La concrétisation de cet engagement "se traduira par l'adoption d'un nouveau système déclaratif au profit des porteurs de projets innovants leur permettant de concrétiser leurs idées loin de toute entrave à caractère administratif", a-t-il dit.

Et de rappeler, dans le même contexte, les incitations fiscales introduites au titre de la loi de finances complémentaire au profit des start-ups, en sus des différentes facilitations relatives à l'accès au foncier pour la réalisation des incubateurs et des accélérateurs, au vu de l'importance de ces structures en matière d'accompagnement des start-up. Le Président de la République s'est félicité du niveau des jeunes porteurs de projets innovants avec lesquels il a échangé lors de sa visite d'une exposition organisée en marge de la Conférence qui a regroupé près de 40 start-up.

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Le processus d'amendement de la Constitution "a de tout temps été transparent" (Belhimer)

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a affirmé que le processus d'amendement de la Constitution, qui "relève des prérogatives du Président de la République", a "de tout temps été transparent", soutenant que la réponse à la question du consensus sur l'amendement proviendrait du peuple "souverain et seul à en décider le jour du référendum". Dans une interview accordée à "akhbarelwatan.net", M. Belhimer a expliqué que le projet d'amendement constitutionnel "a été élargement débattu et enrichi dès le début", assurant que "le président de la République a confié -tel qu'il l'a promis- la tâche aux experts et en a associé, lors des deux phases du débat, tout le monde sans exception aucune". Rappelant que "l'opposition est en droit d'exprimer sa position", le ministre a confié que "si le projet de la Constitution sied au peuple, c'est le consensus escompté". En réponse à une question sur la réaction du citoyen vis-à-vis de l'amendement constitutionnel suite au boycott affiché par certains partis de l'opposition, M. Belhimer a fait savoir que tous les partis politiques, qu'ils soient pro gouvernement ou de l'opposition, "sont aujourd'hui appelés à restituer la confiance au citoyen en changeant les modus operandi en faveur du citoyen et de l'intérêt du pays". Ce qui est attendu de tout un chacun dans le futur, a-t-il dit, "c'est d'œuvrer au service de l'Algérie et pour l'édification d'une nouvelle Algérie à commencer par jeter les bases d'un Etat de droit, renforcer les libertés, réaliser le principe de la séparation des pouvoirs et consacrer les principes de la démocratie participative via l'expression voire la défense d'opinion à travers le vote". S'agissant de la

"contre-révolution" visant à entraver le processus de changement initié par le Président Tebboune, le Porte-parole du Gouvernement a estimé que "le discours du Président était clair, dans la mesure où il n'a eu de cesse de répéter, à chaque occasion, son message aux Algériens, en illustrant que le changement est entre les mains du peuple s'il adhère au processus en acceptant de se serrer les coudes avec les institutions de l'Etat afin de révéler toute tentative de déstabilisation ou de privation des droits". Et d'ajouter "le changement du système de gouvernance requiert un effort institutionnel au service de la sécurité, de la stabilité et de la souveraineté du pays en s'appuyant sur une loi plus claire et cohérente, une démarche que donnera lieu justement la révision de la loi fondamentale du pays et qui nécessitera des compétences probes, nobles et patriotiques œuvrant pour l'intérêt du pays, et elles sont là". Toujours est-il, "le renforcement du rôle des mécanismes de contrôle, de consultation et de régulation à travers un système législatif cohérent et efficace reste primordial", a fait remarquer le ministre, considérant que l'utilisation de l'expression "contre-révolution" signifie "tout effort obstruant les décisions de l'Etat inhérentes à l'intérêt du citoyen, lequel est conscient que l'ère des richesses volées au peuple était révolue". Il a salué, dans ce sens, "la rigueur" des décisions prises contre ceux qui ont failli dans leurs missions vis-à-vis du citoyen. A une question sur la situation économique du pays, M. Belhimer a répliqué que "la crise économique n'est pas spécifique à l'Algérie, du moment que le monde entier se débat dans les répercussions de la conjoncture sanitaire exceptionnelle", rappelant que

la pandémie Covid-19 "a causé aux grandes puissances des pertes énormes et a provoqué la faillite de compagnies mondiales". Malgré cela, a-t-il poursuivi, "notre pays a préféré faire prévaloir la santé du citoyen et la protection des vies humaines", affirmant que "la production agricole a sauvé l'Algérie d'une véritable crise alimentaire, et ce, grâce aux efforts des agriculteurs".

Le ministère de la Communication toujours à l'avant-garde pour riposter aux attaques médiatiques étrangères

S'agissant de la situation du secteur de la Communication, M. Belhimer estime qu'il est encore très tôt d'en faire le point, car les ateliers de réforme initiés dans le cadre du plan d'action du ministère sont à l'arrêt en raison de la conjoncture sanitaire exceptionnelle, rappelant le lancement, avant l'apparition de la pandémie, de 3 ateliers, le premier dédié à la presse électronique et dont "le texte régisant l'activité verra le jour tout prochainement", le second est lié à l'action syndicale, et le dernier, organisé août dernier, est consacré à la définition des 15 critères pour l'octroi de la publicité. Le ministère "répond toujours présent en avant-garde pour riposter aux attaques médiatiques étrangères attentant la stabilité du pays, en rendant public, et de manière continue, des données officielles, de même qu'il s'emploie à prendre en charge les préoccupations des journalistes exerçant dans des établissements privés dont les propriétaires sont en détention suite à des poursuites judiciaires", a-t-il souligné. M. Belhimer a également expliqué que son département "s'attèle toujours à prendre en

charge les préoccupations des journalistes, sachant que la préservation des postes d'emploi et la stabilité des entreprises figurent parmi les priorités du Gouvernement", faisant parti du retour "incessamment" vers les ateliers initiés pour parachever le plan d'action "en vue de répondre à l'invitation par les professionnels et spécialistes à ouvrir un débat consultatif et participatif, le but étant de concrétiser la notion de l'exercice serein et professionnel des métiers de l'information, basé sur un équilibre sous-tendant liberté et responsabilité". Reconnaissant que la situation par laquelle passe la presse en Algérie, et de manière globale, "est le résultat fatal de pratiques n'ayant aucun lien avec la réglementation générale de la profession, qu'il s'agisse d'établissements médiatiques publics ou privés", M. Belhimer a affirmé que "dans sa nouvelle vision, le gouvernement ne fait pas de distinction entre les établissements médiatiques, en ce sens qu'ils sont considérés comme des institutions nationales ayant pour objectif la garantie du droit à accéder à une information juste et fiable, la préservation de la spécificité sociétale et la promotion du niveau général". Au sujet de la campagne ciblant sa personne sur les réseaux sociaux par des individus établis à l'étranger, M. Belhimer a estimé que "le ministre étant une personnalité publique, accepte aussi bien les remerciements et les louanges que la critique constructive basée sur les principes de liberté et de démocratie", cependant "l'outrage, les allégations mensongères, les tentatives de diffamation et de dénigrement pour attenter les institutions de l'Etat, nous ne les acceptons pas", a-t-il conclu.